

ANNÉE 2013

N° 048

THÈSE
pour le
DIPLÔME D'ÉTAT
DE DOCTEUR EN PHARMACIE

par
Stanislas ATTIA

Présentée et soutenue publiquement le 31 mai 2013

La comptabilité officinale :
Introduction et mise en pratique

Président : Mme Sylvie PIESARD, P.U. de Chimie Thérapeutique

Membres du jury : Mme Pascale ROUSSEAU, MAST - Service de Pharmacologie
et Pharmacocinétique
M. Michel TOUZÉ, Pharmacien d'officine

SOMMAIRE

Remerciements	8
Introduction	10
I) Introduction à la comptabilité	11
I.1) Généralités	11
I.1.1. Historique de la comptabilité	11
I.1.2. La comptabilité : définition et principes	14
I.1.2.1. Définition	14
I.1.2.2. Les principes comptables	14
I.1.2.2.1. Principe de l'image fidèle	15
I.1.2.2.2. Principe de sincérité et de régularité	15
I.1.2.2.3. Le principe de prudence	15
I.1.2.2.4. Indépendance des exercices	16
I.1.2.2.5. Principe de la permanence des méthodes	16
I.1.3. Fonctions et rôles de la comptabilité	17
I.1.3.1. Moyen de preuve	17
I.1.3.2. Instrument de contrôle	18
I.1.3.3. Rôle d'aide à la prise de décisions	18
I.1.3.4. Rôle social de la comptabilité	20
I.1.4. Producteurs et utilisateurs de l'information comptable	20
I.1.4.1. Les producteurs	20
I.1.4.2. Les utilisateurs	21
I.2) La méthodologie comptable	21
I.2.1. Organisation de la méthode comptable	21
I.2.1.1. Le plan comptable général (PCG)	21
I.2.1.1.1. Définition	21
I.2.1.1.2. Structure	22
I.2.1.2. Notion de compte	23
I.2.1.2.1. Définition	23
I.2.1.2.2. Classification des comptes	23
I.2.1.2.2.1. Le Plan de compte	23
I.2.1.2.2.2. Codification	25
I.2.1.3. Les comptes de bilan	26
I.2.1.3.1. Structure	26
I.2.1.3.2. Le bilan	28
I.2.1.3.2.1. Définition	28
I.2.1.3.2.2. Notion d'actif/passif	28
I.2.1.3.2.3. Le bilan patrimonial ou financier	28
I.2.1.3.2.4 - Le bilan fonctionnel	32
I.2.1.4. Le compte de résultat (ou de gestion)	35
I.2.1.4.1. Définition	35
I.2.1.4.2. Les charges (compte de classe 6)	35
I.2.1.4.3. Les produits	37
I.2.1.4.4. Le résultat	40

I.2.2. Écriture et enregistrement comptable	41
I.2.2.1. Notion de « Flux » en comptabilité	41
I.2.2.1.1. Définition	41
I.2.2.1.2. Typologie des flux	42
I.2.2.1.3. Représentation d'un flux	42
I.2.2.1.4. Notion d'emploi ressource	43
I.2.2.2. L'enregistrement comptable des flux économiques	44
I.2.2.2.1. Définition de l'enregistrement comptable	44
I.2.2.2.2. La notion de pièce comptable	45
I.2.2.2.3. L'écriture comptable	45
I.2.2.2.3.1. Représentation schématique du compte	45
I.2.2.2.3.2. Représentation informatique	46
I.2.2.2.3.3. Exemple	46
I.2.2.2.3.4. La comptabilité à partie double	47
I.2.2.2.3.5. Support de l'écriture comptable	47
I.2.2.2.3.5.1 Journal ou livre journal	48
I.2.2.2.3.5.2 Le grand livre	50
I.2.2.2.3.5.3 La balance	50
I.2.2.2.3.5.4 Le système centralisateur	52
II) Mise en pratique : Comptabilité officinale à travers le logiciel "EBP Compta"	55
II.1) Introduction et présentation du logiciel "EBP compta®"	55
II.2) Mise en pratique de la comptabilité officinale	56
II.2.1. Les achats et les charges	56
II.2.1.1. Achats de Marchandises et charges diverses	56
II.2.1.1.1. Exemple détaillé d'une facture à un taux de TVA unique: le cas "BRISTOL"	56
II.2.1.1.1.1. La facture	57
II.2.1.1.1.2. Enregistrement théorique d'une facture d'achat	60
II.2.1.1.1.3. Le journal d'achat	60
II.2.1.1.1.3.1 Rappel	60
II.2.1.1.1.3.2 Paramétrage du journal d'achat	61
II.2.1.1.1.4. La tva (taxe sur la valeur ajoutée)	61
II.2.1.1.1.4.1 Définition	61
II.2.1.1.1.4.2 Les différents taux de TVA rencontrés en officine	62
II.2.1.1.1.4.3 Paramétrage du taux de tva sur EBP compta	65
II.2.1.1.1.5. Le compte clients ou fournisseurs	65
II.2.1.1.1.6. Enregistrement de la facture d'achat "BRISTOL"	70
II.2.1.1.1.6.1 Enregistrement théorique dans le journal d'achat	71
II.2.1.1.1.6.2 Enregistrement dans le journal d'achats (EBP compta)	72
II.2.1.1.1.7. Le règlement de la facture dans le journal de banque	75
II.2.1.1.1.7.1 Le journal de banque	75
II.2.1.1.1.7.2 Règlement théorique de la facture	76
II.2.1.1.1.7.3 Enregistrement du règlement de la facture "BRISTOL"	77
II.2.1.1.1.7.4 Le lettrage du compte	78
II.2.1.1.1.8. Le grand livre et le grand livre auxiliaire	79
II.2.1.1.1.8.1 Rappel	79

II.2.1.1.1.8.2 L'exemple bristol	81
II.2.1.1.1.9. La balance	82
II.2.1.1.2. Autres exemples de factures d'achats	82
II.2.1.1.2.1. Facture d'achat de lait pour enfants	82
II.2.1.1.2.1.1 La facture	83
II.2.1.1.2.1.2 Enregistrement théorique dans le journal d'achat	84
II.2.1.1.2.1.3 Enregistrement dans le journal d'achat EBP compta	85
II.2.1.1.2.2. Facture avec réduction	86
II.2.1.1.2.2.1 La facture	86
II.2.1.1.2.2.2 Rappel	87
II.2.1.1.2.2.3 Enregistrement théorique	89
II.2.1.1.2.2.4 Enregistrement dans EBP compta	90
II.2.1.1.2.3. Facture avec tva sur autre biens et service	91
II.2.1.1.2.3.1 La facture	91
II.2.1.1.2.3.2 Enregistrement théorique	92
II.2.1.1.2.3.3 Enregistrement dans EBP	93
II.2.1.1.2.4. Exemple d'une facture avec plusieurs taux de tva : Le cas OCP	94
II.2.1.1.2.4.1 La facture	95
II.2.1.1.2.4.2 Enregistrement théorique	96
II.2.1.1.2.4.3 Enregistrement dans EBP compta	98
II.2.1.2. Les immobilisations	99
II.2.1.2.1. Rappel	99
II.2.1.2.2. Exemple d'enregistrement d'une immobilisation	100
II.2.1.2.2.1. Enregistrement théorique	100
II.2.1.2.2.2. Enregistrement dans EBP compta	100
II.2.1.3. Les salaires	101
II.2.1.3.1. Rappel	101
II.2.1.3.2. Enregistrement théorique	104
II.2.1.3.2.1. Enregistrement des salaires	104
II.2.1.3.2.2. Enregistrement des charges sociales	105
II.2.2. Les ventes	106
II.2.2.1. Enregistrement théorique d'une vente	106
II.2.2.2. Exemple : les ventes lors d'une journée officinale	107
II.2.2.2.1. Synthèse de la journée	107
II.2.2.2.2. Les moyens de règlements lors d'une vente	108
II.2.2.2.2.1. Les chèques	108
II.2.2.2.2.1.1 Définition	108
II.2.2.2.2.1.2 Enregistrement théorique	108
II.2.2.2.2.1.3 Enregistrement en pratique	110
II.2.2.2.2.1.4 Enregistrement à l'aide d'EBP compta	111
II.2.2.2.2.2. Les cartes bancaires	112
II.2.2.2.2.2.1 Définition	112
II.2.2.2.2.2.2 Enregistrement théorique	112
II.2.2.2.2.2.3 Enregistrement en pratique	113
II.2.2.2.2.2.4 Enregistrement dans EBP compta	114
II.2.2.2.2.3. Tiers payant	115

II.2.2.2.2.3.1 Définition	115
II.2.2.2.2.3.2 Enregistrement théorique	115
II.2.2.2.2.3.2 En pratique	116
II.2.2.2.2.4. Les espèces	119
II.2.2.2.2.4.1 Le journal de caisse	119
II.2.2.2.2.4.2 Enregistrement théorique	119
II.2.2.2.2.4.3 En pratique	120
II.2.3. La déclaration de tva	125
II.2.3.1. Rappel	125
II.2.3.2. Enregistrements concernant la déclaration de TVA	126
II.2.3.2.1. 1 ^{er} Cas :TVA collectée > TVA déductible : L'entreprise doit de l'argent à l'état.	126
II.2.3.2.2. 2 ^{ème} cas : TVA collectée < TVA déductible : l'entreprise à un crédit de TVA	127
II.2.4. Travaux de fin d'exercice et documents de synthèse	130
II.2.4.1. L'exercice comptable	130
II.2.4.2. L'inventaire	131
II.2.4.2.1. L'inventaire extra comptable	131
II.2.4.2.2. L'inventaire comptable ou travaux comptables	132
II.2.4.2.2.1. Définition	132
II.2.4.2.2.2. Les variations de stock	132
II.2.4.2.2.2.1 Définition	132
II.2.4.2.2.2.2 Enregistrement	136
II.2.4.2.2.3. Les amortissements	136
II.2.4.2.2.3.1 Définition	136
II.2.4.2.2.3.2 Le plan d'amortissement	138
II.2.4.2.2.3.2.1 Les méthodes de calcul de l'amortissement	138
II.2.4.2.2.3.2.2 Exemple d'amortissement linéaire de matériel informatique	139
II.2.4.3. Établissement des documents de synthèses (résultat, bilan, annexe)	143
II.2.4.3.1. Le compte de résultat	143
II.2.4.3.2. Le bilan	148
II.2.4.3.2.1. Généralités	148
II.2.4.3.2.2. La clôture et la réouverture des comptes de bilan	152
II.2.4.3.3. L'annexe	154
Conclusion	156
Liste des figures	158
Liste des tableaux	161
Bibliographie	163

INTRODUCTION

Le pharmacien d'officine, de par sa formation et ses connaissances sur le médicament et les champs d'applications associés, a un rôle majeur dans le système de santé en France et dans bien d'autres pays.

Les études officinales sont donc majoritairement basées sur l'apprentissage des notions dans le domaine de la chimie, de la pharmacologie, et de toutes autres matières ayant un lien avec l'univers du médicament et de la santé.

Mais l'officine est une entreprise, c'est à dire une structure économique et sociale qui regroupe des moyens humains, matériels, immatériels et financiers dans le but de répondre à l'attente des patients.

Malgré une amélioration de la formation dans le domaine comptable, celle ci reste souvent insuffisante, surtout dans un contexte où le titulaire doit faire preuve de rigueur dans la gestion économique et humaine de sa pharmacie.

Un pharmacien ne doit pas se contenter de faire confiance à son expert comptable. Il doit avoir les connaissances suffisantes en gestion-comptabilité car malgré les conseils avisés des professionnels, le titulaire de l'officine reste le décideur (avec toutes les conséquences économiques et humaines que cela inclut). Il est donc fiscalement responsable vis à vis de l'État.

Cette thèse a donc pour but de prolonger l'initiation entamée dans le cadre des études officinales.

Dans une première partie, nous effectuerons une introduction à la comptabilité en nous intéressant notamment à la base de la structure comptable ainsi qu'à la méthodologie qu'imposent l'écriture et l'enregistrement comptable des différents flux économiques.

La deuxième partie sera elle consacrée à une mise en pratique dans le cadre de l'officine à travers des exemples concrets d'enregistrements comptables à l'aide du logiciel EBP compta®.

I) INTRODUCTION À LA COMPTABILITÉ

I.1) Généralités

I.1.1. Historique de la comptabilité

L'invention de la comptabilité (-3600 av JC) a précédé l'invention de l'écriture (-3300). L'histoire de la comptabilité a en fait commencé au milieu du quatrième millénaire avant notre ère à Sumer, entre le Tigre et l'Euphrate, où l'on a retrouvé les premiers témoignages écrits de l'inventaire de biens et de l'enregistrement d'échanges au moyen de tablettes d'argiles gravées de pictogrammes. Ces comptes sont du type « à poste superposés », comportant les augmentations en haut et les diminutions en bas.

Quelques centaines d'années plus tard, les égyptiens ont suivi une voie analogue à celle des sumériens. La tenue comptable était le domaine réservé des scribes. Au départ, seul le support d'écriture est différent. Le papyrus, plus léger et plus maniable que les tablettes d'argile, est également plus sensible aux dégradations. Les scribes égyptiens ont su faire évoluer les techniques comptables. C'est notamment eux qui ont imaginé la méthode des « comptes à colonnes séparées ».

La comptabilité grecque fut également très développée puisque les offrandes aux dieux se devaient d'être comptabilisées sur des plaques de marbre ou de calcaire (on en a retrouvé de nombreux vestiges). Au delà de sa fonction religieuse, la comptabilité, avait bien sur en Grèce comme ailleurs une fonction économique. Les grecs ont du reste été les premiers à doter la comptabilité de la technique du virement (en mouvementant un même compte « tiers » en positif et en négatif pour éviter les transport de valeurs). [1]

Les romains perfectionnent la comptabilité, et l'utilisation de la monnaie semble avoir été déterminante dans l'évolution de la comptabilité. La civilisation latine a mécanisé les calculs, à l'aide de « l'Abacus », composé d'une tablette qui comporte plusieurs rainures parallèles, figurant les ordres de chiffres, dans

lequel on pouvait faire glisser des petits cailloux et on obtenait ainsi l'équivalent romain des bouliers asiatiques.

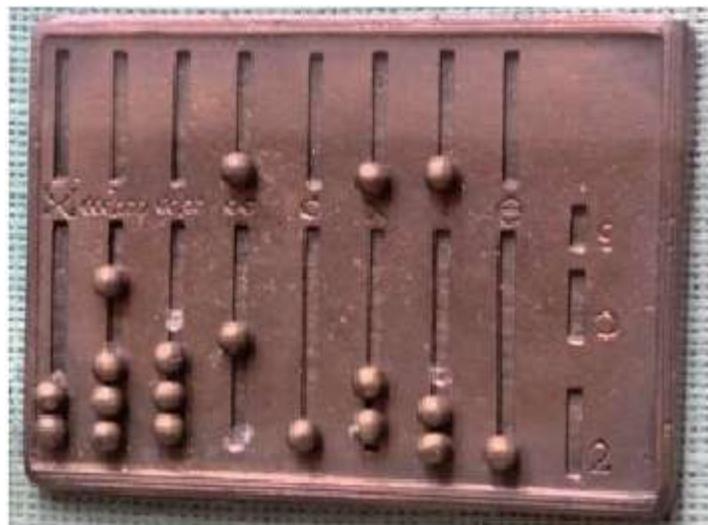


Figure 1: L'Abacus (Copy of a Roman abacus) [2]

Le haut Moyen Âge constitua une rupture dans les pratiques comptables qui ne subsistèrent que sous des formes très rudimentaires excluant quasiment l'écriture.

Les croisades provoquèrent un développement des échanges. Des marchands s'associèrent et eurent recours à des mandataires pour négocier à distance. La répartition des bénéfices et le contrôle des mandataires nécessitaient une technique comptable plus évoluée qui consista d'abord en une comptabilité de caisse de type recettes-dépenses ainsi réinventée. Le crédit, peu développé jusque vers 1250, ne donnait lieu qu'à de simples aide-mémoire extra comptables. Mais son accroissement donna naissance aux « comptes de personnes », correspondant aux créanciers et aux débiteurs et qui constituaient le germe de notre moderne comptabilité à parties doubles. [3]

Le XV^{ème} siècle voit apparaître le premier traité de comptabilité en partie double. L'auteur de cet ouvrage se nomme Luca Pacioli (né à Borgo San Sepolcro, Italie). Entré dans l'ordre des franciscains, passionné de mathématiques, il conçut le projet d'une encyclopédie des sciences mathématiques, publiée à Venise en 1494 et intitulée « Summa de Arithmetica, geometria, Proportioni et Proportionalita ».



Figure 2: Portrait de Luca Pacioli [4]

Une partie de l'ouvrage est consacrée à l'arithmétique commerciale, et en particulier, à la comptabilité.

Luca Pacioli n'a pas inventé la comptabilité à partie double, mais il en a exposé, pour la première fois, les principes. Sa manière de traiter le compte de profits et pertes (pro et dano), le compte « capital », ou la balance des comptes, est très moderne. Il préconise l'utilisation de trois registres comptables : le mémorial, le journal, et le grand livre. [5]

Sous l'impulsion de Colbert, en 1673, la tenue des livres de commerce devient obligatoire en France. L'octroi du crédit (livraison avec paiement différé) rendit nécessaire la tenue des comptes « de personne » qui s'ajoutèrent à ceux des comptes de patrimoine. Ainsi se développa une comptabilité qui, dans ses principes fondamentaux, n'a pas véritablement changé. [6]

Les grands principes comptables étant posés, la méthode comptable n'évoluera plus guère au fil des siècles. Seule les techniques d'organisation comptable évolueront significativement.

I.1.2. La comptabilité : définition et principes

I.1.2.1. Définition

La comptabilité est un système d'organisation de l'information financière permettant de saisir, classer, enregistrer des données de bases chiffrées et de présenter des états reflétant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entité à la date de clôture. [7]

Il existe plusieurs types de comptabilités dont :

- la comptabilité générale (ou financière) : elle retrace les opérations de l'entreprise avec les tiers, (autres entreprises, les organismes sociaux, l'État, les banques). C'est une comptabilité externe obligatoire et réglementée .Elle doit obéir aux règles comptables édictées par le droit comptable, mais elle subit également l'emprise de la fiscalité, en matière d'évaluation et de présentation des informations .Elle fait apparaître les éléments du patrimoine (biens, créances, dettes) ainsi que le bénéfice (ou la perte) pour la période annuelle écoulée.

- la comptabilité analytique (ou de gestion) : elle est à usage essentiellement interne. Elle se fixe pour objectif d'analyser le résultat global en résultats par produits, par commandes, par services, etc... Elle décrit donc les événements à l'intérieur de l'entreprise sans obéir à une réglementation contraignante et fournit des informations détaillées en vue d'orienter les décisions. (Exemple: calcul du coût des produits, comparaison au prix de vente, constater et expliquer un écart de production, établissement des charges et des produits courants).

La tenue d'une comptabilité répond à quelques objectifs. Pour les atteindre il convient de respecter un certain nombre de principes.

I.1.2.2. Les principes comptables

Définition : c'est un ensemble de principes, définis tant dans le code de commerce que dans le PCG, qui constitue les fondations de la comptabilité.

Les principes comptables essentiels sont décrits ci-après.

I.1.2.2.1. Principe de l'image fidèle

Les comptes annuels doivent être réguliers, sincères et donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise. [8]

La comptabilité et les documents comptables doivent donc retranscrire de manière chiffrée la situation réelle de l'entreprise afin que celle-ci soit compréhensible par tous.

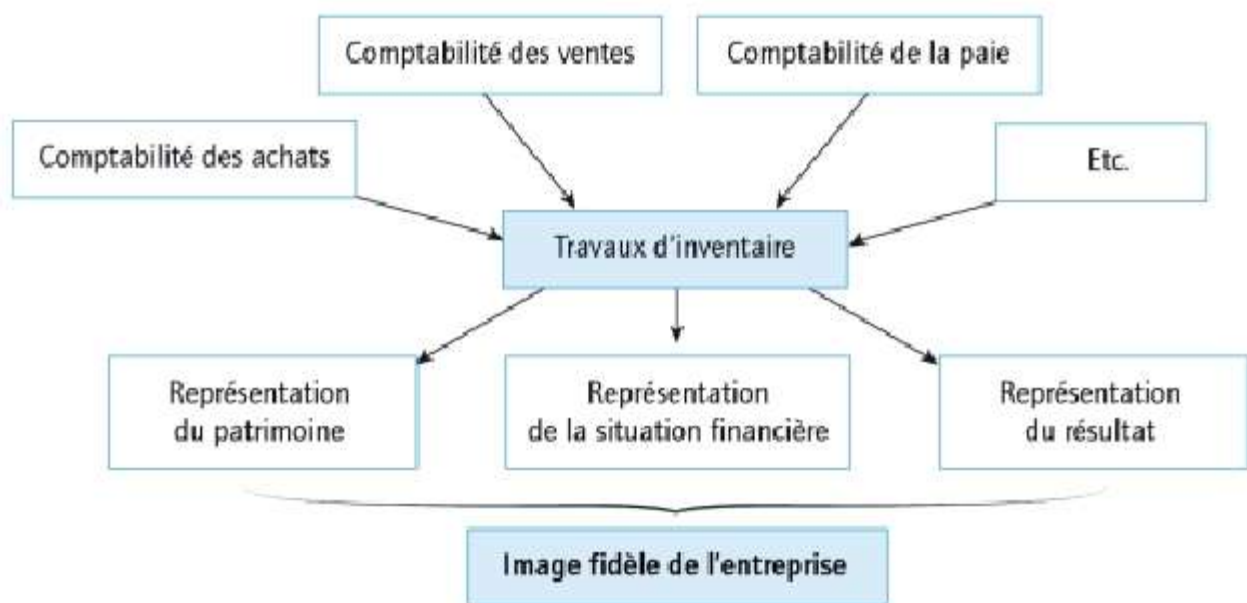


Figure 3 : Image fidèle de l'entreprise [9]

I.1.2.2.2. Principe de sincérité et de régularité

On entend par régularité la conformité aux règles et procédures en rigueur (fixées par la loi, la jurisprudence, les organisations professionnelles compétentes). On entend par sincérité "l'application de bonne foi des règles et procédures en vigueur en fonction de la connaissance que les responsables des comptes doivent normalement avoir de la réalité et de l'importance des opérations, événements, situations". [10]

I.1.2.2.3. Le principe de prudence

C'est un principe indissociable du principe déjà évoqué de l'image fidèle.

La comptabilité doit être établie sur la base d'appréciations prudentes pour éviter le risque de transfert sur des exercices à venir d'incertitudes pouvant gréver le patrimoine et le résultat de l'entreprise.

Les comptes annuels doivent respecter le principe de prudence...Même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, il doit être procédé aux amortissements et provisions nécessaires. [11]

Il doit être tenu compte des risques et des pertes intervenus au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur, même s'ils sont connus entre la date de la clôture de l'exercice et celle de l'établissement des comptes. [12]

Exemple : si en fin d'année un client se retrouve dans la situation d'un dépôt de bilan, il conviendra pour l'entreprise de prendre ce risque en compte et d'inscrire une provision pour risque d'impayé dans ses comptes.

I.1.2.2.4. Indépendance des exercices

La complexité des affaires et la multiplication du nombre des opérations ont conduit les comptables à découper la vie des entreprises en périodes égales, appelées exercices, et à déterminer un résultat pour chacun des exercices. [13]

Pour des raisons de commodité, la durée de l'exercice est généralement de 12 mois. Les comparaisons étant intéressantes d'un exercice à l'autre, il est souhaitable que les exercices soient homogènes et portent sur une même période. Pourtant on peut, dans certains cas, avoir intérêt à réduire la durée d'un ou plusieurs exercices. [14]

I.1.2.2.5. Principe de la permanence des méthodes

Afin de permettre la comparabilité des comptes, la présentation de ces derniers ainsi que les méthodes d'évaluation ne doivent pas être modifiées d'un exercice à l'autre.

La cohérence des informations comptables au cours des périodes successives implique la permanence dans l'application des règles et procédures. Toute exception à ce principe de permanence doit être justifiée par un changement exceptionnel dans la situation de l'entité ou par une meilleure information dans le cadre d'une méthode préférentielle.

La comparabilité des comptes annuels est assurée par la permanence des méthodes d'évaluation et de présentation des comptes qui ne peuvent être modifiées que si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de l'entité ou dans le contexte économique industriel ou financier et que le changement de méthodes fournit une meilleure information financière compte tenu des évolutions intervenues. [15]

I.1.3. Fonctions et rôles de la comptabilité

Fonctions et rôles de la comptabilité :

- moyen de preuve
- instrument de contrôle
- instrument d'aide à la prise de décisions
- rôle social

I.1.3.1. Moyen de preuve

La comptabilité régulièrement tenue peut être admise en justice pour faire preuve entre commerçants pour fait de commerce. Si elle a été irrégulièrement tenue, elle ne peut être invoquée par son auteur à son profit. La communication des documents comptables ne peut être ordonnée en justice que dans les affaires de succession, communauté, partage de société et en cas de redressement ou de liquidation judiciaire. [16]

I.1.3.2. Instrument de contrôle

- contrôle par les actionnaires de l'entreprise : présentation des documents de synthèse (bilan, compte de résultat, annexe).

- contrôle par les salariés : Ils peuvent avoir des informations permettant de négocier des accords d'entreprise sur leurs salaires, leurs participations financières.

- contrôle pour le calcul de l'impôt : en effet la comptabilité permet d'obtenir un résultat comptable qui sert de base au calcul du résultat fiscal permettant d'établir l'impôt :

Code général des impôts : article 38 quarter annexe III : « les entreprises doivent respecter les définitions établies par le plan comptable général, sous réserve que celles ci ne soient pas incompatibles avec les règles applicables pour l'assiette des impôts. » [17]

I.1.3.3. Rôle d'aide à la prise de décisions



Figure 4 : Relations de l'officine avec ses différents partenaires

Exemples d'aide à la prise de décisions

Banque : prêt, possibilité de remboursement de l'emprunt. Une analyse du bilan peut permettre d'envisager ou non une négociation de l'emprunt .

Fournisseurs : l'analyse comptable permet grâce entre autre au calcul de la trésorerie de voir les possibilités d'achats auprès des fournisseurs (médicaments, fournitures...). Ces décisions auront donc un rôle sur le lien pharmacie/patient en permettant de répondre ou non à la demande (financement d'une nouvelle gamme, élargissement du stock afin de répondre aux attentes immédiates du patient).

Interne : l'analyse du bilan et des résultats de la pharmacie intervient dans la décision de recrutement ou de licenciement d'un membre du personnel .

On constate grâce à cette représentation schématique que la comptabilité a une influence sur tous les liens internes et externes de la pharmacie. L'exemple simplifié qui suit permet de montrer une corrélation entre les différents acteurs et l'analyse comptable de l'entreprise.

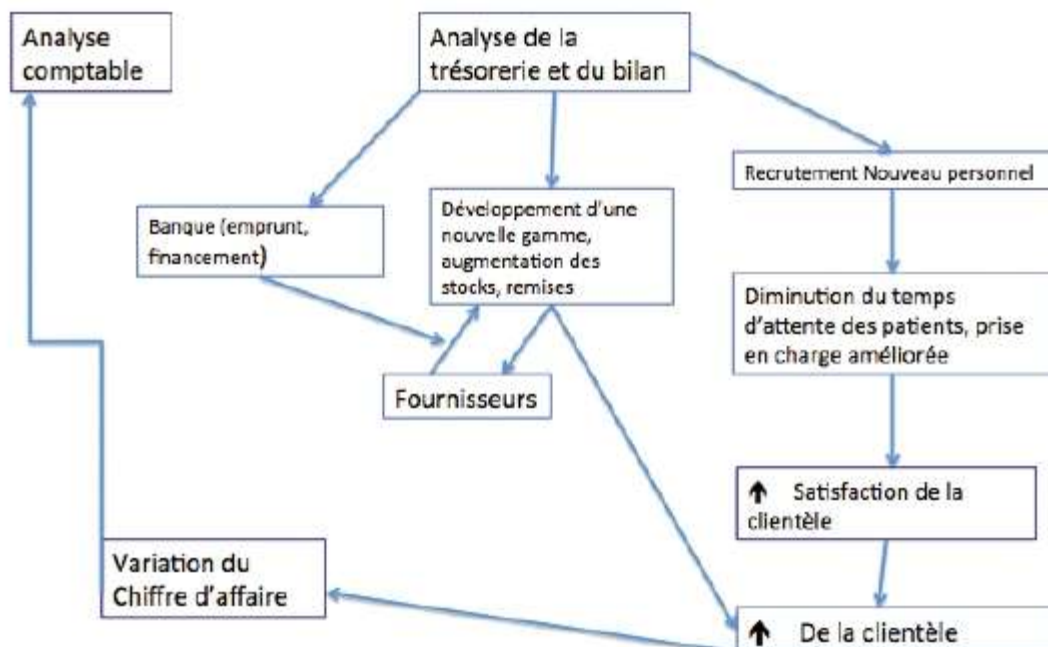


Figure 5 : Aide à la prise de décisions

Ces prises de décisions ont un impact économique majeur mais aussi une influence sur le dialogue social de l'entreprise.

I.1.3.4. Rôle social de la comptabilité

Par la mesure des richesses, par sa vision globale et détaillée de la situation de l'entreprise, la comptabilité a un rôle prépondérant dans le dialogue social de l'entreprise. Comme nous l'avons vu précédemment, la comptabilité intervient dans la prise de décisions avec les différents acteurs que sont les salariés, les fournisseurs, les organismes sociaux. Dans toutes ces relations un dialogue social s'établit entre les différents partenaires. Les sujets abordés seront multiples et varieront en fonction de l'interlocuteur :

- Salariés : salaires, participation au résultat
- Organismes sociaux : cotisation, mutuelle
- État : impôt
- Associés ou actionnaires : dividendes
- Prêteurs, banque : intérêts

I.1.4. Producteurs et utilisateurs de l'information comptable

I.1.4.1. Les producteurs

Les producteurs essentiels de l'information comptable sont les entreprises. Ces dernières peuvent, soit élaborer elles-mêmes l'information comptable au sein de leur service comptable, soit confier à des personnes externes (expert-comptable la plupart du temps) la tâche ou une partie de la tâche de l'élaboration des informations comptables (en général ceci ne concerne que de petites entreprises). [18]

L'expert comptable a pour mission de produire, d'analyser et d'attester les comptes annuels de l'entreprise.

I.1.4.2. Les utilisateurs

Les principaux utilisateurs de l'information comptable sont :

- les dirigeants de l'entreprise et leurs associés
- les salariés et les partenaires sociaux
- les créanciers (prêteurs)
- les pouvoirs publics (administration fiscale, instituts de statistique nationale, administration économique)

I.2) La méthodologie comptable

I.2.1. Organisation de la méthode comptable

I.2.1.1. Le plan comptable général (PCG)

I.2.1.1.1. Définition

Le Plan comptable général (PCG) regroupe l'ensemble des normes comptables, applicables obligatoirement en France, issues des règles comptables du Plan comptable général 1999, de certains articles du Code de commerce et des avis de l'ex-Conseil national de la comptabilité postérieurs à 1986 à caractère normatif, réexaminés et réécrits « à droit constant » et des règlements adoptés par l'ex-Comité de la réglementation comptable.

Il est applicable à toute entité (toute personne physique ou morale) soumise à l'obligation légale d'établir des comptes annuels. Il fait l'objet d'une mise à jour régulière par intégration des nouvelles normes adoptées par l'Autorité des Normes Comptables (ANC). [19]

Le PCG traite des règles générales de l'enregistrement, de la nature des livres à tenir, de l'établissement des documents de synthèse, de la comptabilité analytique, etc... [20]

I.2.1.1.2. Structure

Le Plan comptable général est présenté sous forme d'articles et contient exclusivement les dispositions relatives à la comptabilité générale. Il est structuré en titres, chapitres, sections, sous-sections et articles. [21]

2	Titre II	Définition des actifs, des passifs, des produits et des charges
2.1	Chapitre I	Actifs et passifs
2.2	Chapitre II	Charges et produits
2.3	Chapitre III	Résultat
3	Titre III	Règles de comptabilisation et d'évaluation
3.1	Chapitre I	Comptabilisation des actifs, des passifs, des produits et des charges
3.2	Chapitre II	Évaluation des actifs et des passifs
3.3	Chapitre III	Modalités particulières d'évaluation et de comptabilisation
3.4	Chapitre IV	Évaluation des actifs et des passifs dont la valeur dépend des fluctuations des monnaies étrangères
3.5	Chapitre V	Réévaluation
3.6	Chapitre VI	Évaluation et comptabilisation des éléments d'actif et de passif de nature particulière
3.7	Chapitre VIII	Évaluation et comptabilisation des opérations financières spécifiques
3.8	Chapitre VIII	Prise en compte des opérations dépassant la période comptable ou l'exercice
3.9	Chapitre IX	Évaluation et comptabilisation des opérations faites en commun et pour le compte de tiers
4	Titre IV	Tenue, structure et fonctionnement des comptes
4.1	Chapitre I	Organisation de la comptabilité
4.2	Chapitre II	Enregistrement
4.3	Chapitre III	Plan de comptes
4.4	Chapitre IV	Fonctionnement des comptes
5	Titre V	Documents de synthèse
5.1	Chapitre I	Comptes annuels
5.2	Chapitre II	Modèles de comptes annuels – Bilan et compte de résultat
5.3	Chapitre III	Modèles de comptes annuels – Annexe

Figure 6 : Le PCG [22]

I.2.1.2. Notion de compte

I.2.1.2.1. Définition

Selon l'article 410-5 du plan comptable général, « le compte est la plus petite entité retenue pour le classement et l'enregistrement des mouvements comptables ».

Le compte est un « outil pratique » qui est spécialisé dans un seul type d'opérations, par exemple : les achats de fournitures, les opérations bancaires.
[23]

Chaque compte permet de suivre en détail l'évolution en terme monétaire d'un élément constitutif du patrimoine ou d'un élément de l'activité de l'entreprise.

I.2.1.2.2. Classification des comptes

Dans un souci de standardisation et de régularité des méthodes employées, une classification des comptes a été établie.

I.2.1.2.2.1. Le Plan de compte

Le plan de compte de la comptabilité générale se structure en 8 classes qui peuvent être regroupées en trois catégories :

- Comptes de bilan qui traduisent les éléments du patrimoine de l'entreprise : comptes de classe 1 à 5.
- Comptes de gestion qui traduisent la formation du résultat : classe 6 à 7.
- Comptes spéciaux (comptes analytiques) : comptes de classe 8 qui concernent des opérations particulières.

Comptes de bilan						Comptes de gestion		Comptes spéciaux
Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Classe 5	Classe 6	Classe 7	Classe 8	
Comptes de capitaux (capitaux propres, autres fonds propres, emprunts et dettes assimilées)	Comptes d'immobilisations	Comptes de stocks et en-cours	Comptes de tiers	Comptes financiers	Comptes de charges	Comptes de produits		
10. Capital et réserves	20. Immobilisations incorporelles	30. -	40. Fournisseurs et comptes rattachés	50. Valeurs mobilières de placement	60. Achats (sauf 603) 603. Variation des stocks (approvisionnement et marchandises)	70. Variétés de produits Fabriques, prestataires de services, marchandises	Cette classe de comptes regroupe les comptes spéciaux qui n'ont pas leur place dans les classes 1 à 7	
11 Report à nouveau	21. Immobilisations corporelles	31. Matières premières (et fournitures)	41. Clients et comptes rattachés	51. Banques, établissements financiers et assimilés	61. Services extérieurs	71. Production stockée (ou distockage)		
12 Résultat de l'exercice	22. Immobilisations mises en concession	32. Autres approvisionnements	42. Personnel et comptes rattachés	52. Instruments de Trésorerie	62. Autres services extérieurs	72. Production immobilisée		
13 Subventions d'investissement	23. Immobilisations en cours	33. En-cours de production de biens	43. Sécurité sociale et autres organismes sociaux	53. Caisse	63. Imports, taxes et versements assimilés			
14 Provisions réglementées	24. -	34. En-cours de production de services	44. État et autres collectivités publiques	54. Régies d'avance et accrédiffs	64. Charges de personnel	74. Subventions d'exploitation		
15. Provisions	25. -	35. Stocks de produits	45. Groupe et associés	55. -	65. Autres charges de gestion courante	75. Autres produits de gestion courante		
16. Emprunts et dettes assimilées	26. Participations et créances rattachées à des participations	36. -	46. Débiteurs divers et créanciers divers	56. -	66. Charges financières	76. Produits financiers		
17. Dettes rattachées à des participations	27. Autres immobilisations financières	37. Stocks de marchandises	47. Comptes transitoires ou d'attente	57. -	67. Charges exceptionnelles	77. Produits exceptionnels		
18. Comptes de liaison des établissements et sociétés	28. Amortissements des immobilisations	38. -	48. Comptes de régularisation	58. Virements internes	68. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	78. Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
19. -	29. Dépréciations des immobilisations	39. Dépréciations des stocks et en-cours	49. Dépréciations des comptes de tiers	59. Dépréciations des comptes financiers	69. Participation des salariés, impôts sur les bénéfices et assimilés	79. Transfert de charges		

Figure 7 : Le plan de compte [24]

I.2.1.2.2.2. Codification

À chaque compte est affecté un numéro de compte dont le premier chiffre est celui de la classe.

Ex : 7 → compte de produits

Le 2^{ème} chiffre exprime une division de la classe et constitue le numéro des comptes principaux.

Ex : 70 → compte de vente

Le 3^{ème} chiffre précise une subdivision du compte à deux chiffres.

Ex : 701 → vente de produits finis

707 → vente de marchandises

Si besoin on peut utiliser d'autres subdivisions (la subdivision maximale prévue est de 6 chiffres).

Ex : 7011 : vente de produit fini A

70111 : vente de produit fini A en France

Article 433-1 du PCG : « Lorsque les comptes prévus par les normes comptables ne suffisent pas à l'entreprise pour enregistrer distinctement toutes ses opérations, elle peut ouvrir toutes subdivisions nécessaires ».

Pour faciliter le repérage de ces codes de position, il est donc souhaitable d'aligner les numéros de comptes sur le chiffre de gauche lorsqu'un document nécessite la présentation de plusieurs de ces numéros. [25]

I.2.1.3. Les comptes de bilan

I.2.1.3.1. Structure

Comme nous l'avons vu précédemment le bilan concerne les comptes numérotés de 1 à 5.

- 1- Comptes de capitaux
- 2- Comptes d'immobilisations
- 3- Comptes de stocks et d'en cours
- 4- Comptes de tiers
- 5- Comptes financier

Classe 1 : comptes de capitaux

Ces comptes rassemblent des ressources pour l'entreprise correspondant au financement par capitaux propres (apportés par les propriétaires ou les associés) ou par capitaux étrangers (emprunt).

Classe 2 : comptes d'immobilisations

Ils comprennent tous les biens et valeurs destinés à servir de façon durable à l'activité de l'entreprise. Sont mis à part l'amortissement et les dépréciations des immobilisations (comptes 28 et 29 qui viennent en déduction des comptes de classe 2).

Classe 3 : comptes de stocks et en-cours

Ce sont des biens qui interviennent dans le cycle d'exploitation pour être :

- soit vendus en l'état, sans transformation (marchandise), ou à la fin du processus de production (produits finis).
- soit consommés au premier usage (matière et fourniture).

Classe 4 : comptes de tiers

Ils reprennent l'ensemble des engagements financiers contractés ou octroyés par l'entreprise ,que ce soit lorsque l'entreprise a obtenu un délai de paiement auprès d'un fournisseur (compte fournisseur) ou lorsque celle-ci a accordé un délai de paiement à un client (compte client).

Classe 5 : comptes financier

Ils enregistrent les mouvements de valeurs en espèces , chèques et les opérations faites avec les banques, les centres de chèques postaux , les sociétés, etc...

Actif	Passif
Classe 2 : Immobilisations incorporelles Immobilisations corporelles Immobilisations financières	Classe 1 : Ressources propres Capital, réserves, résultat de l'exercice Ressources externes Emprunts et dettes provisions
Classe 3 : Stock de biens et matières premières	
Classe 4 : Créances clients	Classe 4 : Dettes fournisseurs
Classe 5 : Dépôts en banque ou en caisse	Classe 5 : Découverts bancaires

Figure 8 : Comptes de bilan [26]

I.2.1.3.2. Le bilan

I.2.1.3.2.1. Définition

Le bilan est le reflet à un moment donné de la situation patrimoniale d'une entreprise. En d'autres termes c'est une image financière de l'entreprise à une date déterminée.

Cet inventaire peut être réalisé en vue de :

- voir si ce que possède l'entreprise (l'actif) permet de faire face à ce qu'elle doit (le passif). Le bilan est alors traité dans une optique patrimoniale (ou financière).

- comprendre le fonctionnement d'une entreprise en terme de flux. Le bilan est alors traité dans une optique fonctionnelle.

I.2.1.3.2.2. Notion d'actif/passif

Actif

Selon l'article 211.1 du PCG : un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économiquement positive pour l'entité ,c'est à dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs. [27]

Passif

Selon l'article 212.1 du PCG : un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est à dire une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers existant à la clôture de l'exercice dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. [28]

I.2.1.3.2.3. Le bilan patrimonial ou financier

Le bilan financier est une obligation légale .Avec le compte de résultat et l'annexe, il fait partie des documents de synthèse de fin d'exercice. Ce bilan

privilégie une approche patrimoniale. Les éléments sont classés en fonction de leurs liquidités (à l'actif) et de leurs exigibilités (au passif).

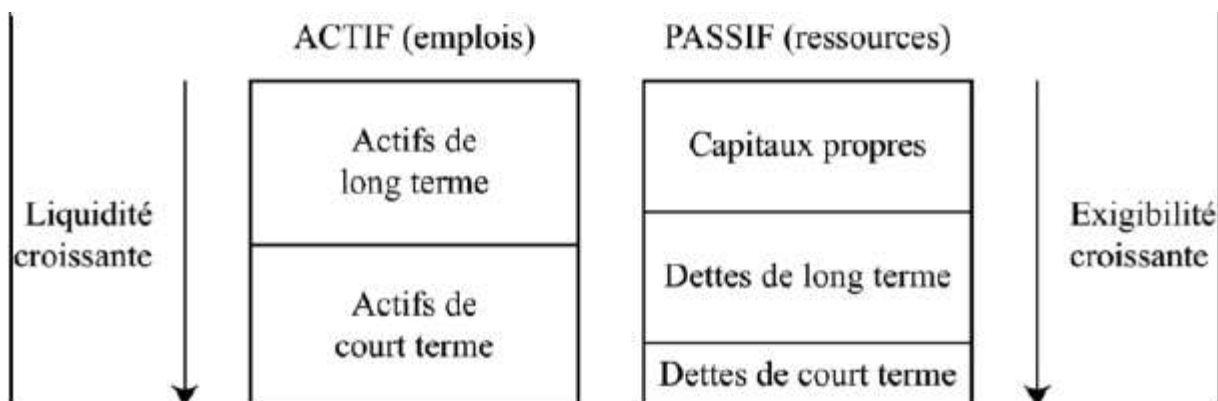


Figure 9 : Le bilan patrimonial ou financier [29]

• Le passif du bilan patrimonial

Le passif d'un bilan regroupe l'ensemble des dettes qu'a une entreprise envers ses différents partenaires. Ce qui importe ici c'est de pouvoir estimer à quelles échéances ces dettes vont arriver à leurs termes.

Les principales dettes de l'entreprise sont les suivantes :

- compte financier créditeur (compte 512) : Si le compte 512 est créditeur, cela signifie que vous avez un solde négatif auprès de l'établissement de crédit. Cela correspond donc à une situation de découvert donc à un crédit à court terme (délais d'exigibilité : en général 1 mois).

- dettes fournisseurs (compte 401) : Elles représentent les dettes contractées auprès de ces fournisseurs. Le délai est en général de 45 à 90 jours.

- emprunts auprès des établissements de crédit (compte 16) : Ils sont d'échéances variables. Ces dernières sont déterminées lorsque l'entreprise contracte l'emprunt mais pour l'ensemble elles sont supérieures à 1 an.

- capitaux de l'entreprise : Ils correspondent essentiellement à l'apport des propriétaires de l'entreprise et aux bénéfices réalisés. Le capital de l'entreprise

est donc une dette que celle ci a contractée auprès de ces actionnaires. Mais cette échéance est très lointaine puisqu'elle suppose la cessation d'activité de la part de l'entreprise.

En conséquence, le passif d'une entreprise se présente en terme d'exigibilité croissante de haut en bas.

En haut du passif, nous retrouvons les dettes dont l'échéance est la plus éloignée dans le temps.

Au bas du passif, nous trouvons les dettes exigibles en premier.

Passif du Bilan	
Capital	101
Dettes à moyen et long terme	16
Dettes fournisseurs	401/404
Compte Financier créditeur	512

Figure 10 : Passif du bilan financier [30]

• L'actif du bilan patrimonial

Pour honorer ces dettes, l'entreprise dispose d'actifs plus ou moins liquides qui sont regroupés dans la partie « actif » du bilan. L'actif du bilan est structuré autour de cette notion de liquidité croissante.

La caisse (compte 530) est l'élément le plus « liquide » car il comprend les pièces et billets détenus par la société.

Les soldes débiteurs en banque (compte 512) correspondent aux avoirs déposés par l'entreprise sur ces comptes bancaires. Ces avoirs sont toujours liquides. Ils sont débiteurs car ils correspondent aux soldes envoyés par la banque dans ses relevés de compte. Or, de l'argent reçu par la banque constitue pour cette dernière des sommes qu'elle devra rembourser à son propriétaire (ici l'entreprise) à un moment ou un autre.

Les valeurs mobilières de placement sont assez facilement transformables en liquidités par cession sur les marchés financiers.

Les créances clients (compte 401) : de même qu'une entreprise a bénéficié de délais de paiement auprès de ces fournisseurs, elle a pu accorder des délais de paiements à ces clients. Ceux ci sont en moyenne de 90 jours.

Les stocks et en cours sont des éléments d'actifs qui ne sont pas immédiatement cessibles par l'entreprise. Leur liquidité est donc bien moindre que les autres éléments d'actifs vus précédemment.

Les immobilisations (compte de classe 2) constituent les éléments d'actifs les moins liquides pour une entreprise, entre autre parce qu'elles sont indispensables à son activité. De plus ,céder ce genre d'actifs nécessite souvent des procédures longues et complexes.

En conséquence l'actif d'une entreprise se présente en terme de liquidités croissantes de haut en bas.

En haut de l'actif nous retrouvons les éléments les moins rapidement transformables en liquidités.

En bas de l'actif, nous trouvons les actifs liquides ou très facilement mobilisables

Actif du Bilan	
Immobilisations	2.
Stocks et en-cours	3
Créances clients	401
Trésorerie	530 / 512 / 50

Figure 11 : Actif du bilan financier [31]

I.2.1.3.2.4 - Le bilan fonctionnel

Il se construit dans une optique économique. Sa construction est basée sur les cycles de la vie de l'entreprise. En haut du bilan, on trouve les cycles longs qui engagent l'entreprise sur le long terme (plus d'un an). Ce sont le cycle d'investissement à l'actif et le cycle de financement au passif. En bas du bilan, on a le cycle d'exploitation qui regroupe les décisions prises à court terme (moins d'un an).

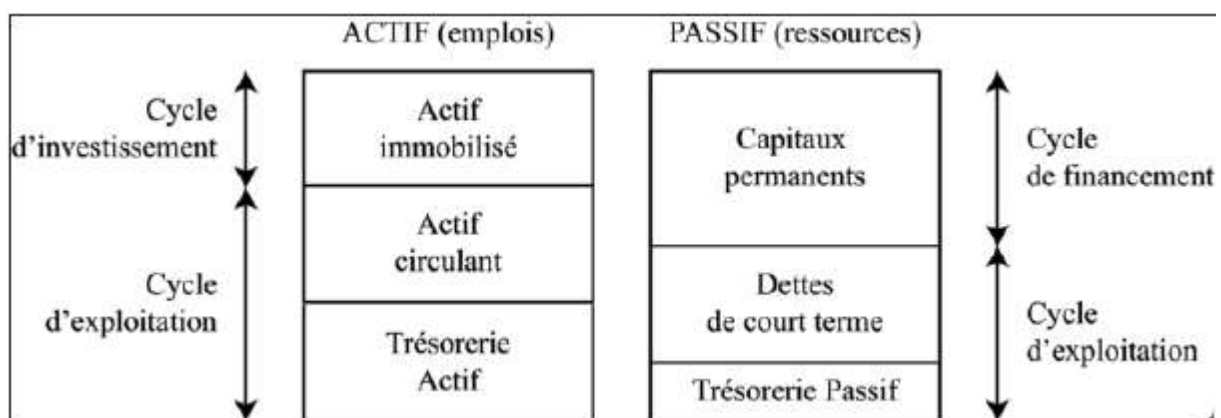


Figure 12 : Le bilan fonctionnel [32]

• Le passif du bilan fonctionnel

Les capitaux permanents :

Ils regroupent les capitaux propres de l'entreprise, les amortissements et dépréciations, les provisions, les dettes financières. On parle également de ressources stables puisqu'elles permettent de financer les emplois stables.

- capitaux propres de l'entreprise : ensemble des ressources non empruntées dont dispose l'entreprise pour exercer son activité (capital, réserve, subventions d'investissement, provisions réglementées).

- amortissements et provisions : constitués par l'entreprise pour permettre le renouvellement de ses éléments de l'actif immobilisé.

- dettes financières à long terme : contractées par l'entreprise auprès d'établissements de crédit et ayant une échéance longue.

Les dettes de court terme :

Elles regroupent les dettes fournisseurs, les dettes fiscales et sociales ainsi que les autres dettes d'exploitation.

- dettes fournisseurs : l'entreprise ne payant pas nécessairement ses fournisseurs à la livraison contractent des dettes qui ont des échéances de quelques jours à quelques mois.

- dettes fiscales : l'entreprise ne paye pas ses impôts, taxes ou autres charges sociales au jour le jour. Elle contracte alors des dettes auprès de l'état ou des organismes de protection.

La trésorerie passive :

Elle comprend les concours bancaires ainsi que les soldes bancaires créditeurs :

- concours bancaires et autres facilités de caisses : consentis par un établissement pour financer l'activité quotidienne de l'entreprise.

- les soldes bancaires créditeurs : Ils correspondent au découvert bancaire (qui devra être comblé le plus rapidement possible).

• L'actif du bilan fonctionnel

L'actif immobilisé

Il correspond aux investissements de l'entreprise. Ces éléments sont destinés à rester durablement dans l'entreprise. On parle également d'actifs stables ou d'emplois stables. Il comprend :

- les immobilisations incorporelles : ce ne sont pas des biens acquis par l'entreprise mais ils représentent des dépenses engagées par l'entreprise pour une longue période (frais d'établissement, frais de recherche et développement, fond de commerce, brevets, licences).

- les immobilisations corporelles : ensemble des biens finaux acquis par l'entreprise pour exercer son activité (terrain, construction, matériels) et qui servent au cours de plusieurs cycles d'activités.

- les immobilisations financières : ensemble des sommes engagées par l'entreprise pour acquérir des participations dans d'autres entreprises ou faire des dépôts, des cautionnements, ou accorder des prêts.

L'actif circulant

Il représente les biens qui disparaissent au cours du cycle d'exploitation.

- stocks et en-cours : pour produire l'entreprise achète des matières premières et autres approvisionnements qui ne sont pas consommés en totalité en une seule fois. Ils sont donc stockés par l'entreprise.

- créances clients : délai de paiement accordés au clients.

- autres créances d'exploitation.

La trésorerie active

Elle prend en compte les valeurs mobilières de placement et les disponibilités (soldes compte débiteur caisse).

- valeurs mobilières de placements : ensemble des actifs acquis par l'entreprise mais qui n'ont pas de valeurs stratégiques et qui visent plutôt à réaliser des plus values.

- disponibilités : solde des comptes bancaires débiteurs : ensemble des disponibilités disposées sur le compte bancaire de l'entreprise.

- caisse. [33]

I.2.1.4. Le compte de résultat (ou de gestion)

I.2.1.4.1. Définition

Le compte de résultat décrit pour une période donnée (l'exercice) l'activité de l'entreprise. Il est établi à la fin de l'exercice. Le compte de résultat permet de connaître :

- l'ensemble des coûts engagés, appelés charges, au cours d'un exercice pour les besoins de l'activité de l'entreprise.

- l'ensemble des revenus, appelés produits, générés par son activité pour le même exercice.

- le résultat de l'exercice, par différence entre le total des produits et le total des charges. [34]

I.2.1.4.2. Les charges (compte de classe 6)

Les charges enregistrées dans les comptes de classe 6 sont des opérations qui entraînent un appauvrissement de l'entreprise. Ces charges sont alors enregistrées au débit de ces comptes.

Classe 6
Comptes de charges
60. Achats (sauf 603) 603. Variation des stocks (approvisionnements et marchandises)
61. Services extérieurs
62. Autres services extérieurs
63. Impôts, taxes, et versements assimilés
64. Charges de personnel
65. Autres charges de gestion courante
66. Charges financières
67. Charges exceptionnelles
68. Dotations aux amortissements et aux provisions
69. Participation des salariés, impôts sur les bénéfices et assimilés

Figure 13 : Les charges [35]

Décomposition des charges

• Les charges d'exploitations

Elles correspondent aux charges courantes liées à l'activité de l'entreprise. Les principales charges d'exploitation sont :

- la consommation de matières premières, les autres consommations externes (transport, énergie, publicité), les charges de personnel, les impôts et les taxes ainsi que les dotations aux amortissements, provisions et dépréciations des éléments d'actifs.

Les charges d'exploitation sont regroupées dans les comptes de classe 60 à 65.

Compte 60 : ensemble des charges relatives à l'acquisition des matières, marchandises et fournitures qui vont être consommés par l'entreprise lors de son processus de production.

Compte 61 et 62 : Ils regroupent l'ensemble des prestations de services nécessaires à l'entreprise pour produire son bien ou service final et qui sont fournies par des tiers autres que le personnel de l'entreprise.

Compte 63 : Ils regroupent l'ensemble des charges dus aux pouvoirs publics, c'est à dire les impôts et les autres taxes payés par l'entreprise, en contrepartie de services relevant du secteur public.

Compte 64 : Ils regroupent l'ensemble des charges relatives aux frais de personnel, que ce soit le paiement des salaires, mais aussi les charges de sécurité sociale et de prévoyance.

Compte 65 : Ils regroupent l'ensemble des charges qui ne correspondent à aucun des comptes précédemment cités.

- ***Les charges financières (compte 66)***

Ce sont des charges attachées à l'activité financière de l'entreprise. Elles comprennent les charges d'intérêts, les pertes de change, les escomptes accordés, les charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement.

- ***Les charges exceptionnelles (compte classe 67)***

Ce sont les coûts non liés à l'activité normale de l'entreprise (pénalités, amendes). [36]

I.2.1.4.3. Les produits

Les produits enregistrés dans un compte de classe 7 sont des opérations qui entraînent un enrichissement de l'entreprise, c'est à dire qui se traduisent par une augmentation de sa trésorerie. Ces produits sont alors enregistrés au crédit de ses comptes.

De même que pour les charges, on peut établir une classification pour les produits.

Classe 7
Comptes de produits
70. Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises
71. Production stockée (ou déstockage)
72. Production immobilisée
73. Produits nets partiels sur opérations à long terme
74. Subventions d'exploitation
75. Autres produits de gestion courante
76. Produits financiers
77. Produits exceptionnels
78. Reprises sur amortissements et provisions
79. Transferts de charges

Figure 14: Les comptes de produits [37]

Décomposition des produits

• Produits d'exploitation (compte de classe 70 à 75)

Compte 70 : Ils enregistrent l'ensemble des produits issus de la vente par l'entreprise de marchandises, de produits finis, ou de services. Le total des comptes de classe 70 définit le chiffre d'affaire réalisé par une entreprise.

Compte 71 : Ils regroupent la part de la production de l'entreprise qui, soit a été produite au cours de l'exercice mais n'a pas été vendue (production stockée), soit a été vendue au cours de l'exercice mais a été produite l'exercice précédent (déstockage).

Compte 72 : Ils regroupent la part de la production réalisée par l'entreprise que celle ci garde pour satisfaire ses propres besoins.

La somme des comptes 70, 71 et 72 détermine la production de l'exercice d'une entreprise (qui est donc différent de son chiffre d'affaire).

Compte 73 : Ils permettent de comptabiliser les produits nets partiels relevant d'opérations à long terme, c'est à dire dont la durée est supérieur à la durée de l'exercice fiscal et s'étale donc sur plusieurs exercices.

Compte 74 : Il regroupe l'ensemble des subventions d'exploitation dont peut bénéficier une entreprise de la part par exemple des collectivités locales pour l'aider à produire.

Compte 75 : Ils regroupent l'ensemble des produits de gestions courantes qui ne correspondent à aucun des cas précédemment cités.

- ***Produits financiers : regroupés dans les comptes de classe 76***

Ils sont constitués des revenus financiers procurés par des placements.

- ***Produits exceptionnels : regroupés dans les comptes de classe 72***

Ils comprennent l'ensemble des opérations qui entraînent un enrichissement de l'entreprise mais qui ne sont pas appelées à se renouveler dans le temps et qui résultent souvent du produit réalisé sur la cession d'un élément de l'actif du bilan (cession d'une immobilisation par exemple).

- ***Produits calculés : Ils sont regroupés dans les comptes de classe 78***

Les produits ne sont pas relatifs à une opération entre l'entreprise et un partenaire étranger mais sont calculés par l'entreprise elle même. Ces produits étant comptabilisés dans un compte de classe 7, ils vont donc avoir une incidence positive sur le compte de résultat de l'entreprise.

On distingue généralement :

- les reprises sur amortissements qui enregistrent les reprises des charges relatives à la dépréciation d'élément de l'actif lors de la cession d'un élément de l'actif par exemple.

- les reprises sur provisions : lorsque les dépenses probables liées à la réalisation de divers événements qui avaient été provisionnées se réalisent.

[38]

I.2.1.4.4. Le résultat

Le résultat de l'entreprise représente donc le solde global des mouvements, qui a une incidence positive (produit) ou négative (charge) sur la trésorerie d'une entreprise.

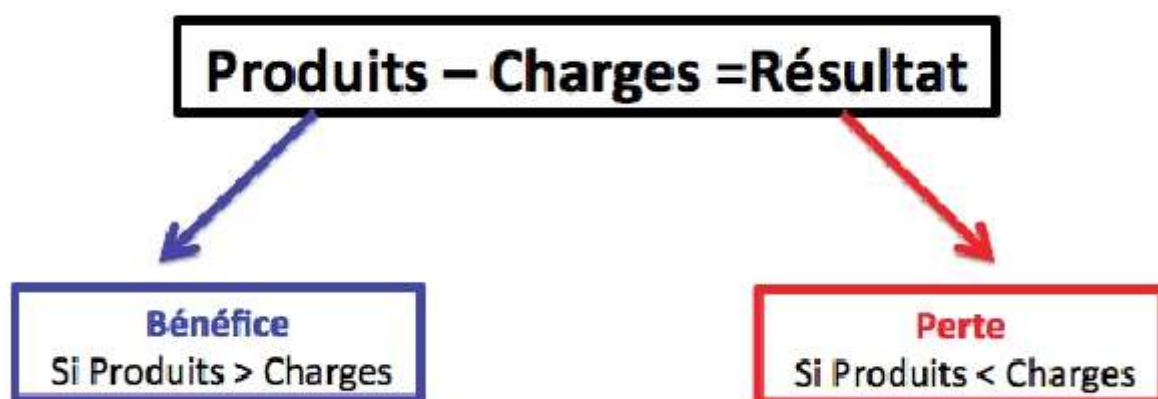


Figure 15 : Détermination du résultat

Compte de Résultat		
Produits	Charges	Solde
Produits d'exploitation	Charges d'exploitation	Résultat d'exploitation
Produits financiers	Charges financières	+/- Résultat financier
		= Résultat courant avant impôts
Produits exceptionnels	Charges exceptionnelles	+/- Résultat exceptionnel
Total des produits	Total des charges	= Résultat de l'exercice

Figure 16 : Le résultat [39]

Le résultat se place toujours au passif du bilan dans les capitaux propres.

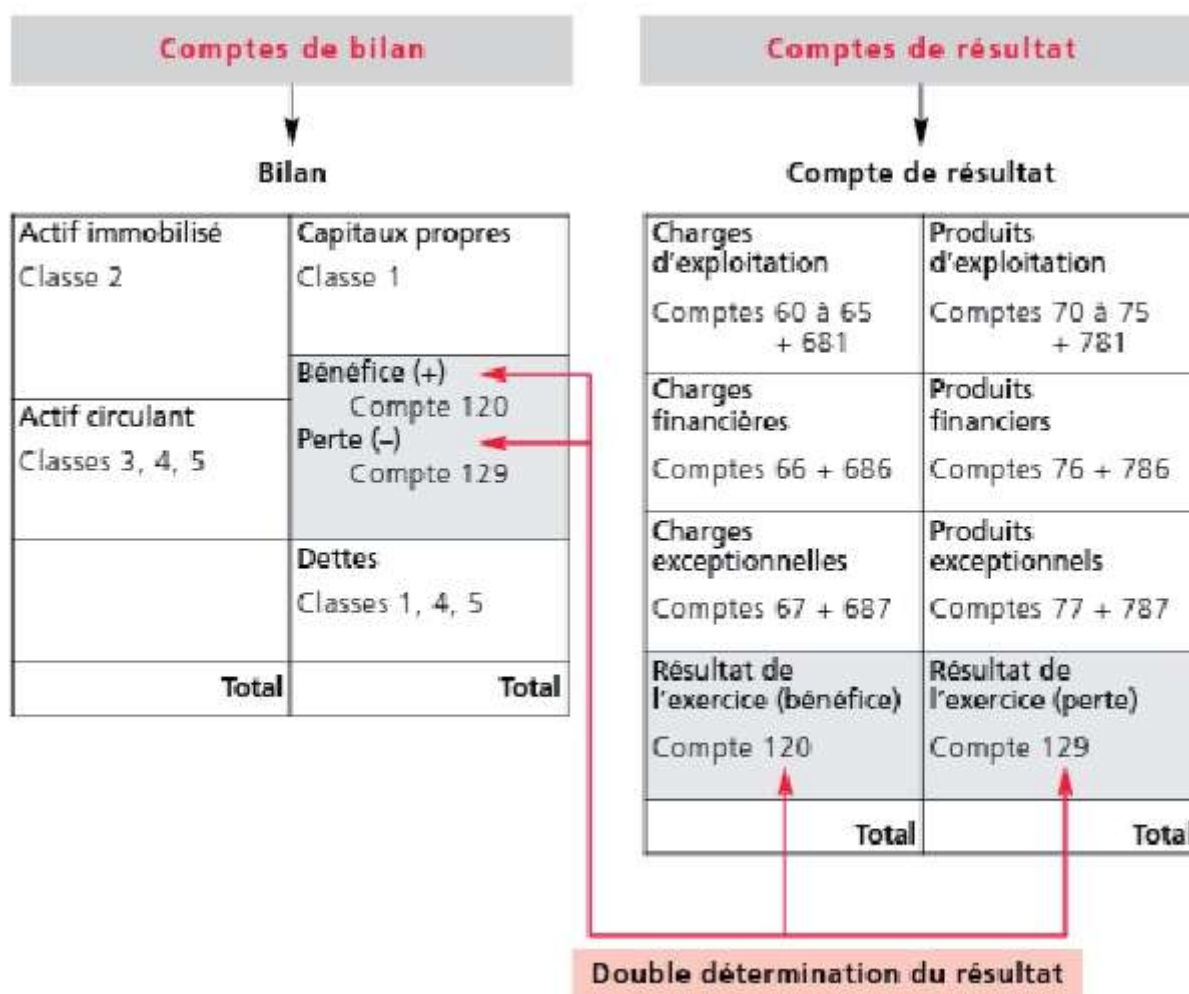


Figure 17 : Compte de bilan et compte de résultat [40]

I.2.2. Écriture et enregistrement comptable

I.2.2.1. Notion de « Flux » en comptabilité

L'activité d'une entreprise est faite d'échanges avec ses partenaires (clients, fournisseurs, banque, état). Ces échanges se matérialisent par des mouvements de biens matériels (matières premières, marchandises), des mouvements de prestations de services, des mouvements de sommes d'argent. En comptabilité ces mouvements sont appelés des flux.

I.2.2.1.1. Définition

L'ensemble des relations qui lient une entreprise à ses partenaires économiques se matérialise d'un point de vue économique et comptable par l'existence d'un flux.

On peut donc définir un flux comme un mouvement affectant une variable économique sur une période donnée.

I.2.2.1.2. Typologie des flux

Premièrement se distinguent :

- *Les flux physiques ou réels* : ces flux retranscrivent des échanges physiques de biens ou de services (ex : un échange de marchandises ou de prestations de services).

- *Les flux monétaires* : ces flux sont la contrepartie monétaire des flux physiques. Ils correspondent à leur règlements, par exemple : le paiement des achats de marchandises facturés, le paiement des salaires.

- *Les flux financiers* : ces flux correspondent à des entrées ou sorties d'argent qui ne sont pas la contrepartie d'un échange physique , par exemple la souscription d'un emprunt , l'octroi d'un prêt , une augmentation du capital.

Deuxièmement, on distingue :

- *Les flux internes* : quand le flux matérialise une relation entre deux sous ensembles de l'entreprise , sans faire intervenir une entité autre que l'entreprise elle même.

- *Les flux externes* : quand le flux matérialise une relation établie entre l'entreprise et l'un de ses partenaires. [41]

I.2.2.1.3. Représentation d'un flux

L'image d'un flux est une droite orientée. Le point de départ du flux s'appelle l'origine et le point d'arrivé la destination.



Figure 18 : L'image du flux

La mise en évidence des composants du flux constitue l'analyse de l'opération. Ce sont ces informations qui vont être saisies en comptabilité. [42]

Cette représentation schématique est à mettre en relation avec la notion d'emploi/ressource.

I.2.2.1.4. Notion d'emploi ressource

• Les ressources :

À l'origine du flux la ressource permet la réalisation du flux économique. On distingue deux catégories de ressources :

- les ressources externes : ce sont les ressources à disposition de l'entreprise sur une échéance plus ou moins lointaine. Les ressources externes correspondent au capital et aux dettes.

- les ressources internes sont des ressources générées par l'entreprise et qui ne donnent pas lieu à restitution. Les ressources internes constituent des produits.

La ressource est également désignée à travers la notion de crédit.

• L'emploi :

À la destination du flux, l'emploi est l'utilisation de l'élément transféré par le flux économique. On distingue deux catégories d'emplois :

- les emplois intermédiaires : ce sont des emplois qui subsistent dans le patrimoine de l'entreprise, c'est à dire qui peuvent constituer une ressource pour un flux ultérieur. Les emplois définitifs sont des emplois consommés, c'est à dire qui ne peuvent pas constituer une ressource pour un flux ultérieur. Les emplois définitifs constituent des charges .

L'emploi est également désigné à travers la notion de crédit.

I.2.2.2.L'enregistrement comptable des flux économiques

Il est nécessaire de connaître l'évolution des biens de l'entreprise, des créances pour en réclamer le paiement, des dettes pour les régler. Il faut donc que l'entreprise conserve les informations relatives aux flux la concernant.

D'où les opérations comptables visant à enregistrer l'incidence des flux sur une entreprise donnée. [43]

I.2.2.2.1. Définition de l'enregistrement comptable

L'enregistrement comptable correspond à la retranscription d'un point de vue comptable des flux reflétant la situation et l'activité de l'entreprise. Chaque écriture comptable précise le montant, l'origine et la destination du flux ainsi que les références de la pièce justificative qui l'appuie. [44]

Que faut il enregistrer ?

Pour chaque flux on enregistre :

- la valeur transférée par un flux
- la nature : emploi ou ressource
- l'objet du flux (paiement d'une dette, achat de marchandise) [45]

Chaque opération doit être authentifiée par un document : la pièce comptable.

I.2.2.2.2. La notion de pièce comptable

Article 420 3 du PCG : « chaque écriture s'appuie sur une pièce justificative datée établie sur papier ou sur un support assurant la fiabilité, la conservation et la restitution en clair de son contenu pendant les délais requis ». [46]

Définition : Une pièce comptable est un document qui justifie chaque opération effectuée par une entreprise avec des tiers. Ces pièces comptables sont de nature très diverses, elles peuvent revêtir plusieurs formes : d'une facture d'achat, d'une facture de vente, des notes de frais, des bulletins de paie, des déclarations fiscales...

L'objectif d'une pièce comptable est de pouvoir retracer à tout instant l'ensemble des opérations qui ont affecté l'activité de l'entreprise. Elles permettent de pouvoir disposer de l'ensemble des éléments dans le cas d'un litige avec un fournisseur ou un client. Ainsi sans la pièce comptable, il n'est pas possible d'enregistrer une opération en comptabilité.

I.2.2.2.3. L'écriture comptable

I.2.2.2.3.1. Représentation schématique du compte : le compte en T

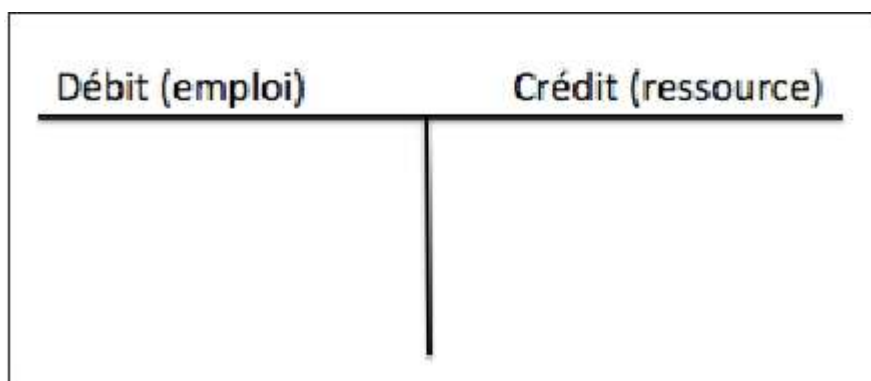


Figure 19 : Compte en T

Le compte se présente sous la forme d'un tableau à deux colonnes. Par convention :

- la partie gauche s'intitule débit .
- la partie droite s'intitule crédit.

I.2.2.2.3.2. Représentation informatique

512 - Banques			
Dates	Libellés	Débit	Crédit

Figure 20 : Présentation d'un extrait de journal informatique de banque

I.2.2.2.3.3. Exemple



Figure 21 : Exemple de flux

Enregistrement dans les comptes de l'entreprise X

Achat marchandise	Caisse
300	300

Figure 22 : Suite de l'exemple du flux

I.2.2.2.3.4. La comptabilité à partie double

L'enregistrement effectué ci-dessus caractérise la comptabilité à partie double.

Définition : selon l'article 420 1 du PCG : « les écritures sont passées selon le système dit en partie double. Dans ce système, tout mouvement ou variation enregistrée en comptabilité est représenté par une écriture qui établit une équivalence entre ce qui est porté au débit et ce qui est porté au crédit des différents comptes affectés par cette écriture ». [47]

Ainsi pour chaque flux on constate un double enregistrement. Tout emploi est financé par une ressource et inversement toute ressource finance un emploi.

Pour chaque opération : **emplois = ressources**

débit = crédit

I.2.2.2.3.5. Support de l'écriture comptable

La tenue d'une comptabilité impose la mise en place de documents comptables qui seront en quelque sorte les supports des écritures et le résumé chiffré des périodes comptables.

Selon l'article 410 6 du PCG : « toute entité tient un livre journal, un grand livre et un livre d'inventaire. Des documents informatiques écrit peuvent tenir lieu de livre journal et de livre d'inventaire s'ils sont identifiés, numérotés et datés dès leur établissement par des moyens offrant toutes garanties en matière de preuve ». [48]

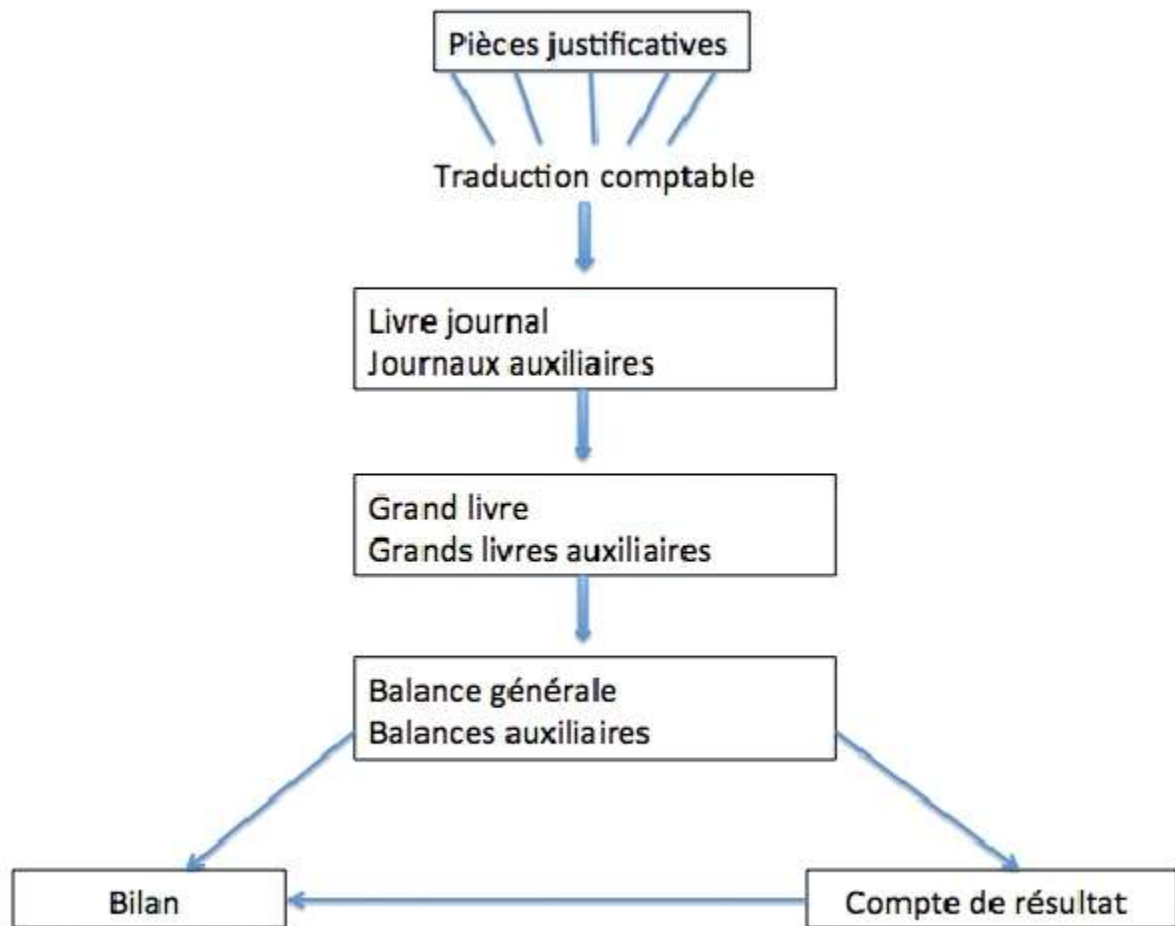


Figure 23: L'enregistrement comptable [49]

I.2.2.2.3.5.1 Journal ou livre journal

Définition : Le livre journal ou journal est un document sur lequel sont enregistrés tout les mouvements affectant le patrimoine de l'entreprise dans un ordre chronologique, opération par opération, jour par jour. [50]

La tenue du journal :

Le tracé du journal n'est pas normalisé, il doit néanmoins permettre de présenter pour chaque opération les éléments d'information suivant :

- la date de l'opération
- les numéros et les intitulés des comptes mouvementés
- le ou les montants portés au débit
- le ou les montants portés au crédit
- le libellé (nature et référence de la pièce justificative et nom du tiers concerné [51])

La présentation classique au journal d'une écriture, dénommé « article », est la suivante :

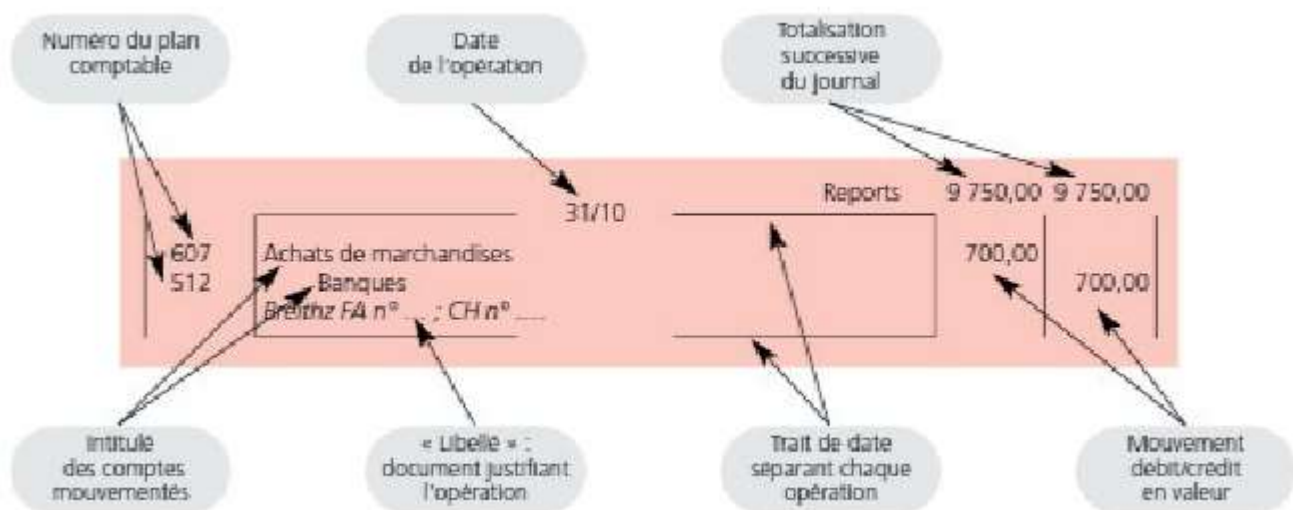


Figure 24 : Le journal [52]

Les opérations sont enregistrées chronologiquement sous forme d'écriture en partie double. Les mouvements de débit sont enregistrés à gauche dans le centre du journal et les montants correspondants à gauche dans les dernières

colonnes. Les mouvements de crédits sont enregistrés à droite dans le centre du journal et les montants correspondants à droite dans les dernières colonnes. [53]

I.2.2.2.3.5.2 Le grand livre

Le grand livre est le document comptable dans lequel sont répertoriés tous les comptes comptables utilisés, ainsi que toutes les écritures correspondant à chaque compte, toujours dans le respect de l'ordre chronologique. [54]

On enregistre :

- la date de l'écriture au journal.
- le numéro d'ordre de la pièce comptable dans le classement conservant les pièces justificatives .
- les référence du journal (nature du journal généralement un numéro de code, et ligne ou folio d'écriture dans ce même journal). Cette référence est obligatoire, car la loi oblige à retrouver la pièce au journal en partant de l'écriture figurant dans le compte.
- le libellé : mentionne la nature de la pièce et ce qu'elle concerne.
- les colonnes débit et crédit mentionnent le montant de l'écriture comptable selon son sens (accroissement, diminution).

I.2.2.2.3.5.3 La balance

La balance, à l'inverse des documents cités ci dessus ne relève d'aucune obligation légale, ni du plan comptable général, ni du code de commerce.

La balance générale est un tableau dans lequel sont reportés les comptes du grand livre dans l'ordre du plan comptable g général, avec pour chacun d'eux :

- le numéro du plan comptable général
- l'intitulé exact

- le total des mouvements « débits »
- le total des mouvements « crédits »
- le solde qui en découle (solde nul, solde débiteur, ou solde créditeurs)

La balance générale est établie périodiquement, généralement tous les mois. Elle est à la base de l'établissement des comptes annuels (bilan, compte de résultat). [55]

Comptes		Sommes		Soldes	
Numéro	Intitulé	Débit	Crédit	Débiteurs	Créditeurs
Total					

Figure 25 : La balance

Du fait du principe de la partie double, la balance présente les équilibres suivants :

- total solde débiteur initial = total solde créditeur initial
- total des mouvements au débit = total des mouvements au crédit
- total solde débiteur final = total solde créditeur final

I.2.2.2.3.5.4 Le système centralisateur

Pour des raisons d'organisation et de division du travail, l'entreprise est amenée à diviser le journal enregistreur jour par jour les opérations de l'entreprise en plusieurs journaux divisionnaires ou auxiliaires.

De même il est généralement nécessaire d'ouvrir des grands livres auxiliaires. Les écritures portées sur les journaux et les livres auxiliaires sont centralisés au moins mensuellement sur le livre journal. (Grandguillot, 2012) “[56]

• Journaux auxiliaires

Les journaux auxiliaires ou divisionnaires vont regrouper chronologiquement toutes les opérations de même nature : les achats, les ventes, les opérations de banque ou de caisse par exemple.

En général, on a toujours au minimum :

- un journal des A-nouveaux (AN)
- un journal des achats (AC)
- un journal de caisse (JC)
- un journal de vente (JV)
- un journal de banque (JB)
- un journal des opérations diverses (OD)

Une opération peut concerner plusieurs journaux auxiliaires à la fois. Elle est enregistrée dans tous les journaux concernés.

Pour éviter les doubles enregistrements on utilise « des comptes de liaison » ou « comptes de virements internes ». [57]

À la fin de chaque mois, il conviendra de déterminer les sommes des débits et des crédits de chaque journal auxiliaire et de les intégrer dans le livre journal.

Comme toujours en comptabilité, la somme des débits et la somme des crédits de chaque journal devront être égales. Les sommes reportées dans le livre journal devront par voie de conséquence, l'être également. [58]

• Grand livre auxiliaire

Le grand livre est détaillé en autant de livres auxiliaires, ou documents que l'importance et les besoins de l'entreprise l'exigent. Les grands livres auxiliaires sont formés par l'ensemble des comptes individuels de même types (clients, fournisseur). Ils permettent ainsi d'établir un relevé normal de chaque compte avec les détails des mouvements.

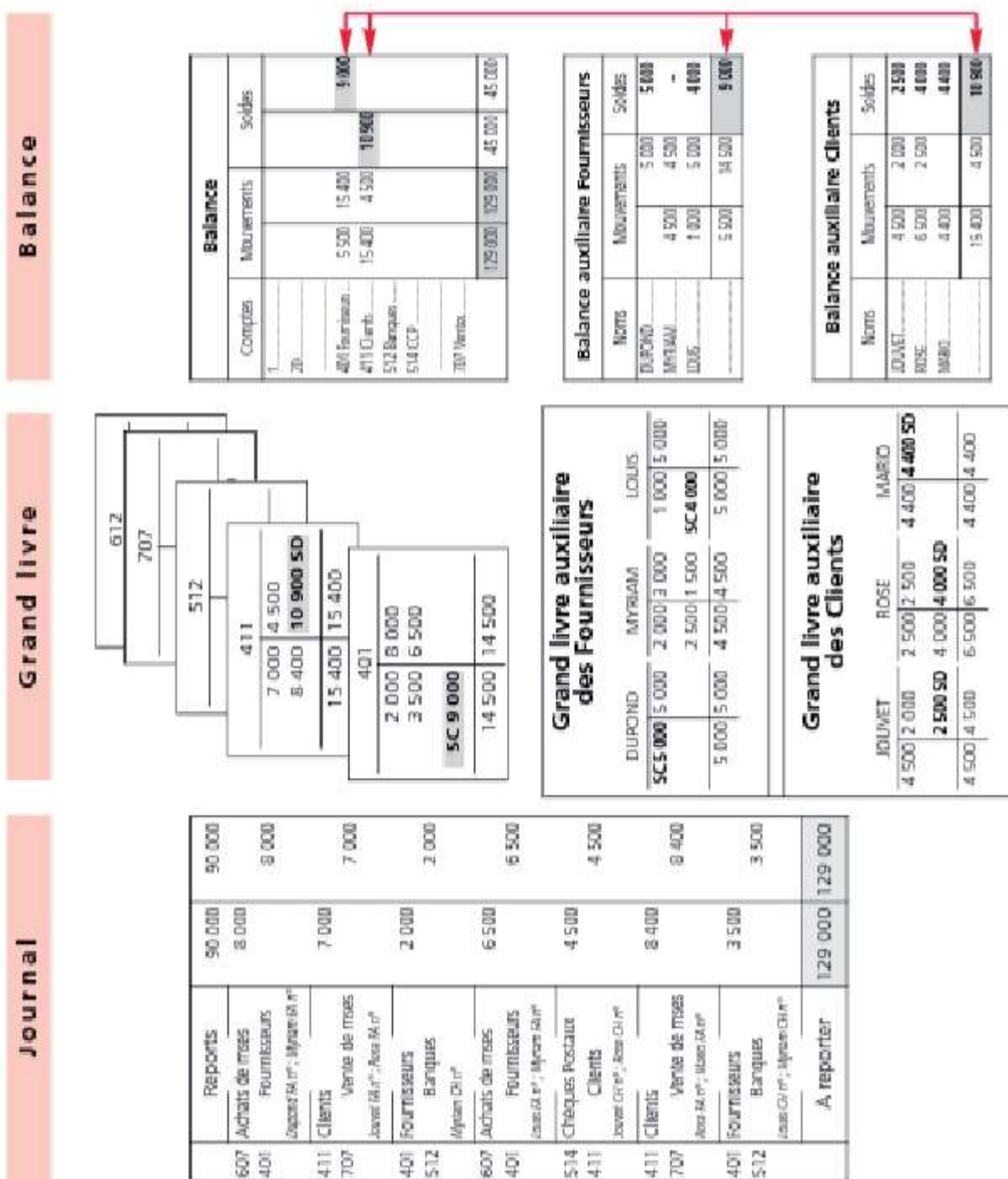


Figure 26 : Vision globale de l'enregistrement comptable [59]

II) - MISE EN PRATIQUE : COMPTABILITÉ OFFICINALE Á TRAVERS LE LOGICIEL "EBP COMPTA"

II.1) Introduction et présentation du logiciel "EBP compta®"

Nous avons effectué, dans une première partie, une introduction à la comptabilité générale à l'aide de ses différents principes et méthodes de fonctionnement.

Dans cette seconde partie nous allons mettre en pratique ces principes d'enregistrements comptables à travers l'étude d'une comptabilité journalière pouvant être effectué par le pharmacien d'officine.

À partir de documents telles que les factures d'achats, les factures de frais généraux ou les synthèses journalières, nous procéderont à l'enregistrement des différentes écritures comptables à travers le logiciel EBP compta® .

EBP compta® est un logiciel de comptabilité (générale) destiné aux PME/PMI et aux artisans. Ce logiciel permet d'exécuter l'ensemble des travaux comptables, de la saisie des écritures dans les journaux jusqu'à l'édition du bilan et du compte de résultat.

La saisie des opérations se fait directement dans les journaux. Le lettrage des comptes de tiers est prévu ainsi que l'édition de différents états intermédiaire, tel que le grand livre, la balance , les journaux et même la déclaration de TVA.

L'architecture du logiciel de comptabilité s'articule autour des fichiers de bases suivants :

- *Le plan comptable* intégré avec pré-regroupement en comptes de bilan et comptes de résultats.

- *Les journaux* (8 journaux sont déjà créés mais ils sont modifiables, en intitulé comme en quantité).

- Le fichier paramétrage indispensable à chaque société.

II.2) Mise en pratique de la comptabilité officinale

Le schéma suivant donne une vue d'ensemble simplifié d'un exercice comptable tout en mettant en évidence les principaux enregistrements qu'il comporte. Cette représentation va nous servir de trame pour cette deuxième partie.

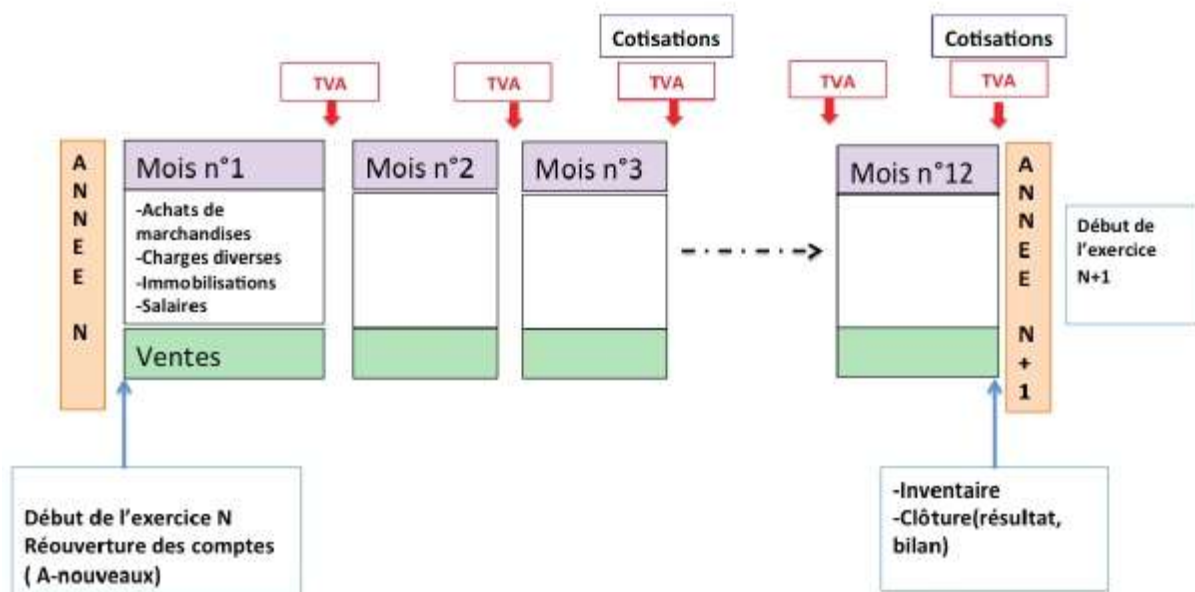


Figure 27 : L'exercice

II.2.1. Les achats et les charges

Cette partie concerne les achats de marchandises, les charges diverses (représentées ici par une facture téléphonique), les immobilisations ainsi que les salaires.

II.2.1.1. Achats de Marchandises et charges diverses

II.2.1.1.1. Exemple détaillé d'une facture à un taux de TVA unique: le cas "BRISTOL"

Ce premier exemple détaillé va tout d'abord nous permettre d'explorer les notions de journaux, de TVA, de comptes fournisseurs ainsi que les différentes fonctions d'EBP compta à l'aide de l'enregistrement d'une facture d'achat.

Le règlement de cette facture mettra en avant l'existence du journal de banque ainsi que le principe de lettrage.

De plus nous verrons à travers cette facture le lien entre le journal, le grand livre et la balance.

Le schéma suivant représente la ligne directrice de l'exemple.

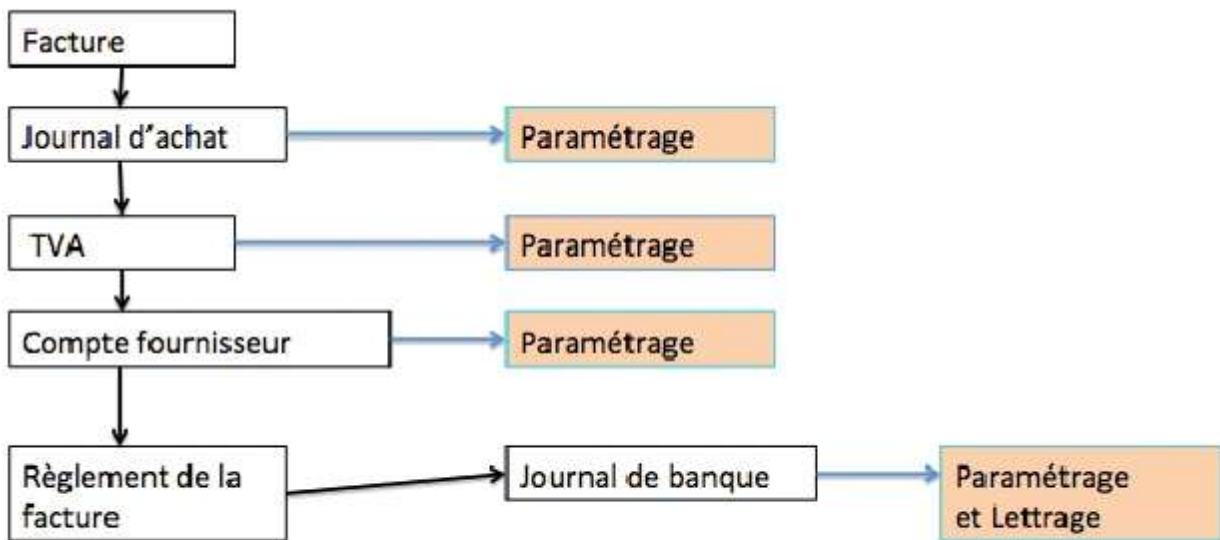


Figure 28 : Ligne directrice de l'exemple

II.2.1.1.1.1. La facture

Pour chaque achat, le fournisseur se doit d'adresser au client une facture. Cette dernière représente donc la pièce comptable nécessaire à l'enregistrement comptable.

Elle se présente en général sous une forme papier, mais elle peut aussi être transmise par voie électronique, voir être dématérialisée.

Identité du vendeur	<ul style="list-style-type: none"> – nom de l'entreprise ou dénomination sociale de la société et son adresse. – forme juridique et montant du capital pour les sociétés. – numéro de SIREN (système informatique pour le répertoire des entreprises et des établissements) complété par la mention RCS (registre du commerce et des sociétés) suivie de la ville du tribunal de commerce. – mention relative à l'adhésion à un centre de gestion agréé. – numéro intracommunautaire d'identification à la TVA.
Identité de l'acheteur	<ul style="list-style-type: none"> – nom et adresse du client. – numéro intracommunautaire du client, si nécessaire.
Autres mentions	<ul style="list-style-type: none"> – numéro d'ordre du document. – date de la vente du produit ou du service. – date du règlement, dans des délais plafonnés. – quantité en unité de mesure selon la nature du produit ou du service. – nature et caractéristiques précises du produit ou du service vendu. – prix unitaire hors taxes, en euros, avant toute réduction. – réductions de prix (rabais, remise, ristourne, escompte) acquises à la date de la vente. – taux et montant de la TVA par produit ou service. – montant toutes taxes comprises. – conditions d'escompte en cas de paiement anticipé. – taux des pénalités de retard, qui ne peut être inférieur à 3 fois le taux légal. – mentions spécifiques à certaines opérations ; par exemple : « exonération TVA, article 262-ter-1 du CGI » pour les opérations exonérées.

Figure 29 : Mentions obligatoires sur la facture [60]



 Bristol-Myers Squibb		FACTURE		N°			
		V/Références bancaires:					
Adresse de livraison: EURL PHARMACIEN 		EURL PHARMACIEN 		Du 06.06.2012			
				V/n° Client			
Conditions de règlement : Lettre de change relevé LCR 60 jours date de facture Date d'échéance : 05.08.2012		GERS :					
No de bordereau:	Date expédition:	N/Ref commande:	Date commande:	V/ref commande:			
	06.06.2012		05.06.2012				
Code CIP/UCD	Libellés	Qtés	Prix Unit Tarif HT EUR	% Rem.	Prix Unit HT EUR	Montant Net HT EUR	Code tva
3400933531539	ASPIRINE UPSA 1000 MG 2T 10C	20	2,39000	9,00	2,17500	43,50	3
3400933275815	DAFALGAN CODEINE 16 CPS SECS	300	1,74000	9,00	1,58340	475,02	3
3400933316778	DAFALGAN CODEINE EFFERV. 16 C.	408	1,87000	9,00	1,70169	694,29	3
3400932679041	DAFALGAN 500mg 16 GELULES	320	1,16000	22,00	0,90481	289,54	3
3400936158832	DAFALGAN 1G COMP. SEC PELLICULES	800	1,16000	22,00	0,90480	723,84	3
3400935291035	DAFALGAN 1G EFF. HATSNAP 8 C. Low Sodium	36	1,12000	22,00	0,87361	31,45	3
3400932570010	EFFE 500 VTE FRA	200	1,21000	22,00	0,94380	188,76	3
3400935291783	EFFERALGAN 1G 8CPS HATSNAP Low Sodium	576	1,21000	22,00	0,94380	543,63	3
TOTAL Spécialités remboursables		2.660				2.990,03	
Le prix unitaire fait l'objet d'un calcul d'arrondi.							
Total						2.990,03	
Total Net HT						2.990,03	
TVA 3						2,10 %	62,79
Total TVA						62,79	
Total						3.052,82	
Net à payer EUR						3.052,82	
En cas de paiement anticipé, l'escompte accordé selon nos conditions générales de ventes sera déduit de notre chiffre d'affaires taxable. Le montant de votre TVA déductible devra être diminué de la taxe sur l'escompte.							
A votre disposition : Le Service Clients: n° grat. 1.800.000.000 Upsapharma.com							
Papillon détachable à joindre à votre règlement							
No. CLIENT		No. FACTURE					
		06.06.2012					
3.052,82							

Figure 30 : Facture du cas «Bristol»

II.2.1.1.1.2. Enregistrement théorique d'une facture d'achat

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des achats</i>		
60.	Achats	HT	
44566	TVA déductible	TVA	
401	Fournisseurs		TTC

Tableau 1 : Enregistrement théorique d'une facture d'achat

Lors d'une facture simple le montant HT est enregistré au débit dans le compte d'achat. Le montant de la tva est enregistré dans un compte de TVA déductible (au débit) et le net à payer est enregistré dans le compte fournisseur.

Nous allons donc maintenant détaillé respectivement le journal d'achat, la Tva , les comptes fournisseurs ainsi que leurs paramétrages respectifs sur EBP compta.

II.2.1.1.1.3. Le journal d'achat

II.2.1.1.1.3.1 Rappel

Les enregistrements comptables concernant les achats sont regroupés dans le journal d'achat.

Rappel: toutes les opérations doivent être enregistrées d'une part dans les comptes et d'autre part dans les journaux afin qu'elles soient classées par ordre chronologique. Chaque journal est spécialisé dans l'enregistrement d'une certaine catégorie d'opérations.: les achats, les ventes, la banque, la caisse , les opérations diverses... [61]

II.2.1.1.1.3.2 Paramétrage du journal d'achat sur EBP compta

1.5.2. Comment paramétrer mon journal d'achats ?

Accédez à la liste des journaux par l'option **Journaux** du menu **Données**. Les journaux affichés correspondent aux journaux créés par le logiciel lors de la création de votre dossier.

Cliquez sur le journal AC, Achats de marchandises, puis sur le bouton **Modifier**, ou double-cliquez dessus :

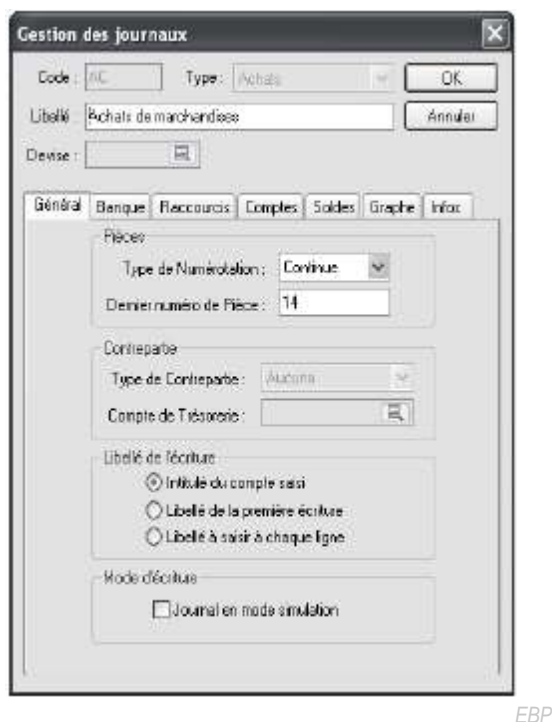


Figure 31 : Paramétrage du journal d'achat [62]

II.2.1.1.1.4. La tva (taxe sur la valeur ajoutée)

II.2.1.1.1.4.1 Définition

La tva (taxe sur la valeur ajoutée) constitue la principale ressource fiscale de l'état puisqu'elle représente près de la moitié de ses recettes. La TVA est supportée par le consommateur final et non par les entreprises. Ces dernières jouent le rôle d'intermédiaire, ou de collecteurs entre les consommateurs et le trésor public.

Chaque entreprise :

- reçoit de la TVA sur ces ventes. Cette TVA collectée est due au fisc.
- paye de la TVA sur ces charges et marchandises: cette TVA ne devant pas être supportée par l'entreprise, elle lui est remboursable.

L'entreprise devra donc reverser au fisc l'excédant de la TVA perçue sur celle payée. Chaque mois l'entreprise fait donc le calcul suivant.

TVA à décaisser = TVA collectée (sur les ventes) – TVA déductible (sur achat et immo)

Nous reviendrons sur ces éléments lors de l'analyse de la déclaration de TVA.

En général, cette différence est positive: l'entreprise doit de la TVA au fisc. Si la situation inverse se produit l'entreprise constate un crédit de TVA qu'il reporte sur le mois suivant pour sa compensation. [63]

II.2.1.1.1.4.2 Les différents taux de TVA rencontrés en officine

- TVA 2,1% : médicaments remboursables ou agréés aux collectivités (y compris les préparations magistrales et les médicaments soumis à une ATU (autorisation temporaire d'utilisation)).

- TVA 5,5% : -appareillage pour handicapés mentionnés au chapitres 1 et 3 à 7 du titre II, au titre III, et IV de la liste des produits et des prestations remboursables pris en charge au titre des prestations d'hospitalisation et dont la liste est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de la santé et du ministre chargé du budget.

- des équipements spéciaux, dénommés aides technique et autres appareillages, dont la liste est fixée par arrêté du ministère chargé du budget et qui sont conçus exclusivement pour les personnes handicapées en vue de la compensation d'incapacité grave.

- des appareils pour diabétiques: auto-piqueurs, lecteurs de glycémie, seringues pour insuline, stylos injecteurs d'insuline et les bandelettes et comprimés pour l'autocontrôle du diabète.

- des appareils pour incontinents et stomisés, appareillage de recueil pour incontinents et stomisés digestifs ou urinaires, les appareillages d'irrigations pour colostomisés, les sondes d'urérostomie cutanée pour stomisés urinaires , les solutions d'irrigation vésicales et les sondes vésicales pour incontinents urinaires.

- produits de première nécessité (exemple: lait infantile).

- TVA 7% : Médicaments non remboursables.

- TVA 19,6% : parapharmacie, dermo-cosmétique [64]

II.2.1.1.1.4.3 Paramétrage du taux de tva sur EBP compta

1.3. Je paramètre la TVA

Pour paramétrer la TVA, pour la saisie des écritures et la déclaration de TVA, accédez à l'option **Racines des comptes** du menu **Dossier + Propriétés**. Le bouton **Taux de TVA** vous permet de paramétrer les différents taux que vous utilisez.

Les champs **TVA sur Achats** et **TVA sur Ventes** vous permettent de pointer les modes de TVA les plus fréquemment utilisés :

- ☐ « **Débits** » signifie que la TVA sera à déclarer lors de la saisie de la facture.
- ☐ « **Encaissements** » signifie que la TVA sera à déclarer lors de la saisie du règlement.

En cas de TVA mixte (gestion des deux types de TVA), il faudra scrupuleusement paramétrer les comptes de TVA (voir paragraphe **1.4.4 Comment paramétrer un compte de TVA ?** page 33), et ce que vous pointez ici ne sera pas déterminant.

Cette option fait apparaître également toutes les racines du plan comptable. Ces informations n'ont généralement pas à être modifiées.

Figure 33 : Paramétrage Taux de TVA [65]

II.2.1.1.1.5. Le compte clients ou fournisseurs

Comme nous l'avons vu précédemment lors d'un achat, le montant net de la facture est à enregistrer au crédit du compte fournisseur (compte de classe 4 → 401).

Il est possible de créer autant de comptes fournisseurs que nécessaire.

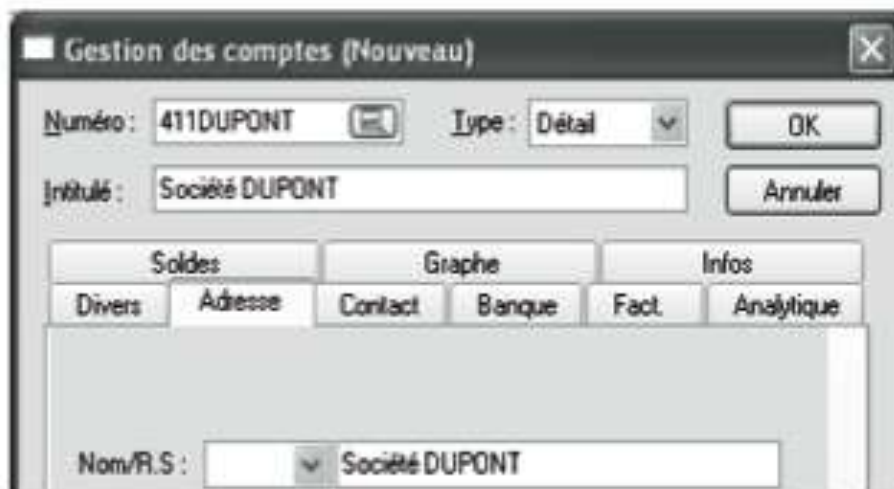
N° Compte	Intitulé
401	Fournisseurs Collectifs
401 LONGCH	longchamp
4013M	3 M SANTE
40144ENSEI	44 ENSEIGNES
401ABBOTT	ABBOTT FRANCE
401ALLOGA	ALLOGA FRANCE
401ALPHASK	ALPHA STOCK
401ANSELL	ANSELL
401APOTEKA	APOTEKA
401ARCAD ..	PHARMACIE DES ARCADES
401ARCHE ..	pharmacie des arches
401ARROW	ARROW GENERIQUES
401ARVATO	ARVATO SERVICES HEALTHCARE
401ASEPTA	ASEPTA
401ASTELLA	ASTELLAS PAR ALLOGA
401ASTRATE	ASTRATECH
401ASTRAZE	ASTRAZENECA
401ATLANTI	ATLANTIQUE PESAGE
401AXO	AXO
401BAUSCH	BAUSCH LOMB/CHALVIN
401BAYER	BAYER SANTE FAMILIALE
401BOGARA	BOGARAN DIRECT CSP
401BOEHRIN	BOEHRINGER INGELHEIM FRANCE
401BOIRON	BOIRON LABORATOIRES
401BOUCH ..	BOUCHARA-RECORDATI LABORATOIRES
401BOULA ..	BOULANGER
401BRICO D	BRICO DEPOT
401BRISTOL	BRISTOL MYERS SQUIBB
401BURBAN	BURBAN PHARMACIE
401CARRE ..	CARREFOUR
401CAUDALI	CAUDALIE
401CENTR ..	CENTRACTIV
401CEREPLA	CEREPLAS
401CERP	CERP
401OGA	CENTRE DE GESTION AGREE DE LATL
401COMAT ..	
401CONFO ..	CONFORAMA
401COOPER	COOPER
401CORDIER	CORDIER A.
401COSMO ..	COSM OUEST (SCIENCE ET MER)
401CPO	C/PO PHARMACOM OUEST
401CREDITM	SGT CREDIT MUTUEL
401CSP	CSP
401CTCAM	C.T.CAM
401DARTY	DARTY
401DEPOLAB	DEPOLABO
401DUO	DUO FRANCE

Rechercher par : Numéro de Compte

Figure 34 : Comptes fournisseurs EBP Compta

Création d'un compte client et fournisseur sur EBP compta®

Vous souhaitez ajouter au plan comptable votre client « Société Dupont ». Pour réaliser cela, cliquez sur le bouton **Nouveau**. Un compte client commence par la racine 411. Saisissez le numéro, ainsi que le libellé du compte :



Gestion des comptes (Nouveau)

Numéro: 411DUPONT Type: Détail

Intitulé: Société DUPONT

OK Annuler

Soldes Graphe Infos

Divers Adresse Contact Banque Fact Analytique

Nom/R.S.: Société DUPONT

Le numéro et le libellé du compte sont les deux champs devant être obligatoirement saisi. Les autres champs sont facultatifs :

- Automatiquement, le logiciel vous positionne dans l'onglet **Adresse**. Saisissez l'adresse du client si vous souhaitez la stocker dans le logiciel. Elle apparaîtra ensuite sur les lettres de relance.
- Dans l'onglet **Contact**, vous pouvez, si vous le souhaitez, paramétrer les coordonnées du contact chez votre client. Cependant, ces informations n'apparaîtront nulle part par la suite.
- Les onglets **Soldes**, **Graphe** et **Infos** vous permettent respectivement de consulter les soldes du compte, l'évolution du compte sous forme de graphe, et de saisir des commentaires.



Pour des informations sur des onglets ou options non décrites ici, accédez à l'aide en ligne par la touche **F1**.

Créez vos autres comptes clients ou fournisseurs selon le même modèle. Cependant, ce travail étant fastidieux, vous pouvez attendre de saisir des écritures : en effet, lors de la saisie, vous aurez la possibilité de créer les comptes inexistants au fur et à mesure.

Figure 35 : Création d'un compte fournisseur [66]



EBP permet d'associer un taux de TVA à un compte fournisseur.

The screenshot shows a software window titled "Gestion des comptes". At the top, there are fields for "Numéro" (401BRISTOL) and "Type" (Détail), with "OK" and "Annuler" buttons. Below this is the "Intitulé" field containing "BRISTOL-MYERS SQUIBB".

The main area is divided into three tabs: "Soldes", "Graphe", and "Infos". The "Infos" tab is active, showing a form with the following fields:

- Nom/R.S.: SA. BRISTOL-MYERS SQUIBB
- Adresse: 3, RUE JOSEPH MONIER B.P. 325
- CP/Ville: 92506 RUEIL-MALMAISON CEDEX
- Pays: FRANCE
- N° TVA Intracom: (empty)
- Devise: (empty)
- Email: (empty)
- Site Web: (empty)

At the bottom, there are three buttons: "Plan", "Itinéraire", and "Solvabilité".

Figure 37 : Paramétrage du compte bristol

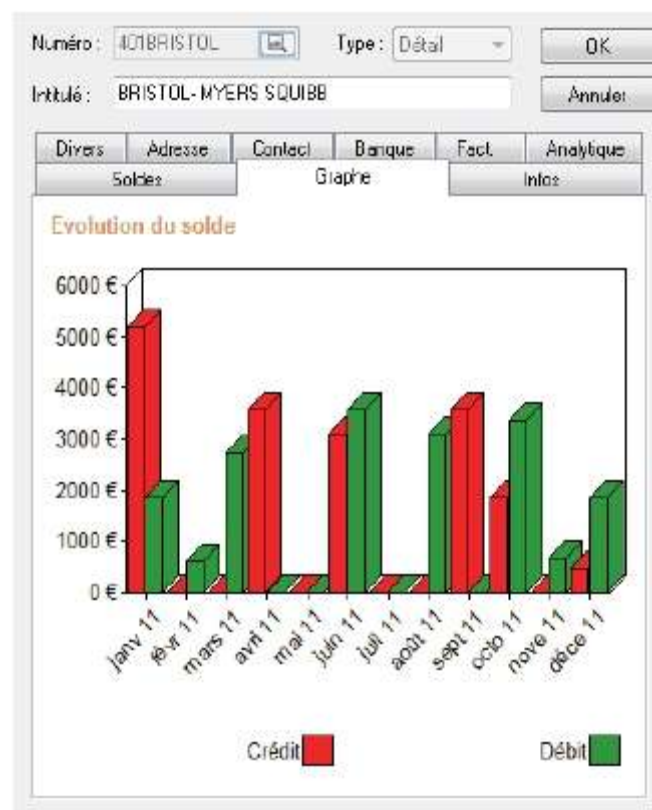


Figure 38 : Évolution du solde

Numéro : 401BRISTOL Type : Détail

Intitulé : BRISTOL-MYERS SQUIBB

OK Annuler

Divers Adresse Contact Banque Fact. Analytique

Solde Graphe Infos


 Dernière modification : 09/10/2012
 Date de création : 01/02/2010

Période	Débit	Crédit	Solde
Exercice N-1	15 214,66	17 690,23	-2 475,57
Exercice N	17 774,60	17 774,60	
Exercice N+1	9 301,31	10 533,71	-1 232,40

Consulter le détail des cumuls mensuels ...

Solde échu : 5,51
 Solde à échoir : 4222,32
 Chiffre d'affaires : 14843,83

Figure 39 : Les soldes du compte «Bristol»

II.2.1.1.1.6. Enregistrement de la facture d'achat "BRISTOL"

Total			2.990,03
Total Net HT			2.990,03
TVA 3	2,10 %	2.990,03	62,79
Total TVA			62,79
Total			3.052,82
Net à payer EUR			3.052,82

Figure 40 : Détail de la facture «Bristol»

II.2.1.1.1.6.1 Enregistrement théorique dans le journal d'achat

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des achats</i>		
607021	Achats	2990,03	
445663	TVA déductible	62,79	
401bristol	Fournisseurs		3052,82

Tableau 2 : Enregistrement théorique de la facture «bristol»

Lors de l'enregistrement d'une facture avec un seul taux de TVA, le paramétrage du compte fournisseur vu précédemment permet un calcul automatique de la valeur de cette taxe.

[illegible]

72

Lors d'un exercice comptable, il est fréquent d'enregistrer plusieurs factures pour un même fournisseur. En sélectionnant le journal d'achat (journal auxiliaire) associé à ce dernier, on obtient une vision globale permettant une comparaison avec l'exercice précédent ainsi qu'une prévision pour l'exercice suivant.

Figure 42 : Consultation du compte fournisseur «Bristol»

II.2.1.1.1.7. Le règlement de la facture dans le journal de banque

II.2.1.1.1.7.1 Le journal de banque

Le paiement de la facture s'enregistre dans le journal de banque. Ce dernier enregistre chronologiquement les encaissements et décaissements effectués par la banque de l'entreprise. Si celle-ci a plusieurs banques ou plusieurs comptes, il est nécessaire d'ouvrir un journal de banque par compte bancaire.

Ex: - journal de la société générale

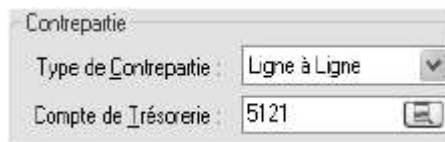
- journal du crédit agricole compte n°1

1.5.3. Comment créer mon journal de banque ?

Vous pouvez utiliser les journaux de banque par défaut (BP et BS), ou créer un nouveau journal. Pour cela, cliquez sur le bouton **Nouveau**. Saisissez le code du journal de banque, en reprenant les initiales d'une des banques de la société, afin de différencier toutes les banques. Choisissez le type **Trésorerie**, et tapez le libellé de la banque :



- ☐ Comme pour le journal d'achats, choisissez le type de numérotation des pièces.
- ☐ Dans un journal de trésorerie, la contrepartie se fait toujours sur le compte de banque ou de caisse. Le champ **Contrepartie** vous permet de programmer une contrepartie automatique :
 - Choisissez le mode de contrepartie, **Ligne à Ligne** ou **Pied de Journal** :
 - **Ligne à Ligne** : une contrepartie à chaque écriture,
 - **Pied de Journal** : une contrepartie globale chaque mois.
 - Indiquez le compte de banque (par exemple 5121).



De cette façon, en saisie standard, le logiciel passera lui-même l'écriture de contrepartie.

Enregistrez le journal par **OK**.

Paramétrez de la même façon vos autres banques et caisses.

Figure 43 Création du journal de banque sur EBP Compta [67]

II.2.1.1.1.7.2 Règlement théorique de la facture

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal de banque</i>		
401	Fournisseur	TTC	
512	Banque		TTC

Tableau 3 : Règlement théorique de la facture «bristol»

II.2.1.1.1.7.3 Enregistrement du règlement de la facture "BRISTOL" dans le journal de banque

Tableau de bord : Choisir d'un Guide : Suivre des écritures

Journal : BS F11 Guide F12 Saisir F7 Ecran

Résumé : 2012 12 Monétaire : 100 Ecus

N°	V.	Jour	Précompte	Libellé	De	Credit	Debit	Credit
1	1	1	12051	Cash Mutuel 2			36 288.45	
1	1	1	702	C.A. TIERS PAYANTS DU JOUR			13 281.36	
1	1	1	703	Prestations de Services BIOGAPAM			5 262.49	
2	2	2	702	C.A. TIERS PAYANTS DU JOUR			2 421.03	
3	3	3	702	C.A. TIERS PAYANTS DU JOUR			1 136.55	
3	3	3	40100	EXPANSCIENCE LABORATOIRES			1 418.47	
3	3	3	612	Location Immobilière SMO			300.50	
3	3	3	40100	CERP			375.45	
6	6	6	702	C.A. TIERS PAYANTS DU JOUR			2 253.09	
6	6	6	546	Cultures associées pérennités de l'hospitalité rural			2 023.59	
6	6	6	40100	PHARMACTIV			151.50	
6	6	6	40100	ORANGE			36.76	
6	6	6	40100	ORANGE			68.03	
6	6	6	5403	Laf Maubin Médicale de France			819.00	
6	6	6	5461	Colexaur Nabide PHM			701.30	
6	6	6	40100	LA ROCHE POSAY			71.76	
6	6	6	40100	Fournisseurs Collectifs			658.23	
6	6	6	40100	BRISTOL-MYERS SQUIBB			3 052.82	
6	6	6	40100	BRISTOL-MYERS SQUIBB			699.53	
6	6	6	40100	BRISTOL-MYERS SQUIBB			799.26	
7	7	7	702	C.A. TIERS PAYANTS DU JOUR			4 226.45	
7	7	7	703	Prestations de Services			295.52	
8	8	8	702	C.A. TIERS PAYANTS DU JOUR			10 947.33	
8	8	8	40100	SACEM			265.61	
8	8	8	40100	LOCAPHARM			50.29	
9	9	9	702	C.A. TIERS PAYANTS DU JOUR			3 143.83	
10	10	10	702	C.A. TIERS PAYANTS DU JOUR			9.97	
10	10	10	40100	APOTEXA			36 202.70	
10	10	10	40100	SGT CREDIT MUTUEL			63.90	
10	10	10	40100	DICP			37.94	
10	10	10	40100	ORANGE			271.88	
10	10	10	40100	JOHNSON JOHNSON (SANTÉ BEAUTE FRANCE)			202.56	
10	10	10	40100	PIERRE FABRE DERMOCOSMETIQUE AVENE			302.50	
10	10	10	40100	PIERRE FABRE DERMOCOSMETIQUE AVENE			254.91	
10	10	10	40100	CSP			1 700.22	
10	10	10	40100	ASTRATEGH			5 530.37	
13	13	13	702	C.A. TIERS PAYANTS DU JOUR			728.14	
13	13	13	40100	BIAYER SANTÉ FAMILIALE			387.12	
13	13	13	40100	CSP			366.19	
13	13	13	40100	E.O.F.			2 634.52	
13	13	13	40100	CERP				
Infer Comptes								
Intrins : BRISTOL-MYERS SQUIBB								
Solde :								
					Total du Journal	189 292.82	189 292.82	
					Solde du Journal	1 232.40		

Pour obtenir du Tableau, appuyer sur F1

12/12/2012 11/10/2012

Figure 44 : Enregistrement du règlement de la facture «Bristol» dans le journal de banque

Cet enregistrement s'effectue à partir des relevés bancaires reçus quotidiennement à l'officine. L'enregistrement de la facture dans le journal d'achat et l'enregistrement dans le journal de banque sont généralement espacés de plusieurs semaines. Il est donc nécessaire de faire le lien entre ces deux enregistrements. Cette opération s'effectue grâce au lettrage des comptes

II.2.1.1.1.7.4 Le lettrage du compte


Le lettrage consiste à pointer les factures avec les règlements les règlements et ainsi connaître les dues aux fournisseurs. En effet toutes les factures non pointées correspondent aux factures non payées.

3.3. Comment lettrer mon compte client ?

Avant de réaliser le lettrage, saisissez en saisie guidée ou en saisie standard, la facture d'un client et le règlement correspondant.

Accédez à la consultation :


- Par la barre d'outils :
- Ou par le volet de navigation :
- Ou par la barre de menu :



Consultation - Lettrage

Quotidien + Consultation – Lettrage

Et procédez comme suit :

- Dans le champ **Compte**, tapez le compte du client concerné, ou cherchez-le dans le plan comptable par l'icône , ou par 411* ou 411 F4 : les écritures du compte apparaissent (au besoin, modifiez la période de consultation).
- Cliquez sur la facture et le règlement afin que les lignes soient en surbrillance.

- Cliquez en bas sur le bouton **Lettrer** : le logiciel vous propose un code, validez par **OK** : les écritures sont maintenant lettrées.

Figure 45 : Le lettrage du compte [68]

II.2.1.1.1.8. Le grand livre et le grand livre auxiliaire

II.2.1.1.1.8.1 Rappel

Au delà des achats, l'ensemble des écritures (achat, vente, avoir, règlement) concernant un même fournisseur ou client sera détaillé dans le grand livre auxiliaire attitré.

Le grand livre est l'ensemble des comptes d'une entreprise. Les comptes sont alimentés en renseignements à partir des journaux. Le grand livre éclate donc les renseignements chronologiques du journal par nature d'opérations, dans les différents comptes concernés. [69]

Le grand livre peut être détaillé en plusieurs grands livres auxiliaires (GLA) regroupant l'ensemble des comptes individuels (fournisseurs, clients) selon les besoins de l'entreprise.

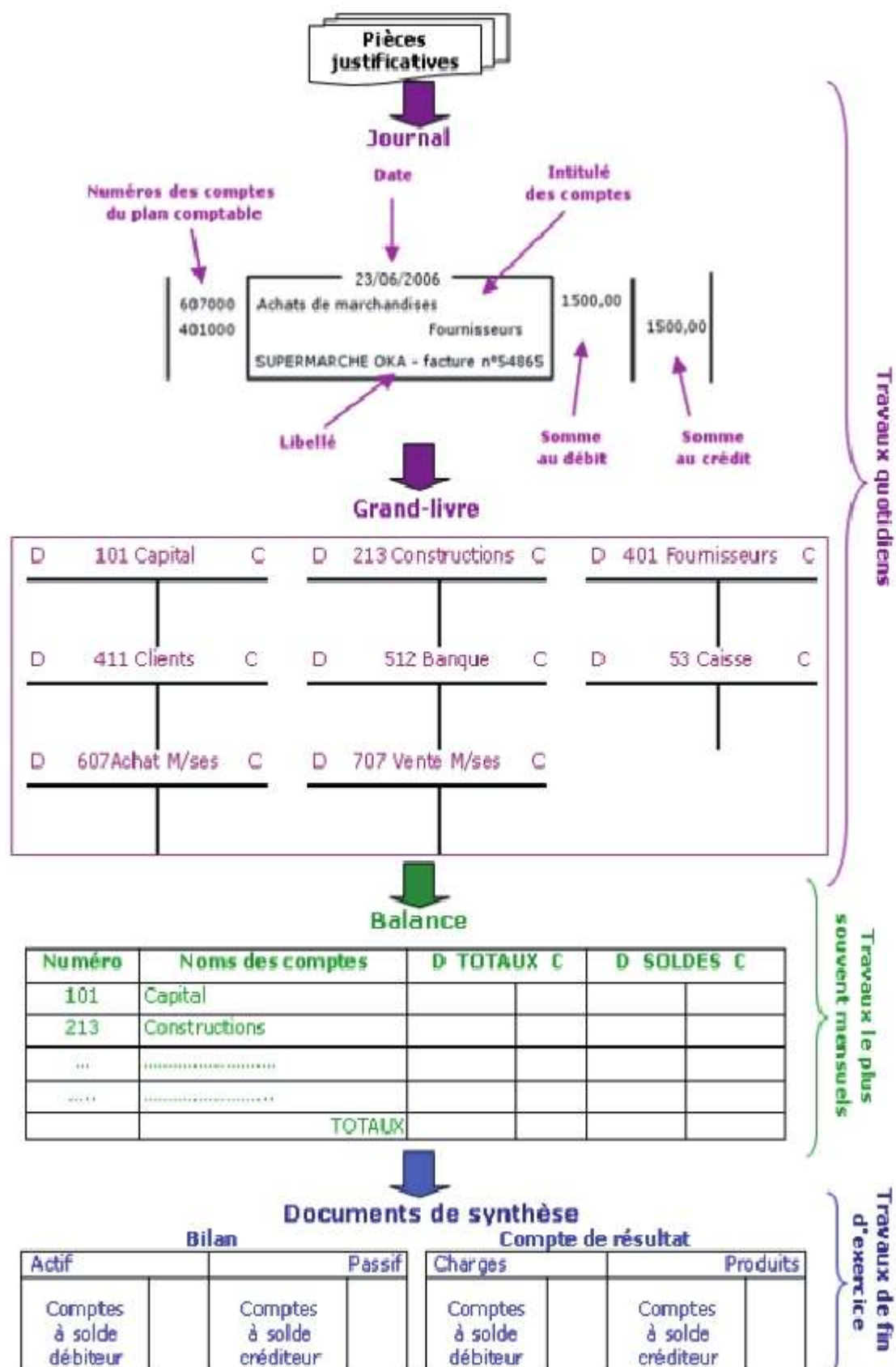


Figure 46 : Schéma récapitulatif de l'enregistrement comptable [70]

II.2.1.1.1.8.2 L'exemple bristol

Devise : EUR									
Comptes 401BRISTOL à 401BRISTOL									
Type	Date	Journal	Pièce	N° document	Libellé	Lettre	Débit	Credit	Solde
401BRISTOL BRISTOL-MYERS SQUIBB									
Cumul des mouvements antérieurs							17 774,60	17 774,60	
05/01/2012	AC		876		BRISTOL-MYERS SQUIBB	AAV		1 411,26	-1 411,26
05/01/2012	AC		876		BRISTOL-MYERS SQUIBB	AAW		821,93	-2 233,19
07/02/2012	BS				BRISTOL-MYERS SQUIBB	AAV	1 411,26		-821,93
07/02/2012	BS				BRISTOL-MYERS SQUIBB	AAW	821,93		
02/03/2012	AC		174		BRISTOL-MYERS SQUIBB	AAX		396,14	-396,14
29/03/2012	AC		171		BRISTOL-MYERS SQUIBB	AAV		125,20	-521,34
03/04/2012	BS				BRISTOL-MYERS SQUIBB		2 995,43		2 474,09
03/04/2012	BS				BRISTOL-MYERS SQUIBB	AAX	396,14		2 870,23
30/04/2012	BS				BRISTOL-MYERS SQUIBB	AAV	125,20		2 995,43
06/06/2012	AC	360			BRISTOL-MYERS SQUIBB	ABA		3 052,82	3 052,82
19/07/2012	AC	474			BRISTOL-MYERS SQUIBB			5,51	-561,43
05/08/2012	BS				BRISTOL-MYERS SQUIBB	ABA	3 052,82		2 491,39
05/08/2012	BS				BRISTOL-MYERS SQUIBB	AAZ	488,53		2 989,92
13/09/2012	AC	562			BRISTOL-MYERS SQUIBB			1 672,09	1 517,83
13/09/2012	AC	563			BRISTOL-MYERS SQUIBB			2 500,23	-1 232,40
Total pour le compte 401BRISTOL							27 075,94	28 308,31	-1 232,40
Total du Grand-Livre							27 075,94	28 308,31	-1 232,40

Figure 47 : L'enregistrement du cas «bristol» dans le grand livre

II.2.1.1.1.9. La balance

Rappel : La balance donne pour chaque compte le total au débit , le total au crédit, le solde débiteur et le solde créditeur. Elle constitue un instrument de contrôle qui permet de s'assurer qu'à tout débit enregistré correspond un crédit du même montant. En effet, la somme des débits est égale à la somme des crédits et le total des soldes débiteurs est égal au total des soldes créditeurs.

E.U.R.L. PHARMACIE

Edition du 11/10/2012 à 12:18

Balance Globale provisoire

Comptes 401BRISTOL à 401BRISTOL

Devise :

Période du 01/01/2012 au 01/11/2012

N° Compte	Intitulé	Total Période		Solde Période	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit
401BRISTOL	BRISTOL-MYERS SQUIBB	9 301,31	10 533,71		1 232,40
Total des comptes de Bilan		9 301,31	10 533,71		1 232,40
Total des comptes de Résultat					

Figure 48 : La balance

II.2.1.1.2. Autres exemples de factures d'achats

II.2.1.1.2.1. Facture d'achat de lait pour enfants (tva sur produits de première nécessité à 5,5%)

II.2.1.1.2.1.1 La facture


FACTURE																	
		CIP - Siège social :		AU NOM ET POUR LE COMPTE DE Laboratoire Gallia													
N° CLIENT		ADRESSE DE LIVRAISON															
2127024		PHARMACIE															
N° CLIENT		ADRESSE DE FACTURATION															
2127024		PHARMACIE															
COMMANDE Réf. commande : Date de commande : 10/09/2012 Numéro de livraison : Date de livraison : 11/09/2012																	
FACTURE N° facture : Date facture : 11/09/2012																	
CIP	DÉSIGNATION	DLUO	QUANTITÉ FACTURÉE	PRIX UNITAIRE HT	REMISE* (%)	PRIX UNITAIRE APRES REMISE	MONTANT HT	TAUX TVA									
PL07226	BOITES GEANTES (LOT DE 3)	2017/06/06	1	0.00				19.60									
PL00004	CARTES DE FIDELITE GALLIA 2012 X2	2017/06/28	1	0.00				19.60									
7759521	GALLIA AR 1ER AGE 900G	2014/02/07	48	19.10	25.00	14.325	687.60	5.50									
7759521	GALLIA AR 1ER AGE 900G	2014/02/07	3	19.10	100.0			5.50									
7759538	GALLIA AR 2EME AGE 900G	2013/12/01	2	17.68	100.0			5.50									
9975105	GALLIA CROISSANCE 800G	2014/01/12	12	13.16	33.00	8.817	105.81	5.50									
PL10860	LIVRES POB 2012 X 10	2017/05/30	1	0.00				19.60									
PL06038	CURSONS GALLIA	2017/05/30	2	0.00				19.60									
PL09284	PANNEAUX VITRINE COUL DIG	2017/06/07	1	0.00				19.60									
PL11022	SR GALLIA LIVRES POB 2012	2017/05/30	1	0.00				19.60									
PL10382	VITRO CURSON 2012 HIGH CO	2017/05/25	1	0.00				19.60									
TOTAL QTES FACTUREES			73														
Message :																	
				<table border="1"> <thead> <tr> <th>MONTANT BRUT</th> <th>TAUX TVA</th> <th>MONTANT TVA</th> <th>TOTAL TVA</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>793.41</td> <td>5.50</td> <td>43.64</td> <td>43.64</td> </tr> </tbody> </table>						MONTANT BRUT	TAUX TVA	MONTANT TVA	TOTAL TVA	793.41	5.50	43.64	43.64
MONTANT BRUT	TAUX TVA	MONTANT TVA	TOTAL TVA														
793.41	5.50	43.64	43.64														
				<table border="1"> <thead> <tr> <th>ESCOMPTE</th> <th>TAUX</th> <th>MONTANT</th> <th>NET A PAYER</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td>837.05</td> </tr> </tbody> </table>						ESCOMPTE	TAUX	MONTANT	NET A PAYER				837.05
ESCOMPTE	TAUX	MONTANT	NET A PAYER														
			837.05														
Veuillez adresser votre règlement à :				<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="2">PAIEMENT</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Mode : TRATE L.C.R.</td> <td>Délai : 60 JOURS</td> </tr> <tr> <td>Exigible le : 10/11/2012</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>						PAIEMENT		Mode : TRATE L.C.R.	Délai : 60 JOURS	Exigible le : 10/11/2012			
PAIEMENT																	
Mode : TRATE L.C.R.	Délai : 60 JOURS																
Exigible le : 10/11/2012																	
PIÈCE : DATE : CLIENT : TTC :																	

Figure 49 : Facture «Gallia»

II.2.1.1.2.1.2) Enregistrement théorique dans le journal d'achat

MONTANT BRUT	TAUX TVA	MONTANT TVA	TOTAL TVA
793.41	5.50	43.64	43.64
ESCOMPTE	TAUX	MONTANT	NET A PAYER
			837.05
PAIEMENT			
Mode : TRAITE L.C.R.		Délai : 60 JOURS	
Exigible le : 10/11/2012			

Figure 50 : Extrait de la facture «Gallia»

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des achats</i>		
607055	Achats	793,41	
445662	TVA déductible 5,5%	43,64	
401CSP	CSP		837,05

Tableau 4 : Enregistrement de la facture «Gallia» dans le journal d'achat

II.2.1.1.2.1.3 Enregistrement dans le journal d'achat EBP compta

Journal: A/c		ACHATS DE MARCHANDISES		Période : 12 septembre 12		Non clôture : 429 écritures	
M	V	Jour	Pièces	Compte	Libellé	De ...	Crédit Euros
		11	555	445664	CARREFOUR	98,16	
		11	555	6064	CARREFOUR	500,84	
		10	556	4010CP	O C P		26 481,42
		10	556	445663	O C P	469,02	
		10	556	607021	O C P	22 324,32	
		10	556	445662	O C P	88,79	
		10	556	607055	O C P	1 614,01	
		10	556	445667	O C P	68,66	
		10	556	60707	O C P	981,20	
		10	556	445661	O C P	158,32	
		10	556	607196	O C P	807,73	
		10	556	445664	O C P	4,51	
		10	556	6063	O C P	23,00	
		10	556	607	O C P		68,14
		11	557	401CSP	CSP	837,05	837,05
		11	557	445662	CSP	43,64	
		11	557	607055	CSP	793,41	
		6	558	401BAUS...	BAUSCH & LOMB/CHALVIN		196,38
		6	558	445663	BAUSCH & LOMB/CHALVIN	1,72	
		6	558	607021	BAUSCH & LOMB/CHALVIN	82,00	
		6	558	445667	BAUSCH & LOMB/CHALVIN	4,45	
		6	558	60707	BAUSCH & LOMB/CHALVIN	63,57	
		6	558	445661	BAUSCH & LOMB/CHALVIN	7,41	
		6	558	607196	BAUSCH & LOMB/CHALVIN	37,83	

Figure 51 : Enregistrement de la facture «Gallia» dans le journal d'achat sur EBP

II.2.1.1.2.2. Facture avec réduction

II.2.1.1.2.2.1 La facture

AVOIR

Pharmactiv
LE RELAIS SANTÉ

Avoir n° :
Date :
N° client :
PHARMACIE

Crédité à :
PHARMACIE

632

Article	Désignation	Quantité	Prix net	Montant net	Taux TVA
ARFA	R F A	1	10,79	10,79	19,60
RFA 2011					

TOTAL NET H.T. :		10,79
Base H.T. et TVA :	19,60	10,79 2,11
TOTAL TVA :		2,11
NET A PAYER :		12,90

Remboursable selon nos accords

1 / 1




Figure 52 : Facture RFA

II.2.1.1.2.2.2 Rappel

Dans le cadre des relations commerciales on peut constater la pratique de réduction des prix. Elles consistent en des réductions à caractère commercial (rabais, remise, ristourne) ou à caractère financier (escompte).

• La réduction commerciale

Les réductions commerciales sont des réductions de prix liées à la politique de l'entreprise. On distingue :

- Le rabais : réduction pratiquée exceptionnellement sur le prix de vente préalablement convenu, pour tenir compte par exemple d'un défaut de qualité ou de non conformité des objets vendus.

- La remise : réduction accordée en raison de la quantité achetée ou de la qualité de l'acheteur.

- La ristourne : réduction de prix accordée au client après facturation et calculée sur l'ensemble des opérations réalisées avec ce dernier pour une période déterminée.

$$\textbf{Prix brut hors taxe – réduction commercial H.T = net commerciale H.T}$$

Les rabais et les remises figurent le plus souvent sur les factures et l'écriture comptable enregistre le prix net, remise déduite. Les remises qui figurent sur la facture n'ont pas besoin d'être comptabilisées. [71]

Les ristournes et certaines remises (remises de fin d'année) ne figurent non pas sur la facture d'origine , mais sur un avoir établie en fin de trimestre ou d'année.

• La réduction financière

L'escompte: réduction de prix accordée pour paiement comptant ou avant le terme normal d'exigibilité.

$$\textbf{Prix brut ou net commercial- escompte = net financier}$$

Schéma récapitulatif

NOM FOURNISSEUR				
Informations fournisseur				
Facture de DOIT n° ..			Date facture	
NOM CLIENT				
Informations client				
Référence	Désignation	Quantité	Prix unitaire HT	Montant
				Qté x PU HT
				Qté x PU HT
			Total Brut	Somme des montants
			- Remise ... %	= Brut x taux de réduction
			= Net commercial	= Brut - réductions commerciales
			- Escompte %	= net commercial x taux d'escompte
			= Net financier HT	= net commercial - escompte
			+ Frais de port HT	Montant des frais de port
			= Net HT	= Net financier HT + frais de port
			+ TVA	= Net HT x taux de TVA
			= Net à payer TTC	= Net HT + montant TVA
Conditions de règlement				

Figure 53 : Net financier, net commercial [72]

II.2.1.1.2.2.3 Enregistrement théorique

La remise de fin d'année est enregistrée soit comme une diminution des achats correspondants , soit comme une vente (prestation commerciale).

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des achats</i>		
401 pharma	Fournisseur	12,90	
445664	TVA déductible		2,11
6228	Operations diverse		10,79

Tableau 5 : Enregistrement comme une diminution des achats

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des achats</i>		
401 pharma	Fournisseur	12,90	
4457	Taxe sur le chiffre d'affaire collecté		2,11
708	Produit des activités annexe		10,79

Tableau 6 : Enregistrement comme une vente

On constate que cet enregistrement s'effectue à l'inverse d'un enregistrement habituel d'achat.

II.2.1.1.2.2.4 Enregistrement dans EBP compta

M	Y	Jour	Pièce	Compte	Libellé	De	Credit	Debit	Credit
	25	829		445864	LOCUMPHARM			10,29	
	25	829	811		LOCUMPHARM			62,50	
	2	830		401CS9	CSP GALLIA			181,09	
	2	830		449562	CSP GALLIA				9,44
	2	830		607955	CSP GALLIA				171,65
	10	831		401PH...	PHARMACTIV			169,82	
	10	831		445664	PHARMACTIV				
	10	831	6228		PHARMACTIV				
	19	832		401PH...	PHARMACTIV				
	19	832		445664	PHARMACTIV			12,96	
	19	832	6228		PHARMACTIV				
	19	832							2,11
	19	832							10,29

Figure 54 : Enregistrement de la facture RFA

II.2.1.1.2.3. Facture avec tva sur autre biens et service

II.2.1.1..2.3.1 La facture

orange facture / ligne fixe page : 1/10

facture n° D 954378 01043

vos coordonnées PHARMACIE

pour nous joindre nos contacts page suivante

482

votre facture du 25 juillet 2012 pour le 02 40 46 34 97

	montant € HT	montant € TTC
total de vos abonnements, forfaits et options	86,23	103,13
total de vos consommations	40,44	48,37
total de votre facture	126,67	151,50
dont TVA payée sur les débits (19,60% sur 126,67 € HT) = 24,83 €		
les montants unitaires TTC sont arrondis, leur somme peut donc différer du total TTC de votre facture.		
montant de votre facture précédente		260,80
règlements et autres opérations pris en compte au 24/07/2012		-260,80
montant prélevé automatiquement le 05/08/2012		151,50

la somme à payer sera prélevée sur votre compte n°

retrouvez le détail de votre facture sur les pages suivantes

Figure 55 : Facture «Orange»


La TVA présente sur ce type de facture s'enregistre dans un compte n'affectant pas le calcul de la marge.

II.2.1.1.2.3.2 Enregistrement théorique

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des achats</i>		
628(ou 626)	Divers ou frais télécom.	HT	
445664	TVA autres biens et services	TVA	
401	Fournisseur		TTC

Tableau 7 : Enregistrement théorique de la facture «Orange»

II.2.1.1.2.3.3 Enregistrement dans EBP

Journal : AC  ACHATS DE MARCHANDISES ▼ Non clôturé : 214 écritures

M	V	Jour	Pièce	Compte	Libellé	De...	Débit Euros	Crédit Euros
		31	478	445661	CERP		6,15	
		31	478	607196	CERP		31,33	
		31	480	401LOH...	LOHMANN & RAUSCHER			72,48
		31	480	445661	LOHMANN & RAUSCHER		11,88	
		31	480	607196	LOHMANN & RAUSCHER		60,60	
		31	481	401ORA...	ORANGE			38,75
		31	481	445664	ORANGE		6,35	
25	482		401ORA...	ORANGE				151,50
25	482		445664	ORANGE			24,83	
25	482		626	ORANGE			126,67	
25	482			626	ORANGE		126,67	


Figure 56 : Enregistrement de la facture Orange sur EBP

II.2.1.1.2.4. Exemple d'une facture avec plusieurs taux de tva : Le cas OCP

Cet exemple est un condensé des cas vus précédemment. En effet cette facture présente :

- des achats de marchandises avec les différents taux de TVA (2,1%, 5,5%, 7% et 19 ,6%)
- des achats de fournitures (TVA sur biens et services)
- un avoir

II.2.1.1.2.4.1 La facture



Par principe, actif

OCP R NANTES

644

RELEVÉ N°

Code relevé SD

Période du 21/09/2012 au 29/09/2012

N° de compte

DOMICILIATION

SURL

REGLEMENT PAR AVP A ECHEANCE
A 030 JOURS LE 30.10.2012 N° 12092909343

REFERENCES PIECES	Débit	Crédit	Total	EXONERE	Ventilation des montants H.T.			
					2,10%	5,50%	7,00%	19,60%
REPORT	35134,30		961,89		30545,08	1652,39	1250,40	724,54
6009001671 DU 24/09/2012		23,92		-23,92				
6009001792 DU 25/09/2012		1185,51		-1185,51				
6009001929 DU 26/09/2012		18,16		-18,16				
SOUS-TOTAL		1227,59	0,00	-1227,59				
S/TOT MSES NET D'AVOIRS	33906,71		961,89	-1227,59	30545,08	1652,39	1250,40	724,54
S/TOT NET D'AV COMMERCIAUX	33906,71		961,89	-1227,59	30545,08	1652,39	1250,40	724,54
MATERIEL ET FOURNITURES								
6009001964 DU 26/09/2012		40,00		-40,00				
6009127996 DU 25/09/2012	47,84		7,84					40,00
SOUS-TOTAL	7,84		7,84	-40,00				40,00
S/TOT FRAIS GENERAUX	7,84		7,84	-40,00				40,00
PAGE 03 -FIN- TOTAL NET	33914,55		969,73	-1267,59	30545,08	1652,39	1250,40	764,54

TAUX TVA	VENTILATION FISCALE DU RELEVÉ		
	MONTANT H.T.	TVA	MONTANT TTC
EXONERE	-1 267,59		-1 267,59
2,10%	30 545,08	641,48	31 186,56
5,50%	1 652,39	90,86	1 743,25
7,00%	1 250,40	87,56	1 337,96
19,60%	764,54	149,83	914,37
TOTAL	32 944,82	969,73	33 914,55

MONTANT A PAYER EN EUROS 33 914,55

EQUIVALENCE EN FRANCS 222 464,86

* 1 EURO = 6,65957

VOIR NOS CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE AU VERSO

Figure 57 : Facture OCP

II.2.1.1.2.4.2 Enregistrement théorique

TAUX T V A	VENTILATION FISCALE DU RELEVÉ		
	MONTANT H T	TVA	MONTANT TTC
EXONERE	-1 267,59		-1 267,59
2,10%	30 545,08	641,48	31 186,56
5,50%	1 652,39	90,86	1 743,25
7,00%	1 250,40	87,56	1 337,96
19,60%	764,54	149,83	914,37
TOTAL	32 944,82	969,73	33 914,55

Figure 58 : Extrait de la facture «OCP»

REFERENCES PIECES	Débit	Crédit	Total	EXONERE	Ventilation des montants H.T.			
					2,10%	5,50%	7,00%	19,60%
REPORT	35134,30		961,89		30545,08	1652,39	1250,40	724,54
6009001671 DU 24/09/2012		23,92		-23,92				
6009001792 DU 25/09/2012		1185,51		-1185,51				
6009001929 DU 26/09/2012		18,16		-18,16				
SOUS-TOTAL		1227,59	0,00	-1227,59				
S/TOT MSES NET D'AVOIRS	33906,71		961,89	-1227,59	30545,08	1652,39	1250,40	724,54
S/TOT NET D'AV COMMERCIAUX	33906,71		961,89	-1227,59	30545,08	1652,39	1250,40	724,54
MATERIEL ET FOURNITURES		40,00		-40,00				
6009001964 DU 26/09/2012								
6009127996 DU 25/09/2012	47,84		7,84					40,00
SOUS-TOTAL	7,84		7,84	-40,00				40,00
S/TOT FRAIS GENERAUX	7,84		7,84	-40,00				40,00

Figure 59 : Extrait de la facture «OCP» suite

En regardant de plus près la facture, on constate que les achats de marchandises avec un taux de TVA à 19,6% et les achats de fournitures (TVA à 19,6%) sont regroupés.

19,60%	764,54	149,83	914,37
--------	--------	--------	--------

Figure 60 : Extrait de la facture «OCP» suite 2

Il faut donc décomposer cette ligne pour faire apparaître les achats de marchandises (607196) et les achats de fournitures (6064), ainsi que les montants de TVA correspondants :

- TVA sur achat de marchandise à 19,6% (445661)
- TVA sur biens et services (445664)

On obtient après décomposition :

Montant HT achats de marchandise (TVA 19,6%) = 724,54 €

TVA associée = 142,01 (724,54 x 0,196)

Montant HT achats de fournitures (TVA 19,6%)= 40 €

TVA associé =7,82 €

Compte	Libellé	Débit	Crédit
401	Fournisseur		TTC
607	Avoir		Avoir
645663	TVA achat 2,1%	TVA 2,1%	
607021	Achat marchandise 2,1%	HT achat 2,1	
445662	TVA achat 5,5%	TVA 5,5%	
607055	Achat marchandise 5,5%	HT achat 5,5	
445667	TVA achat 7,7%	TVA 7,7%	
60707	Achat marchandise 7,7%	HT achat 7,7%	
445661	TVA achat 19,6% sur marchandise	TVA 19,6% marchandise	
607196	Achat marchandise 19,6%	HT 19,6 % marchandise	
445664	TVA sur biens et services 19,6%	TVA biens et services	
6064	Achat fourniture 19,6%	HT fourniture	

Tableau 8 : Enregistrement théorique de la facture «OCP»

II.2.1.1.2.4.3 Enregistrement dans EBP compta

EBP Compta PRO V17 - EBP - IMPRIMERIE TOUJOURS EN LIGNE - Exercice du 01/01/2011 au 31/12/2011 - Essai des multiples an EBP

Dossier Edition Affichage Immobilisations Qualités Transactions Douzi res Outils Internet Fenêtre ?

Talonneur de bord - Série des  critures

Journal : AC

F10 Aide F11 Guide F12 S d s

Période :   Septembre 12 - Non cl s  : 029  critures

M	V	Jour	Périé	Compta	Libellé	De	Credit	Erreur	Credit	Erreur
28	643			607021	VIRTUOSE				12 513,00	
28	643			445662	VIRTUOSE				30,46	
28	643			607008	VIRTUOSE				203,72	
28	643			445667	VIRTUOSE				26,50	
28	643			60707	VIRTUOSE				407,20	
28	644			4010CP	O C P				33 914,55	
28	644			445663	O C P				641,48	
28	644			607021	O C P				30 545,08	
28	644			445662	O C P				30,86	
28	644			607055	O C P				1 652,39	
28	644			445667	O C P				87,56	
28	644			60707	O C P				1 250,40	
28	644			445661	O C P				142,01	
28	644			607196	O C P				724,54	
28	644			445664	O C P				7,82	
28	644			0064	O C P				40,00	
30	645			401HAN	Handicap				1 267,59	
30	645			445664	Handicap				15,85	
30	645			611	Handicap				2,80	
28	646			40136V	SIGVARIS HUMINGUE				13,25	
28	646			445662	SIGVARIS HUMINGUE				885,68	
28	646			607008	SIGVARIS HUMINGUE				46,17	
28	647			401GIBAL	GIBAUD				838,51	
28	647			445662	GIBAUD				2,37	
28	647			607055	GIBAUD				43,03	

Figure 61 : Enregistrement de la facture OCP

L'utilisation de guide d'écriture permet le calcul automatique des différents montants de TVA associés à la facture à TVA multiple.

II.2.1.2. Les immobilisations

II.2.1.2.1. Rappel

Comme nous l'avons vu dans la première partie, les immobilisations sont des éléments de l'actif destinés à servir de façon durable à l'activité de l'entreprise. De même nous rappellerons que les immobilisations peuvent être classées en trois catégories :

- Immobilisations incorporelles (ex: brevet, licence) Compte 20.
- Immobilisations corporelles (terrains, construction, installations techniques, matériel) .Compte 21 (ex: 2135:Agencement, 2154 : matériel et outil, 2184 mobilier).
- Immobilisation financières (titre de participation) Compte 27.

Nous nous intéresseront ici plus particulièrement aux immobilisations corporelles.

Pour être comptabilisé en immobilisations, un investissement doit:

- être identifiable.
- être porteur d'avantage économiques future que l'entreprise contrôle.
- avoir un coût ou une valeur que l'on peut évaluer avec une fiabilité suffisante.
- pouvoir être utilisé de manière durable. [73]

Il existe cependant quelques exceptions: le plan comptable général indique en effet dans l'article 331-4 que "les biens de peu de valeurs peuvent être considérés comme entièrement consommés dans l'exercice de leur mise en service et par conséquent, ne pas être comptabilisés en immobilisations".

Cette tolérance administrative d'enregistrer parmi les charges immédiatement déductibles les biens de faibles valeurs ,est valable pour des montants inférieurs à 500€ hors taxe.

II.2.1.2.2. Exemple d'enregistrement d'une immobilisation

L'exemple : Achat par l'officine d'un ordinateur d'une valeur supérieure à de 540€ HT

II.2.1.2.2.1. Enregistrement théorique

Compte	Libellé	Débit	Crédit
2183	Matériel bureau et informatique	540	
445621	TVA déductible sur immobilisation	105,84	
4041	Fournisseurs d'immobilisations		645,84

Tableau 9 : Enregistrement théorique des immobilisations

II.2.1.2.2.2. Enregistrement dans EBP compta

...	Jour	Pièce	Docum...	N° de compte	Libellé	Débit	Crédit
	18			2183	Matériel de bureau et matériel informatique	540,00	
	18			445621	tva deductible sur immobilisation	105,84	
	18			4041	fournisseurs d'achat d'immobilisations		645,84

Figure 62 : Enregistrement des immobilisations dans EBP compta

Tous	Capitaux	Immobilisations	Stocks	Fournisseurs	Clients	Autres tiers	Financier	Charges	Produits	Spéciaux
<input type="checkbox"/>	N° du compte		Intitulé				Type			
<input checked="" type="checkbox"/>	2		COMPTES D'IMMOBILISATIONS				Racine			
<input type="checkbox"/>	20		IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				Racine			
<input type="checkbox"/>	201		Frais d'établissement				Détail			
<input type="checkbox"/>	2011		Frais de constitution				Détail			
<input type="checkbox"/>	2012		Frais de premier établissement				Détail			
<input type="checkbox"/>	20121		Frais de prospection				Détail			
<input type="checkbox"/>	20122		Frais de publicité				Détail			
<input type="checkbox"/>	2013		Frais d'augmentation de capital et d'o...				Détail			
<input type="checkbox"/>	203		Frais de recherche et de développement				Détail			
<input type="checkbox"/>	205		Concessions et droits similaires, brev...				Détail			
<input type="checkbox"/>	206		Droit au bail				Détail			
<input type="checkbox"/>	207		Fonds commercial				Détail			
<input type="checkbox"/>	208		Autres immobilisations incorpor...				Détail			
<input type="checkbox"/>	21		IMMOBILISATIONS CORPORELLES				Racine			
<input type="checkbox"/>	211		Terrains				Détail			
<input type="checkbox"/>	2111		Terrains nus				Détail			
<input type="checkbox"/>	2112		Terrains aménagés				Détail			
<input type="checkbox"/>	2113		Sous-sols et sur-sols				Détail			
<input type="checkbox"/>	2114		Terrains de gisement				Détail			
<input type="checkbox"/>	21141		Carières				Détail			
<input type="checkbox"/>	2115		Terrains bâtis				Détail			
<input type="checkbox"/>	21151		Ensembles immobiliers industriels				Détail			
<input type="checkbox"/>	21155		Ensembles immobiliers administratifs e...				Détail			
<input type="checkbox"/>	21158		Autres ensembles immobiliers				Détail			
<input type="checkbox"/>	211581		Affectés aux opérations professionne...				Détail			
<input type="checkbox"/>	211588		Affectés aux opérations non professi...				Détail			
<input type="checkbox"/>	2116		Compte d'ordre sur immobilisations				Détail			
<input type="checkbox"/>	212		Agencements et aménagements de te...				Détail			
<input type="checkbox"/>	213		Constructions				Détail			
<input type="checkbox"/>	2131		Bâtimens				Détail			
<input type="checkbox"/>	21311		Ensembles immobiliers industriels				Détail			
<input type="checkbox"/>	21315		Ensembles immobiliers administratifs e...				Détail			
<input type="checkbox"/>	21318		Autres ensembles immobiliers				Détail			
<input type="checkbox"/>	213181		Affectés aux opérations professionne...				Détail			
<input type="checkbox"/>	213188		Affectés aux opérations non professi...				Détail			

Figure 63 : Les immobilisations dans le Plan comptable

II.2.1.3. Les salaires

II.2.1.3.1. Rappel

Le personnel est lié à l'entreprise par un contrat de travail. Du point de vue juridique, ce contrat se caractérise par l'existence d'un lien de subordination entre le salarié et l'employeur, la prestation d'un travail effectif et par une

rémunération qui constitue la contrepartie du travail effectif. [74]

Le coût salarial pour l'entreprise comprend d'une part le montant brut attribué au salarié et, d'autre part, les charges complémentaires à payer par l'entreprise, appelées "cotisations patronales". [75]

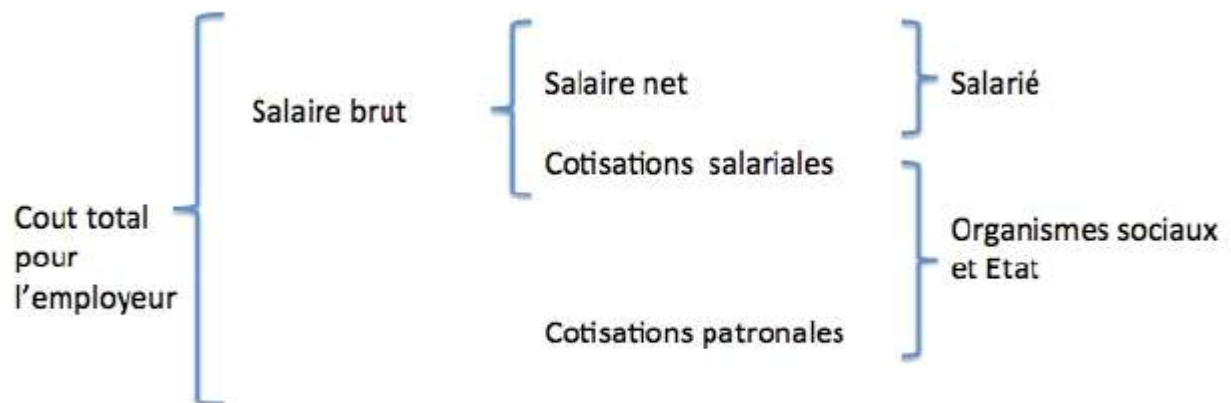


Figure 64 : Décomposition des salaires

Le tableau suivant récapitule les différentes charges salariales et patronales:

Nature de la charge	Part salariale	Part patronale
CSG ¹ (part non déductible)	X	
CSG (part déductible)	X	
CRDS ²	X	
Sécurité sociale (URSSAF)		
• Maladie	X	X
• Vieillesse plafonnée	X	X
• Vieillesse déplafonnée	X	X
• Allocations familiales		X
• Accident du travail		X
• Aide logement plafonnée (moins de 20 salariés)		X
• Aide logement déplafonnée (20 salariés et plus)		X
• Chômage	X	X
• AGS		X
APEC (cadres)	X	X
Retraite complémentaire		
• Non cadres :		
ARRCO	X	X
ARRCO	X	X
AGFF	X	X
AGFF	X	X
• Cadres :		
ARRCO	X	X
AGIRC	X	X
AGIRC	X	X
AGFF	X	X
AGFF	X	X
GMP	X	X
CET	X	X
Prévoyance		X
Versement transport		X
Contribution de solidarité pour l'autonomie		X
Forfait social		X

Figure 65 : Charges salariales et patronales [76]

Le financement des charges sociales incombe à la fois au salarié et à l'employeur. La part financée par le salarié correspond aux cotisations salariales, celle financée par l'employeur aux cotisations patronales. L'entreprise étant chargée du règlement de l'ensemble des cotisations aux organismes sociaux, les cotisations salariales sont directement retenues sur le bulletin de paie. [77]

II.2.1.3.2. Enregistrement théorique

II.2.1.3.2.1. Enregistrement des salaires

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des OD</i>		
641	Salaires et appointements	brut	
431	Urssaf		Retenue
4374	Assedic		Retenue
43731	Caisse de retraite salariés		Retenue
43732	Caisse de retraite cadres		Retenue
421	Rémunérations dues		Net

Tableau 10 : Enregistrement des salaires

Lors du paiement des salaires :

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal de banque</i>		
421	Rémunérations dues	Net	
512	banque		Net

Tableau 11 : Règlement des salaires

II.2.1.3.2.2. Enregistrement des charges sociales

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des OD</i>		
6451	Cotisations à l'Urssaf	Charge Patr.	
64531	Cotisations retraite salariés	Charge Patr.	
64532	Cotisations retraites cadres	Charge Patr.	
6454	Cotisations Assedic	Charge Patr.	
431	Urssaf		Charge Patr.
43731	Caisse de retraite salariés		Charge Patr.
43732	Caisse de retraite cadres		Charge Patr.
4374	Assedic		Charge Patr.

Tableau 12 : Enregistrement des charges sociales

Règlement des charges sociales

L'entreprise règle auprès des organismes sociaux l'ensemble des charges sociales, c'est à dire à la fois les cotisations patronales et les cotisations salariales qui ont été retenues sur les salaires . Ce règlement est trimestriel.

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal de banque</i>		
431	Urssaf	A	
43731	Caisse retraite salariés	B	
43732	Caisse retraite cadres	C	
4374	Assedic	D	
512	Banque		A+B+C+D

Tableau 13 : Règlement des charges sociales

II.2.2. Les ventes

II.2.2.1. Enregistrement théorique d'une vente

Prenons le cas d'une vente à crédit. Le compte client est toujours débité du montant TTC de la facture. Les ventes (comptes commençant par 70) sont créditées pour le montant hors taxe. La différence est inscrite dans un compte de TVA.

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des ventes</i>		
411	Clients	TTC	
44571	TVA collectée		TVA
70	Ventes		HT

Au moment du règlement du client :

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal de banque</i>		
512	Banque	TTC	
411	Clients		TTC

Tableau 14 et 15 : Enregistrement et Règlement théorique d'une vente

En théorie, ces enregistrements doivent apparaître sur un journal de vente. Mais du point de vue officinal, la tenue de ce dernier supposerait qu'il faille enregistrer une vente pour chaque client. L'impossibilité de cette action nous entraîne à un enregistrement global à partir des différents moyens de paiements.

II.2.2.2. Exemple : les ventes lors d'une journée officinale

II.2.2.2.1. Synthèse de la journée

Identifiant : 					
Synthèse comptable					
Période sélectionnée	Du	15/09/2012 18:33:59	Au	17/09/2012 19:32:59	
Comprend les actes	Du	17/09/2012 08:37:20	Au	17/09/2012 19:30:17	
Edité le : 17/09/2012 19:33:04			Page 1 sur 2		
JOURNAL DES VENTES			JOURNAL DE CAISSE		
Libellé	Débit	Crédit	Libellé	Débit	Crédit
Amo	4066,71		Espèces	735,31	
Amc	1674,47		Chèques	49,95	
Crédit	196,02		CB	404,58	
Encais./CA	1123,18		Moneo	0,00	
CA Brut		7087,69	Virement	642,08	
CGC		0,00	Encais./CA		1123,18
Remise		-27,31	Encais./Crédit		708,74
CA Net	7060,38	7060,38	TOTAL	1831,92	1831,92
Tiers Payant	5741,18		E/S Espèces	0,00	
Remise comptoir	7,81		Solde Espèces	735,31	
Remise promo	19,50		Nb Chèques :	3	
	27,31	soit 0% du CA Brut	Nb CB :	31	

Figure 66 : Synthèse fin de journée

II.2.2.2.2. Les moyens de règlements lors d'une vente

Les principaux moyens de règlement à l'officine sont les suivants:

- Chèque
- CB
- Espèce
- Virement (tiers payant)

II.2.2.2.2.1. Les chèques

II.2.2.2.2.1.1 Définition

Définition : le chèque est un mandat de payer par lequel le tireur (le titulaire du compte) donne l'ordre de payer.

II.2.2.2.2.1.2 Enregistrement théorique

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des ventes</i>		
5112	Chèques à encaisser	TTC	
44571	TVA collectée		TVA
70	Ventes		HT

Tableau 16 : Enregistrement théorique pour les chèques

Les chèques de la journée sont alors regroupés sur un bordereau de remise de chèques et sont remis en banque pour encaissement.

N° REMISE 6261268	N° DE COMPTE 000109	DATE	FORMULE A CONSERVER DANS VOTRE CARNET		
DÉTAIL DES CHÈQUES REMIS					
N° de chèques	Banque/Émetteur	Montant	N° de chèques	Banque/Émetteur	Montant
1			11		
2			12		
3			13		
4			14		
5			15		
6			16		
7			17		
8			18		
9			19		
10			20		
N° de chèques			TOTAL DE LA REMISE		

Figure 67 : Remise de chèques

L'enregistrement théorique après dépôt dans l'établissement financier peut se résumer ainsi :

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal de banque</i>		
512	Banque	TTC	
5112	Chèques à encaisser		TTC

Tableau 17 : Enregistrement théorique après dépôt des chèques

II.2.2.2.1.3 Enregistrement en pratique

En pratique, on enregistre seulement le chiffre d'affaires de la journée lié aux chèques dans le journal de banque (à l'aide des relevés bancaires envoyés quotidiennement). L'enregistrement de la TVA se fait (grâce aux analyses des logiciels officinaux) au moment de la déclaration de cette taxe.

En pratique on effectue donc l'enregistrement suivant :

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal de banque</i>		
512	Banque	TTC	
703	Chiffre d'affaire chèque		TTC

Tableau 18 : Enregistrement des chèques en pratique

II.2.2.2.2.1.4 Enregistrement à l'aide d'EBP compta

[illegible]

Figure 68 : Enregistrement du chiffre d'affaire «chèques»

II.2.2.2.2. Les cartes bancaires

II.2.2.2.2.1 Définition

Le commerçant intéressé par ce mode de paiement doit se procurer un terminal de paiement électronique (TPE). Une fois la carte introduite dans le TPE, la composition du code confidentiel par le client assure une grande sécurité à la transaction. Pendant la nuit le compte bancaire du commerçant est crédité des ventes du jour, après prélèvement d'une commission. Le commerçant est avisé périodiquement du montant des encaissements et de celui des commissions prélevées (au moyen d'un avis de crédit ou d'une mention directe sur le relevé de compte). [78]

II.2.2.2.2.2 Enregistrement théorique

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des ventes</i>		
5115	Cartes bleues à encaisser	TTC	
44571	TVA collectée		TVA
70	Ventes		HT

Après la télécollecte:

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal de banque</i>		
512	Banque	TTC-Frais	
627	Commission CB	Frais	
5115	Cartes bleues à encaisser		TTC

Tableau 19 et 20 : Enregistrement théorique des cartes bleues

II.2.2.2.2.3 Enregistrement en pratique

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal de banque</i>		
512	Cartes bleues à encaisser	TTC-Frais	
627	Commission CB	Frais	
704	Chiffre d'affaire CB		TTC

Tableau 21 : Enregistrement pratique des cartes bleues

II.2.2.2.2.4 Enregistrement dans EBP Compta

Dans EBP Compta on obtient :

V	Jour	Rece	Compte	Libellé	De	Credit	Debit	Credit
17			704	C.A. CARTES BANCAIRES				
17			6271	Commissions Cartes Bleues			2,50	
17			6271	Commissions Cartes Bleues			1,56	
18			704	C.A. CARTES 18				404,50
18			6271	Commissions				
18			6271	Commissions			1,69	
19			704	C.A. CARTES 19				511,99
19			6271	Commissions Cartes Bleues			2,15	
19			580	VERSEMENT ESPECES				580,00
19			580	VERSEMENT ESPECES				580,00
19			580	VERSEMENT ESPECES				430,00
19			580	VERSEMENT ESPECES				710,00
19			580	VERSEMENT ESPECES				610,00
19			580	VERSEMENT ESPECES				440,00
19			580	VERSEMENT ESPECES				750,00
19			580	VERSEMENT ESPECES				580,00
19			703	C.A. CHEQUES				90,66
19			703	C.A. CHEQUES 31/03				12,50
19			703	C.A. CHEQUES				107,49
19			703	C.A. CHEQUES				101,61
19			703	C.A. CHEQUES				380,57
19			703	C.A. CHEQUES				69,29
19			703	C.A. CHEQUES				140,41
19			703	C.A. CHEQUES				476,57
20			704	C.A. CARTES BANCAIRES 18/09			2,07	
20			6271	Commissions Cartes Bleues				
21			704	C.A. CARTES BANCAIRES 20/09				
21			6271	Commissions Cartes Bleues			1,71	
24			704	C.A. CARTES BANCAIRES				
24			6271	Commissions Cartes Bleues				
24			6271	Commissions Cartes Bleues			1,49	
25			704	C.A. CARTES BANCAIRES 24/09			1,80	
25			6271	Commissions Cartes Bleues				
25			6271	Commissions Cartes Bleues			2,20	
22			703	C.A. CHEQUES				43,16
22			703	C.A. CHEQUES				11,26
22			770	Inter médiation				2 030,60
22			703	C.A. CHEQUES 15/09				98,87
22			703	C.A. CHEQUES 17/09				49,95
22			703	C.A. CHEQUES 18/09				13,24
22			703	C.A. CHEQUES 20/09				136,03
22			580	VERSEMENT ESPECES 18/09				570,00
22			580	VERSEMENT ESPECES 21/09				530,00
22			580	VERSEMENT ESPECES 20/09				580,00
22			580	VERSEMENT ESPECES 18/09				440,00
Total du Journal							43 882,11	43 882,11
Solde du Journal								
Solde					271	331,51		

Figure 69 : Enregistrement du chiffre d'affaire «cartes bancaires»

II.2.2.2.3. Tiers payant

II.2.2.2.3.1 Définition

Le régime du tiers payant est la facilité donnée au malade d'être exonéré de l'avance de la partie des dépenses de santé qui est finalement prise en charge par le régime obligatoire de la sécurité sociale ainsi que par les mutuelles (si le malade à souscrit à un contrat auprès de ces dernières).

II.2.2.2.3.2 Enregistrement théorique

Compte	Libellé	Débit	Crédit
411	<i>Journal des ventes</i>		
44571	Mutuelles/Sécurité sociale	TTC	
70	TVA collectée		TVA
	Ventes		HT

Au moment du remboursement:

Compte	Libellé	Débit	Crédit
512	<i>Journal de banque</i>		
	Banque	TTC	
411	Mutuelles/S.S		TTC

Tableau 22 et 23 : Enregistrement théorique du tiers payant
et Enregistrement du tiers payant au moment du remboursement

II.2.2.2.3.2 En pratique

L'utilisation d'un compte bancaire spécifique pour les virements liés au tiers payant permet de faciliter l'enregistrement comptable.

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal de banque</i>		
512	Banque	TTC	
702	CA tiers payant		TTC

Tableau 24 : Enregistrement en pratique du tiers payant

EURL PHARMACIE

VOTRE CONSEILLER :

RELEVÉ ET INFORMATIONS BANCAIRES

17 septembre 2012

€ COMPTE COURANT PROFESSIONNEL N°

Date	Date valeur	Opération	Débit euros	Crédit euros
SOLDE CREDITEUR AU 14/09/2012				96000
15/09/2012	15/09/2012	ECH PRET CAP+IN 36003 112939 06	434,57	
17/09/2012	17/09/2012	CHEQUE 5081438	1.997,32	
17/09/2012	17/09/2012	CHEQUE 5081439	2.045,16	
17/09/2012	17/09/2012	VIR MIP		20,53
		5AQ00 020/442002275 20.53 DU		
17/09/2012	17/09/2012	VIR LA MUTUELLE GENERALE		24,26
		MG044 442002275 001556 00049440		
17/09/2012	17/09/2012	VIR CPAM DE PARIS		152,53
		0000004420022752572202120914		
17/09/2012	17/09/2012	VIR ALMERYS		53,29
		VIRT 14/09/2012 442002275		
17/09/2012	17/09/2012	VIR CARTE BLANCHE TP		43,13
		VIRT 14/09/2012 442002275		
17/09/2012	17/09/2012	VIR MGEN 112		545,28
		OW044P267612044OWRQ67647868AC9-		
		2 OW12/09/12-9053/9240		
		OW044P267612044OWRQ67647868AC92		
17/09/2012	17/09/2012	VIR RGF MFP		5,88
		MFP-SLI RGF440 337 13/09/12		
17/09/2012	17/09/2012	VIR RGF MFP		3,98
		MFP-SLI RGF750 471 13/09/12		
17/09/2012	17/09/2012	VIR MNAM SECTION		10,58
		MAM 440 013 13/09/12		
17/09/2012	17/09/2012	VIR CETIP		164,49
		*SP-S 14092012 000360		
17/09/2012	17/09/2012	VIR MERCER (FRANCE) SAS		6,54
		COMPLEMENT SECURITE SOCIAL		
17/09/2012	17/09/2012	VIR RAM DES PAYS DE LOIRE		4.230,85
		RSI031161101309		
17/09/2012	17/09/2012	VIR PRO BTP		5,63
		FRAIS MEDICAUX LOT NUMERO:729		

<<Suite au verso>>

Figure 70 : Relevé bancaire «tiers payant»

Figure 71 : Enregistrement des règlements «Tiers payant»

II.2.2.2.2.4. Les espèces

II.2.2.2.2.4.1 Le journal de caisse

Le journal de caisse enregistre les mouvements d'espèces. Le solde de la caisse ne peut être que débiteur (en comptabilité, cela signifie qu'il y a des espèces en caisse) ou nul. Une caisse créditrice est donc matériellement impossible. [79]

II.2.2.2.2.4.2 Enregistrement théorique

Les ventes au détail à des particuliers n'entraînent pas obligatoirement l'établissement d'une facture. Dans ce cas les ventes sont enregistrées directement au crédit du compte de vente adéquate ,TVA comprise. La TVA est ensuite transférée au compte de TVA collectée 4457 par le débit du compte de vente.

Constatation des ventes de la période

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des ventes</i>		
411	Clients	TTC	
70	Ventes		TTC

Tableau 25 : Enregistrement théorique des ventes en espèces

Enregistrement de la tva dans le journal des opérations diverses (journal des O.D)

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des O.D</i>		
70	vente	TVA	
4457	TVA collectée		TVA

Tableau 26 : Enregistrement de la TVA liée aux ventes

Enregistrement de l'encaissement

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal de caisse</i>		
530	Caisse	TTC	
411	Clients		TTC

Tableau 27 : Enregistrement de l'encaissement

II.2.2.2.4.3 En pratique

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal de caisse</i>		
530	Caisse	TTC	
701	CA espèces		TTC

Tableau 28 : Enregistrement en pratique des ventes en espèces

Virement interne de caisse a banque (= dépôt d'espèces à la banque)

Dans le journal de caisse

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal de caisse</i>		
58	Virement interne	XXX €	
530	Caisse		XXX €

Tableau 29 : Enregistrement des dépôts d'espèces

Dans le journal de banque

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal de banque</i>		
512	Banque	XXX €	
58	Virement interne		XXX €

Tableau 30 : Enregistrement des dépôts d'espèces suite

RELEVÉ ET INFORMATIONS BANCAIRES				Caisse 36903	
19 septembre 2012					
€ COMPTE COURANT PROFESSIONNEL N° [REDACTED]					
Date	Date valeur	Opération	Débit euros	Crédit euros	
SOLDE CREDITEUR AU 18/09/2012				19.399,60	
19/09/2012	20/09/2012	TPE 1809 039050001 710110		511,99	
19/09/2012	20/09/2012	TPE 1809 CION 039050001 710110	2,15		
18/09/2012	18/09/2012	VRST REF36189A01 12.09		540,00	
18/09/2012	18/09/2012	VRST REF36189A01 12.09		850,00	
18/09/2012	18/09/2012	VRST REF36189A01 13.09		430,00	
18/09/2012	18/09/2012	VRST REF36189A01 17.09		710,00	
18/09/2012	18/09/2012	VRST REF36189A01 14.09		610,00	
18/09/2012	18/09/2012	VRST REF36189A01 18.09		440,00	
18/09/2012	18/09/2012	VRST REF36189A01 15.09		730,00	
18/09/2012	19/09/2012	VRST REF36189A01 15.09		360,00	
18/09/2012	19/09/2012	REM CHQ N6838608 REF36189A01		62,68	
18/09/2012	19/09/2012	REM CHQ N6838604 REF36189A01 21.08		12,90	
18/09/2012	19/09/2012	REM CHQ N6838609 REF36189A01 12		107,49	
18/09/2012	19/09/2012	REM CHQ N6838607 REF36189A01 18		101,51	
18/09/2012	19/09/2012	REM CHQ N6838611 REF36189A01 14		320,97	
18/09/2012	19/09/2012	REM CHQ N6838606 REF36189A01 8		89,29	
18/09/2012	19/09/2012	REM CHQ N6838610 REF36189A01 13		140,41	
Total des mouvements			2,15	5.927,32	
Réf : 193	SOLDE CREDITEUR AU 19/09/2012			25.324,77	

Figure 73 : Relevé bancaire avec remise des espèces

Dans le journal de banque

[illegible]

Figure 74 : Remise en banque

II.2.3. La déclaration de tva

II.2.3.1. Rappel

Lors de ces achats de fournitures, de marchandises ou autres, et lors d'acquisitions d'immobilisations, l'entreprise paye la taxe sur la valeur ajoutée. Cette TVA, qui est récupérable, est nommée TVA déductible.

Elle concerne essentiellement les comptes 44566 (TVA sur autre bien et service) et les comptes 44562 (TVA déductible sur immobilisations).

D'autre part l'entreprise facture auprès de ces clients la TVA lors de ces ventes. Cette TVA qui est due à l'état correspond à la TVA collectée (Compte 44571).

L'entreprise doit donc remplir mensuellement l'imprimé fiscal CA3 n°3310 pour calculer et déclarer à l'état soit le montant de la TVA à verser, soit le montant du crédit de TVA à reporter.

II.2.3.2. Enregistrements concernant la déclaration de TVA

II.2.3.2.1. 1^{er} Cas : TVA collectée > TVA déductible : L'entreprise doit de l'argent à l'état. (TVA à décaisser compte 44551)

Enregistrement lors de la déclaration

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des OD</i>		
44571	TVA collectée	A	
44562	TVA déductible sur immo		B
44566	TVA déductible sur autre biens		C
44551	TVA à décaisser		$A - (B+C) = E$

Règlement de la TVA

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal de banque</i>		
44551	TVA à décaisser	E	
512	banque		E

Tableau 31 et 32 : Déclaration de TVA cas n°1

II.2.3.2.2. 2^{ème} cas : TVA collectée < TVA déductible : l'entreprise à un crédit de TVA (crédit de TVA 44567).

Enregistrement lors de la déclaration:

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des OD</i>		
44571	TVA collectée	A	
44567	Crédit de TVA à reporter	(B+C)-A=F	
44562	TVA déductible sur immo		B
44566	TVA déductible sur autre biens		C

Tableau 33 : Déclaration de TVA cas n°2

Dans ce cas l'entreprise ne paie pas de TVA et le crédit est reportée le mois suivant.

On procédera donc le mois suivant à cet enregistrement:

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des OD</i>		
44571	TVA collectée	X	
44562	TVA déductible sur immo		X
44566	TVA déductible sur autre biens		X
44551	TVA à payer		X
44567	Crédit de TVA		F

Tableau 34 : Déclaration de TVA cas n°2 suite

Si sur l'ensemble d'un trimestre l'entreprise est en crédit de taxe, elle peut demander le remboursement de la TVA afférente à ce crédit.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE ET TAXES ASSIMILÉES

NOTICE
POUR REMPLIR LA DÉCLARATION N° 3310 CA3 ET SES ANNEXES

Ce document est à conserver :

- Il vous apporte des indications sur la façon de servir chaque ligne de l'imprimé ;
- Il répondra à vos questions sur la manière de déclarer telle ou telle opération.

Cette notice ne se substitue pas à la documentation officielle de l'Administration.

Pour obtenir une documentation plus détaillée, le Code général des impôts ou le Précis de fiscalité sont disponibles auprès de l'imprimerie nationale.

<p>Vente par correspondance : BP 514 95005 DOUAI CEDEX Tél. : 03 27 33 70 80</p>	<p>Vente directe : 47, rue de la Convention 75015 PARIS Tél. : 01 40 58 32 75 - 34 19</p>
---	--

Vous pouvez également les consulter sur INTERNET : <http://www.impots.gouv.fr>

Les bulletins officiels de la Direction générale des impôts sont en vente auprès de la société ACTIS.

<p>Vente par correspondance et abonnements : 145, rue de la Liberté 95001 NAUVEGUE Tél. : 03 27 54 29 20</p>	<p>Vente au numéro sur place : (Alfiche Parisienne) 144, rue de Rivoli 75001 PARIS Tél. : 01 42 69 36 70</p>
---	---

■ La déclaration CA3 doit être utilisée par les redevables de la taxe sur la valeur ajoutée et/ou des taxes assimilées suivante :

- Entreprises placées sous le régime du chiffre d'affaires réel ;
- Exploitants agricoles ayant opté pour le régime des déclarations trimestrielles ;
- Entreprises placées de plein droit sous le régime simplifié d'imposition ayant choisi de déclarer selon les modalités du régime normal (régime dit du MINI-PÉLÉ) ;
- Entreprises ou personnes non habituellement redevables de TVA mais qui réalisent des acquisitions intracommunautaires taxable (ce sont des personnes qui ne bénéficient plus du régime dérogatoire) ;
- Bénéficiaires de droits d'auteur non soumis à la retenue de TVA, percevant par ailleurs des droits d'auteur soumis à retenue lorsqu'ils ne réalisent pas d'autres opérations imposables et qu'ils ne bénéficient pas de la franchise en base ;
- Entreprises étrangères réalisant en France des opérations imposables.

IMPORTANT

Lorsque vous déclarez vos opérations sur un formulaire « papier », vous devez utiliser uniquement :

- soit l'imprimé pré-identifié 3310 CA3 qui vous est adressé automatiquement chaque mois (ou trimestre). Toutefois, si cet imprimé ne vous est pas parvenu, veuillez vous le procurer auprès de la Fiscalité des impôts ;
- soit un imprimé édité à partir d'un logiciel d'impression agréé par l'administration fiscale ;
- soit l'imprimé disponible sur le site INTERNET : <http://www.impots.gouv.fr>

Ne cumulez, en aucun cas, plusieurs mois (ou trimestres) sur une même déclaration.

Lorsque aucune opération n'a été réalisée au cours d'une période, une déclaration datée, signée et dont la case correspondant à une déclaration « Néant » est cochée doit être déposée.

Figure 75 : Déclaration de TVA [80]

Si vous n'avez à remplir aucune ligne de ce formulaire (déclaration « néant »), veuillez cocher la case à droite

0010

☐**A MONTANT DES OPÉRATIONS RÉALISÉES**

OPÉRATIONS IMPOSABLES (H.T.)			OPÉRATIONS NON IMPOSABLES		
01	Ventes, prestations de services		04	Exportations hors CE	0032
02	Autres opérations imposables		05	Autres opérations non imposables	0033
03	Acquisitions intracommunautaires (dont ventes à distance et/ou opérations de montage :	0031	06	Livraisons intracommunautaires	0034
08	Régularisations	0036	07	Achats en franchise	0037
	(Important : cf. notice)		08	Régularisations	0039
				(Important : cf. notice)	

B DÉCOMPTÉ DE LA TVA À PAYER

TVA BRUTE			Base hors taxe	Taxe due
Opérations réalisées en France métropolitaine				
08	Taux normal 19,6 %	0206		
09	Taux réduit 5,5 %	0105		
09				
Opérations réalisées dans les DOM				
10	Taux normal 8,5 %	0201		
11	Taux réduit 2,1 %	0100		
12				
Opérations imposables à un autre taux (France métropolitaine ou DOM)				
13	Ancien taux	0900		
14	Opérations imposables à un taux particulier (décompte effectué sur annexe 3310 A)	0950		
15	TVA entièrement déduite à reverser		0600	
La ligne 11 ne concerne que les DOM. Les autres opérations relevant du taux de 2,1 % continuent d'être déclarées sur l'annexe 3310 A.				
16	Total de la TVA brute due (lignes 08 à 15)			
17	Dont TVA sur acquisitions intracommunautaires	0035		
18	Dont TVA sur opérations à destination de Monaco	0038		

TVA DÉDUCTIBLE

19	Biens constituant des immobilisations	0703	
20	Autres biens et services	0702	
21	Autre TVA à déduire	0050	
	(dont régularisation sur de la TVA collectée (cf. notice)		
22	Report du crédit apparaissant ligne 27 de la précédente déclaration	8001	
23	Indiquer ici le pourcentage de déduction applicable pour la période s'il est différent de 100 %		
24	Total TVA déductible (lignes 19 à 22)		

CREDIT

25	Crédit de TVA (ligne 24 - ligne 16)	0705	
26	Remboursement demandé sur formulaire n° 3519 joint	8002	
27	Crédit à reporter (ligne 25 - ligne 26)	8003	
	(Cette somme est à reporter ligne 32 de la prochaine déclaration)		
Attention! Une situation de TVA créditrice (ligne 25 servie) ne dispense pas du paiement des taxes assimilées déclarées ligne 29.			
TAXE À PAYER			
28	TVA nette due (ligne 16 - ligne 24)		
29	Taxes assimilées calculées sur annexe n° 3310 A	9070	
30	Sommes à imputer, exprimées en euros, y compris acompte congés	9999	
31	Sommes à ajouter, exprimées en euros, y compris acompte congés	9999	
32	Total à payer (lignes 28 + 29 - 30 + 31)		
	(Veuillez pas de joindre le règlement correspondant)		

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent, pour les données vous concernant, auprès du service des impôts, un droit d'accès et un droit de rectification.
Si vous réalisez des opérations intracommunautaires, pensez à la déclaration d'échanges de biens à soumettre auprès de la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (cf. notice de la déclaration CA3).

Figure 76 : Déclaration de TVA suite [81]

II.2.4. travaux de fin d'exercice et documents de synthèse

II.2.4.1. L'exercice comptable

Comme nous l'avons vu précédemment, la vie économique de l'entreprise est découpée en période ou exercice. On peut diviser ce dernier en 4 phases :

- phase 1 : début d'exercice, ouverture des comptes
- phase 2 : durant l'exercice, enregistrement des échanges courants
- phase 3 : fin d'exercice , enregistrement des échanges d'inventaires
- phase 4 : fin d'exercice, clôture des comptes et élaboration des documents de synthèse. (bilan, compte de résultat, grand livre, journaux, journal général, balance, États d'immobilisation)

Après la comptabilisation des opérations réalisées par l'entreprise tout au long de l'exercice et l'établissement d'une balance synthétisant l'ensemble de ces opérations, appelée balance avant inventaire, il est procédé aux travaux de détermination du résultat d'activité de l'entreprise durant cet exercice et à l'établissement des documents de synthèse qui traduisent la situation patrimoniale de l'entreprise à la clôture de ce même exercice.

L'article L123 12 du code de commerce stipule que toute personne physique ou morale ayant la qualité de commerçant doit procéder à l'enregistrement comptable des mouvements affectant le patrimoine de son entreprise. Ces mouvements sont enregistrés chronologiquement.

Elle doit contrôler par inventaire , au moins une fois tous les douze mois, l'existence et la valeur des éléments actifs et passifs du patrimoine de l'entreprise . Elle doit établir des comptes annuels à la clôture de l'exercice

au vu des enregistrements comptables et de l'exercice de l'inventaire. Ces comptes annuels comprennent le bilan , le compte de résultat et une annexe, qui forment un tout indissociable.

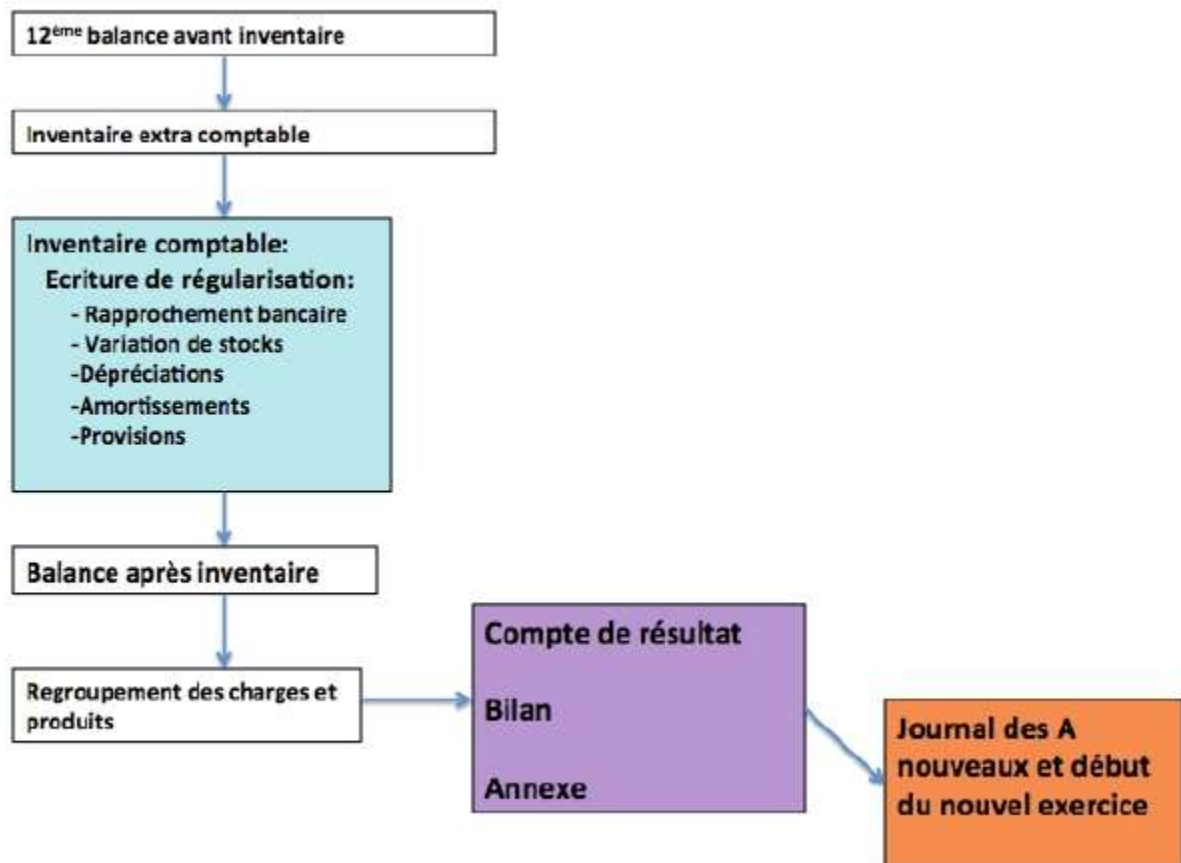


Figure 77 : La fin d'exercice

II.2.4.2. L'inventaire

II.2.4.2.1. L'inventaire extra comptable

Ces travaux consistent à recenser et à évaluer tous les éléments du patrimoine de l'entreprise en effectuant un inventaire physique ou réel (inventaire des stocks, recensement des immobilisations, état des créances...)

II.2.4.2.2. L'inventaire comptable ou travaux comptables

II.2.4.2.2.1. Définition

Il s'agit ici de déterminer la valeur des éléments figurants au bilan de l'entreprise. Celle ci est susceptible d'avoir varié depuis la fin de l'exercice précédent et il faudra donc l'ajuster par un jeu d'écriture tout en respectant les principes comptables déjà évoqués: permanence des méthodes, prudence... [82]

Parmi les travaux de l'inventaire comptable, on trouve:

- le rapprochement bancaire
- les provisions
- les dépréciations
- les variations de stocks
- les amortissements

Nous développerons ici la notion de variation de stock et d'amortissement.

II.2.4.2.2.2. Les variations de stock

II.2.4.2.2.2.1 Définition

Le résultat à rattacher à l'exercice ne peut concerner que les ventes effectuées de l'année. Afin de respecter l'équilibre entre produits et charges, les achats de marchandises non vendues dans l'exercice ne doivent pas influencer ce résultat. Or ils ont été comptabilisés en charges. A l'opposé, des marchandises qui figuraient en stock au début de l'année ont été vendues.

On va donc procéder à un ajustement des comptes de stocks en deux temps par la méthode d'inventaire intermittent des stocks en fin d'exercice.

Deux écritures d'inventaire sont donc nécessaires:

- 1 : l'annulation du stock de début d'exercice par le débit du compte de variation des stocks et le crédit du compte de stock.

- 2 : la création du stock de fin d'exercice par le débit du compte de stock et le crédit du compte de variation des stocks. [83]

Le schéma suivant illustre cette méthode:

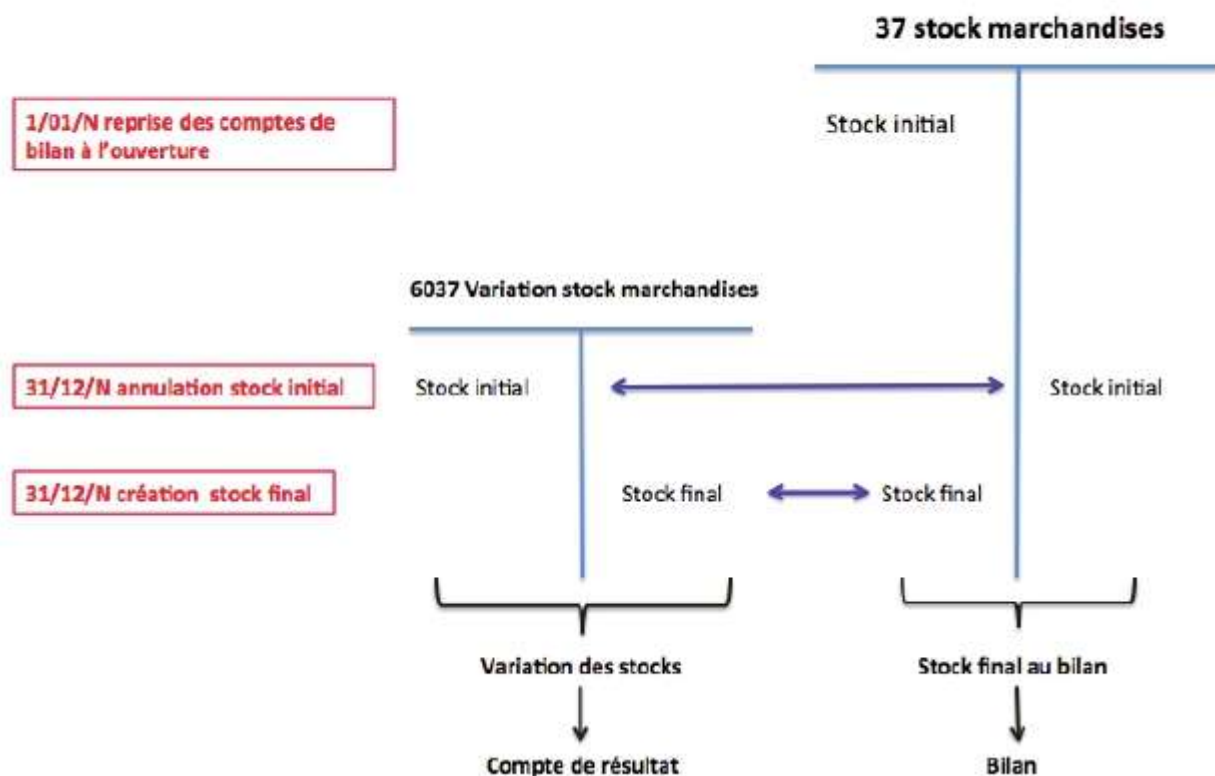


Figure 78 : L'inventaire [84]

D'un point de vue officinal on s'intéresse essentiellement aux stocks de marchandises. Dans une entreprise de production il faudrait aussi détailler les stocks de matières premières et de produits finis.

Le fait de créditer le compte de variation de stock annule les achats de marchandises non vendues dans l'exercice.

Le débit du compte de variation des stocks permet de constater la charge correspondante aux achats effectués durant l'année N-1 et qui ont été vendus l'année N.

D'un exercice à l'autre, la diminution des stocks de marchandise est appréciée comme une charge (stock initial – stock final > 0). En effet l'entreprise à consommé les achats mais aussi une partie des biens figurant dans le stock initial.

Cette consommation du stock devient une charge. A l'inverse, une augmentation des stocks de marchandises est appréciée comme une réduction des charges.

$$\text{Consommation} = \text{Achats} + \text{stock initial} - \text{stock final}$$

N° du compte	Intitulé	Type
60265	Emballages récupérables non identifiables	Détail
60267	Emballages à usage mixte	Détail
603	Variations des stocks (approvisionnements et ma...	Détail
6031	Variation des stocks de matières premières (et fournitures)	Détail
6032	Variation des stocks des autres approvisionnements	Détail
6037	Variation des stocks de marchandises	Détail
604	Achats d'études et prestations de services	Détail
605	Achats de matériel, équipements et travaux	Détail
606	Achats non stockés de matière et fournitures	Détail

Figure 79 : Les variations des stocks dans le plan comptable

Tous	Capitaux	Immobilisations	Stocks	Fournisseurs	Clients	Autres tiers	Financier	Charges	Produits	Spéciaux
<input type="checkbox"/>	N° du compte			Intitulé				Type		
<input type="checkbox"/>	345			Prestations de services en cours				Détail		
<input type="checkbox"/>	3451			Prestations de services S 1				Détail		
<input type="checkbox"/>	3452			Prestations de services S 2				Détail		
<input type="checkbox"/>	35			STOCKS DE PRODUITS				Racine		
<input type="checkbox"/>	351			Produits intermédiaires				Détail		
<input type="checkbox"/>	3511			Produits intermédiaires (ou groupe) A				Détail		
<input type="checkbox"/>	3512			Produits intermédiaires (ou groupe) B				Détail		
<input type="checkbox"/>	355			Produits finis				Détail		
<input type="checkbox"/>	3551			Produits finis (ou groupe) A				Détail		
<input type="checkbox"/>	3552			Produits finis (ou groupe) B				Détail		
<input type="checkbox"/>	358			Produits résiduels (ou matières de récupération)				Détail		
<input type="checkbox"/>	3581			Déchets				Détail		
<input type="checkbox"/>	3585			Rebuts				Détail		
<input type="checkbox"/>	3586			Matières de récupération				Détail		
<input type="checkbox"/>	36			STOCKS PROVENANT D'IMMOBILISATIONS				Racine		
<input type="checkbox"/>	37			STOCKS DE MARCHANDISES				Racine		
<input type="checkbox"/>	371			Marchandises (ou groupe) A				Détail		
<input type="checkbox"/>	372			Marchandises (ou groupe) B				Détail		
<input type="checkbox"/>	39			PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS DES STO...				Racine		
<input type="checkbox"/>	391			Dépréciations des matières premières				Détail		
<input type="checkbox"/>	3911			Matières (ou groupe) A				Détail		
<input type="checkbox"/>	3912			Matières (ou groupe) B				Détail		
<input type="checkbox"/>	3917			Fournitures A, B, C,				Détail		
<input type="checkbox"/>	392			Provisions pour dépréciation des autres ...				Détail		

Figure 80 : Classification des stocks dans le plan comptable

II.2.4.2.2.2 Enregistrement

Annulation du stock initial:

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des OD</i>		
6037	Variation stock de marchandises	Stock initial	
37	Stock de marchandises		Stock initial

Constatation du stock final:

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des OD</i>		
37	Stock de marchandises	Stock final	
6037	Variation stock de marchandises		Stock final

Tableau 35 et 36 : Annulation du stock initial et Constatation du stock final

II.2.4.2.2.3. Les amortissements

II.2.4.2.2.3.1 Définition

Nous avons vu précédemment que la durée d'utilisation des immobilisations s'étalait en général sur plusieurs années. Pendant ce laps de temps, la plupart des immobilisations subissent une perte de valeurs due à l'usure ou à une évolution technique du matériel. Il est donc nécessaire de tenir compte de

cette dépréciation d'un point de vue comptable. On parle alors d'amortissement.

L'amortissement est donc la représentation comptable de l'amoindrissement de la valeur d'une immobilisation , résultant d'une cause irréversible telle que l'usage , le temps ou un changement technique. [85]

Pour constater cette perte de valeur qui est fonction de l'immobilisation , on enregistre une charge d'amortissement. Un plan d'amortissement est donc défini dès la mise en service de l'immobilisation , ce qui permet de calculer le montant de la dépréciation , cette dernière dépendant de la durée de vie de l'immobilisation et de la méthode de calcul retenue.

Il ne s'agit donc pas d'une charge réelle mais d'une charge calculée.

Le PCG précise dans l'article 322-1 : "Un actif amortissable est un actif dont l'utilisation par l'entité est déterminable".

"L'utilisation d'un actif par l'entité est limité dans le temps . Cet usage est limité dès lors que l'un des critères suivants , soit à l'origine, soit en cours d'utilisation , est applicable:

- physique

- technique

- juridique

Si plusieurs critères s'appliquent, il convient de retenir l'utilisation la plus courte résultant de l'application de ces critères.

La plupart du temps la notion de temps sera retenue pour mesurer l'utilisation. [86]

Immobilisations	Durée d'usage
Constructions	20 à 50 ans
Matériel et outillage	4 à 10 ans
Agencements, installations	5 à 20 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciel	1 à 3 ans

Tableau 37 : Durée d'immobilisation

II.2.4.2.2.3.2 Le plan d'amortissement

Les normes comptables imposent d'établir un plan d'amortissement dès la mise en service de chaque bien immobilisé. Le plan d'amortissement est un tableau prévisionnel de la valeur amortissable d'un bien par tranches annuelles successives. "Le plan d'amortissement est la traduction comptable de la répartition de la valeur amortissable d'un actif selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus en fonction de son utilisation probable". [87]

II.2.4.2.2.3.2.1 Les méthodes de calcul de l'amortissement

L'administration fiscale reconnaît deux techniques d'amortissements:

- l'amortissement linéaire qui consiste à répartir le coût du bien en fractions égales sur la durée probable d'utilisation.

- l'amortissement dégressif qui est un système d'amortissement qui permet d'augmenter les annuité d'amortissements des premières années. (guide des principales écritures comptables). [88]

L'exemple suivant concernera l'amortissement linéaire.

II.2.4.2.2.3.2 Exemple d'amortissement linéaire de matériel informatique

La méthode d'amortissement linéaire est caractérisée par une annuité constante tout au long de la période d'amortissement.

Le taux d'amortissement (T) est formulé de la façon suivante :

$$T = 100\% / N$$

«N» représente la durée d'utilisation exprimée en années. [89]

Valeur du matériel informatique (base amortissable) : 15 000€

Durée d'amortissement : 3 ans

Date de mise en service : 01/01/2005

Calcul de l'annuité : **Annuité = Base amortissable/N**

Ici l'annuité = 15000/3 =5000 avec un taux d'amortissement de 33,33% .

Le tableau d'amortissement sera donc le suivant :

Année	Base amortissable	Annuité d'amortissement	Amortissements cumulés	Valeur comptable net
2005	15000	5000	5000	10000
2006	15000	5000	10000	5000
2007	15000	5000	15000	0

Tableau 38 : Exemple d'amortissement

Si la date de mise en service ne correspond pas à la date du début de l'exercice, il faut en tenir compte.

Ex : reprenons l'exemple suivant avec une mise en service à partir du 01/02/2005 (le calcul est fait sur des mois de 30 jours).

Calcul de la première annuité: 1ère annuité = Annuité constante x (n/360)

(«n» représente le nombre de jours entre la mise en service et la fin de l'année)

Ici $n = 360 - 30 = 330$ donc 1ère annuité = $5000 \times (330/360) = 4583,33$

On obtient le tableau d'amortissement suivant :

Année	Base amortissable	Annuité d'amortissement	Amortissements cumulés	Valeur comptable net
2005	15000	4583,33	4583,33	10416,67
2006	15000	5000	9583,33	5416,67
2007	15000	5000	14583,33	416,67
2008	15000	416,67	15000	0

Tableau 39 : Exemple d'amortissement (suite)

Enregistrement à partir du premier exemple (mise en service au 1er janvier)

Au 31/12/2005 (2006 et 2007) on aura :

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des OD</i>		
6811	Dotation aux amortissements	5000	
28183	Amortissement Matériel informatique		5000

Tableau 40 : Enregistrement du premier exemple d'amortissement

Dans EBP :

31 0001	6811	Dotation aux amortissements	5 000,00	
31 0001	28183	amortissement du matériel informatique		5 000,00

Figure 81 : Enregistrement du premier exemple d'amortissement dans EBP Compta

EBP Comptabilité Classic Open Line 2013 - Du 01/01/12 au 31/12/12

Fichier Édition Affichage Quotidien / Saisie Consultation Notes de frais Exercices / Clôtures Opérations Paramètres Outils

<Rechercher> ROL Vues Défaut (Système) Sauvegarde rapide

Paramètres << **Plan comptable général**

Le vue actuelle a été modifiée. Pour enregistrer vos modifications, cliquez ici

Tous Capitaux Immobilisations Stocks Fournisseurs Clients Autres biers Financier Charges Produits Spédaux

N° du compte	Intitulé	Type
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET...	Reine
681	Dotations - Charges d'exploitation	Détail
6811	Dotations sur immobilisations incorporelles et corporelles	Détail
68111	Immobilisations incorporelles	Détail
68112	Immobilisations corporelles	Détail
6812	Dotations - Charges d'exploitation à répartir	Détail
6815	Dotations aux provisions d'exploitation	Détail
6816	Dotations aux dépréciations des immobilisations	Détail
68161	Immobilisations incorporelles	Détail
68162	Immobilisations corporelles	Détail
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	Détail
68173	Stoks et en-cours	Détail
68174	Créances	Détail
686	Dotations aux amortissements et aux provisions ...	Détail
6861	Dotations aux amortissements des primes de rembourse...	Détail
6865	Dotations aux provisions pour risques et charges financiers	Détail
6866	Dotations aux dépréciations des éléments financiers	Détail
68662	Immobilisations financières	Détail
68665	Valeurs mobilières de placement	Détail
6868	Autres dotations	Détail
687	Dotations - Charges exceptionnelles	Détail
6871	Dotations aux amortissements exceptionnels des immo.	Détail
6872	Dotations aux provisions réglementées (immobilisations)	Détail
68725	Amortissements dérogatoires	Détail
6873	Dotations aux provisions réglementées (stocks)	Détail
6874	Dotations aux autres provisions réglementées	Détail
6875	Dotations aux provisions exceptionnelles	Détail
6876	Dotations aux dépréciations exceptionnelles	Détail

Tâches

Transférer vers le PCE

Navigation

- PCG (Plan Compt...)
- Banques
- Tiers
- Natures de compte
- Guides de saisie
- Modèles de libellé
- Plan de groupe...
- Taxes
 - Taux de TVA
 - Types d'opération
 - Régimes de TVA
 - Déclarations
 - Paramétrage des...
- Divers
 - Civilités
 - Codes postaux
 - Départements
 - Pays
 - Moyens de paiem...
 - Modes de réglem...
 - Codes NAF
 - Documents assoc...
- Société
 - Coordonnées
 - Identification

Figure 82 : Les comptes d'amortissements

<input type="checkbox"/>	68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATION ET AUX PROVISIONS
<input type="checkbox"/>	681	Dotations - Charges d'exploitation
<input type="checkbox"/>	6811	Dotations sur immobilisations incorporelles et corporelles
<input type="checkbox"/>	6812	Dotations aux amortissements des charges d'exploitation
<input type="checkbox"/>	6815	Dotations aux provisions d'exploitation
<input type="checkbox"/>	6816	Dotations aux dépréciation des immos
<input type="checkbox"/>	6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulant

Figure 83 : Les comptes d'amortissement (suite)

Après avoir effectué ces opérations de régularisations et la balance après inventaire, on procède à la détermination du résultat de l'exercice ainsi qu'à l'établissement du bilan et des documents annexes.

II.2.4.3. Établissement des documents de synthèses (résultat, bilan, annexe)

Cette partie ne sera constitué que d'un rappel d'éléments déjà évoqués dans la première partie de cette thèse , enrichie de nouvelle notions.

II.2.4.3.1. Le compte de résultat

Le compte de résultat est obtenu par différence entre les charges (classe 6) et les produits (classe 7). Il exprime l'enrichissement (ou l'appauvrissement) au cours de l'exercice écoulé. c'est le document vers lequel convergent en priorité les regards des parties prenantes.

La présentation du compte de résultat peut s'effectuer de deux manières:

- Présentation en compte (ou tableau) : Les charges et les produits sont présentés distinctement en étant classés selon leurs natures.

- Présentation en liste : les produits sont classés par nature afin de faire apparaître les différents niveaux de résultats.

CHARGES (hors taxes)	Exercice N	Exercice N-1
Charges d'exploitation (I) :		
Achats de marchandises (a)		
Variation des stocks (b)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements (a)		
Variation des stocks (b)		
* Autres achats et charges externes		
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements (c)		
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Autres charges		
TOTAL I	X	X
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (II)	X	X
Charges financières :		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées (2)		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	X	X
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL IV	X	X
Participation des salariés aux résultats (V)	X	X
Impôts sur les bénéfices (VI)	X	X
Total des charges (I + II + III + IV + V + VI)	X	X
Solde créditeur = bénéfices (3)	X	X
TOTAL GENERAL	X	X
* Y compris		
- redevances de crédit-bail mobilier		
- redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs. Les conséquences des corrections d'erreurs significatives, calculées après impôt, sont présentées sur une ligne séparée sauf s'il s'agit de corriges une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres.		
(2) Dont intérêts concernant les entités liées		
(3) Compte tenu d'un résultat exceptionnel avant impôts de		

(a) Y compris droits de douane.

(b) Stock initial moins stock final : montant de la variation en montants entre parenthèse ou précédé du signe (-).

(c) Y compris éventuellement dotations aux amortissements des charges à répartir.

Figure 84 : Compte de résultat en tableau [90]

MODÈLE DE COMPTE DE RÉSULTAT (en tableau)
(Règlement n°99-08 du CRC)

PRODUITS (hors taxes)	Exercice N	Exercice N-1
Produits d'exploitation (I) :		
Ventes de marchandises		
Production vendue [biens et services] (a)		
Sous-total A - Montant net du chiffre d'affaires	X	X
dont à l'exportation :		
Production stockée (b)		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges ..		
Autres produits		
Sous-total B	X	X
Total I (A + B)	X	X
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (II)	X	X
Produits financiers :		
De participation (2)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (2)		
Autres intérêts et produits assimilés (2)		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	X	X
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
TOTAL IV	X	X
Total des produits (I + II + III + IV)	X	X
Solde débiteur = perte (3)	X	X
TOTAL GENERAL	X	X
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs. Les conséquences des corrections d'erreurs significatives, calculées après impôt, sont présentées sur une ligne séparée sauf s'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres.		
(2) Dont produits concernant les entités liées		
(3) Comptes tenu d'un résultat exceptionnel avant impôt de		

(a) À inscrire, le cas échéant, sur des lignes distinctes.

(b) Stock final moins stock initial : montant de la variation en moins entre parenthèses ou précédé du signe (-).

Figure 85 : Compte de résultat en tableau (suite) [91]

MODÈLE DE COMPTE DE RÉSULTAT (en liste)
(Règlement n°2005-09 du CRC)

	Exercice N	Exercice N-1
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)..... ± X		
Quote-parts de résultat sur opérations faites en commun :		
Bénéfice ou perte transférée III.....	X	X
Pertes ou bénéfice transféré IV.....	X	X
Produits financiers :		
De participation (3).....		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3).....		
Autres intérêts et produits assimilés (3).....		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
Différences positives de change.....		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement.....		
Total V.....	X	X
Charges financières :		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions.....		
Intérêts et charges assimilées (4).....		
Différences négatives de change.....		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement.....		
Total VI.....	X	X
2. RESULTAT FINANCIER (V - VI)..... ± X		
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV + V - VI)..... ± X		
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion.....		
Sur opérations en capital.....		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges.....		
Total VII.....	X	X
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion.....		
Sur opérations en capital.....		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions.....		
Total VIII.....	X	X
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)..... ± X		
Participation des salariés aux résultats (IX).....	X	X
Impôts sur les bénéfices (X).....	X	X
Total des produits (I + III + V + VII).....	X	X
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X).....	X	X
Bénéfice ou perte.....	X	X
(3) Dont produits concernant les entités liées.....		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées.....		

N.B. - Outre le résultat exceptionnel avant impôts que les sociétés de capitaux doivent faire ressortir, les entités ont la faculté de faire apparaître distinctement le résultat d'exploitation et le résultat financier. Le bénéfice ou la perte résulte alors de la somme algébrique des résultats courant et exceptionnel (3 + 4) et les charges IX et X.

Figure 86 : Compte de résultat en liste [92]

	Exercice N	Exercice N-1
Produits d'exploitation (1) :		
Ventes de marchandises.....		
Production vendue (biens et services) (a).....		
Montant net du chiffre d'affaires	X	X
dont à l'exportation :		
Production stockée (b).....		
Production immobilisée.....		
Subventions d'exploitation.....		
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges....		
Autres produits.....		
Total I.....	X	X
Charges d'exploitation (2) :		
Achats de marchandises (a) :		
Variation de stock (c).....		
Achats de matières premières et autres approvisionnements (e)		
Variation de stock (d).....		
* Autres achats et charges externes.....		
Impôts, taxes et versements assimilés.....		
Salaires et traitements.....		
Charges sociales.....		
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements (e).....		
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations.....		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations.....		
Dotations aux provisions.....		
Autres charges.....		
Total II.....	X	X
* Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier.....		
- Redevances de crédit-bail immobilier.....		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs. Les conséquences des corrections d'erreurs significatives, calculées après impôt, sont présentées sur une ligne séparée sauf s'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres.		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs. Les conséquences des corrections d'erreurs significatives, calculées après impôt, sont présentées sur une ligne séparée sauf s'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres.		
(a) A inscrire, le cas échéant, sur des lignes distinctes.		
(b) Stock final moins stock initial : montant de la variation en moins entre parenthèses ou précédé du signe (-).		
(c) Y compris droits de douane.		
(d) Stock initial moins stock final : montant de la variation en moins entre parenthèses ou précédé du signe (-).		
(e) Y compris éventuellement dotations aux amortissements des charges à répartir.		

Figure 87 : Compte de résultat en liste [93]

Les comptes de charges et de produits, contrairement aux comptes de bilan, sont soldés et remis à zéro à chaque début d'exercice. Les comptes de gestions 6 et 7 vont être soldés pour faire apparaître le résultat de l'exercice qui sera inscrit dans un compte 120 (résultat de l'exercice) s'il s'agit d'un bénéfice ou dans un compte 129 (résultat de l'exercice) s'il s'agit d'une perte. Le résultat apparaîtra donc dans le bilan.

RÉSULTAT = PRODUITS - CHARGES

Si total des produits > total des charges → Bénéfice

Si total des charges > total des produits → Perte

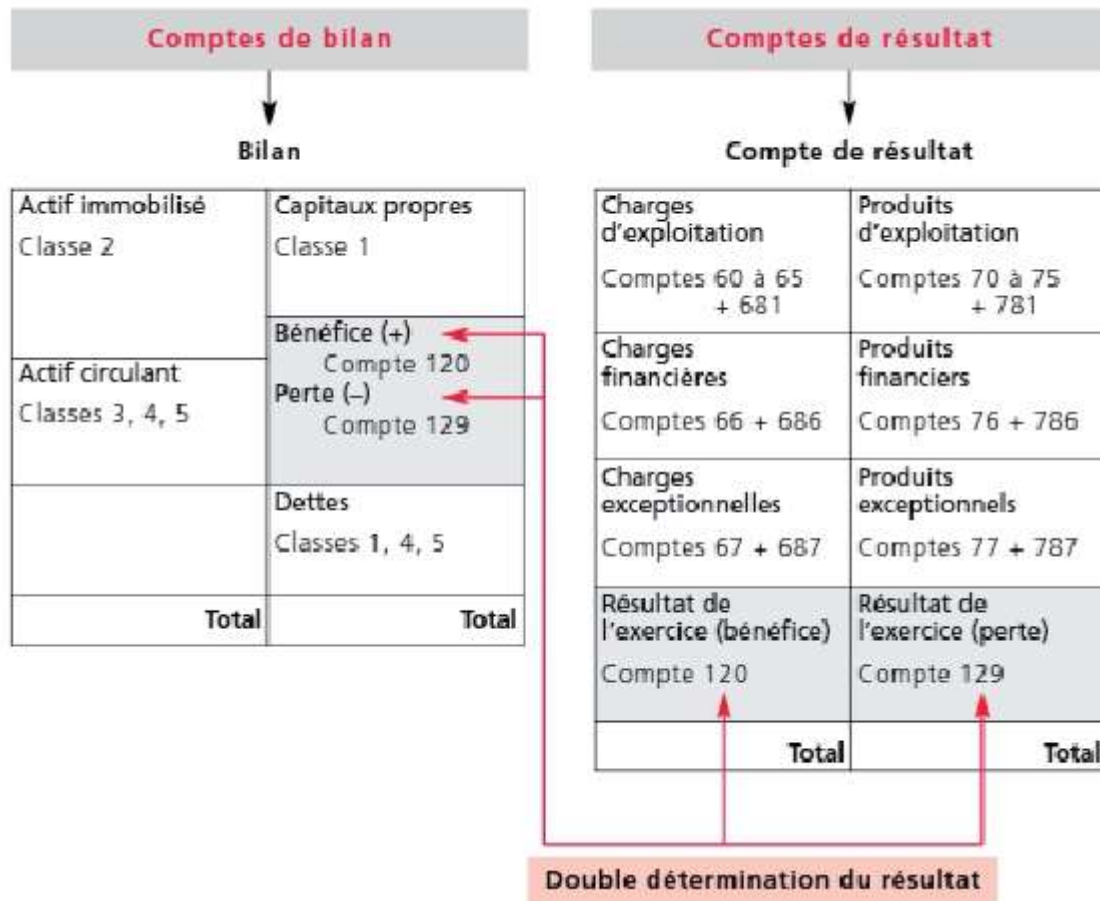


Figure 88 : Lien entre le résultat et le bilan [94]

II.2.4.3.2. Le bilan

II.2.4.3.2.1. Généralités

Le bilan est obtenu par différence entre l'actif et le passif . Il exprime l'évolution du patrimoine depuis la fin de l'exercice précédent. C'est un inventaire, à un instant donné, récapitulant l'ensemble des ressources dont dispose l'entreprise et la façon dont elle les a utilisés. Il permet de juger si la structure est équilibrée.

Le bilan peut lui aussi se présenter en liste ou en tableau

MODÈLE DE BILAN (en tableau) (Règlement n°2005-09 du CRC)				
ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours (a) :				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production [biens et services] (c)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3) :				
Créances Clients (a) et Comptes rattachés (d)				
Autres				
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement (e) :				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Charges constatées d'avance (3)				
Total II	X	X	X	X
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	X	X	X	X
Primes de remboursement des emprunts (IV)	X		X	X
Ecart de conversion Actif (V)	X		X	X
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	X	X	X	X
(3) Dont à moins d'un an (brut)				

(a) À vendre, le cas échéant, entre biens, d'une part, et services d'autre part.
(c) Créances résultant de ventes ou de prestations de services.
(e) Poste à servir directement s'il n'existe pas de achat par l'entité de ses propres actions.

Figure 89 : Le bilan en tableau [95]

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Capital souscrit - non appelé				
ACTIF IMMOBILISE (a)				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement.....				
Frais de recherche et de développement.....				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires.....				
Fonds commercial (1).....				
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions.....				
Installations techniques, matériel et outillage industriels...				
Autres				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2) :				
Participations (b)				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
Total I.....	X	X	X	X
(1) Dont droit au bail.....				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
<p>(a) Les actifs avec clause de réserve de propriété sont regroupés sur une ligne distincte portant la mention « dont... avec clause de réserve de propriété ». En cas d'impossibilité d'identifier les biens, un renvoi au pied du bilan indique le montant restant à payer sur ces biens. Le montant à payer comprend celui des effets non échus.</p> <p>(b) Si des titres sont évalués par équivalence, ce poste est subdivisé en deux sous-postes « Participations évaluées par équivalence » et « Autres participations ». Pour les titres évalués par équivalence, la colonne « Brut » présente la valeur globale d'équivalence si elle est supérieure au coût d'acquisition. Dans le cas contraire, le prix d'acquisition est retenu. La dépréciation globale du portefeuille figure dans la 3ème colonne. La colonne « Net » présente la valeur globale d'équivalence positive ou une valeur nulle.</p>				

Figure 90 : Le bilan en tableau [96]

	Exercice N	Exercice N-1
DETTES A MOINS D'UN AN		
Emprunts obligataires convertibles.....		
Autres emprunts obligataires.....		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (4).....		
Emprunts et dettes financières divers.....		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours.....		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés (g).....		
Dettes fiscales et sociales.....		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés.....		
Autres dettes.....		
Instruments de trésorerie.....		
Produits constatés d'avance.....		
Total VII	X	X
Excédent de l'actif circulant sur les dettes à moins d'un an (II- VII).....	X	X
Excédent de l'actif sur les dettes à moins d'un an (VI- VII).....	X	X
DETTES A PLUS D'UN AN		
Emprunts obligataires convertibles.....		
Autres emprunts obligataires.....		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (4).....		
Emprunts et dettes financières divers.....		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours.....		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés (g).....		
Dettes fiscales et sociales.....		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés.....		
Autres dettes.....		
Instruments de trésorerie.....		
Produits constatés d'avance.....		
Total VIII	X	X
Ecart de conversion Passif (IX).....	X	X
PROVISIONS		
Provisions pour risques.....		
Provisions pour charges.....		
Total X	X	X
(4) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.....		

(g) Dettes sur achats et prestations de services.

Figure 91 : Le bilan en liste [97]

II.2.4.3.2.2. La clôture et la réouverture des comptes de bilan

Nous avons remarqué le fait que les comptes de classe 6 et 7 étaient soldés à la fin de l'exercice et qu'ils étaient remis à zéro lors de l'ouverture de l'exercice suivant. Ce n'est pas le cas des comptes de bilan dont les soldes sont repris au début du nouvel exercice dans le journal des A-nouveaux.

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	<i>Journal des A nouveaux</i>		
2	Comptes d'immobilisations	X	
3	Comptes de stocks	X	
41	Compte clients	X	
51	Comptes de banque	X	
53	Compte de caisse	X	
10	Comptes de capitaux		X
12	Résultat (bénéfice)		X
16	Comptes d'emprunt		X
28	Comptes d'amortissement		X
40	Comptes fournisseurs		X
43	Comptes sociaux		X
44	Comptes D'Etat		X

Tableau 41 : Enregistrement des A nouveaux

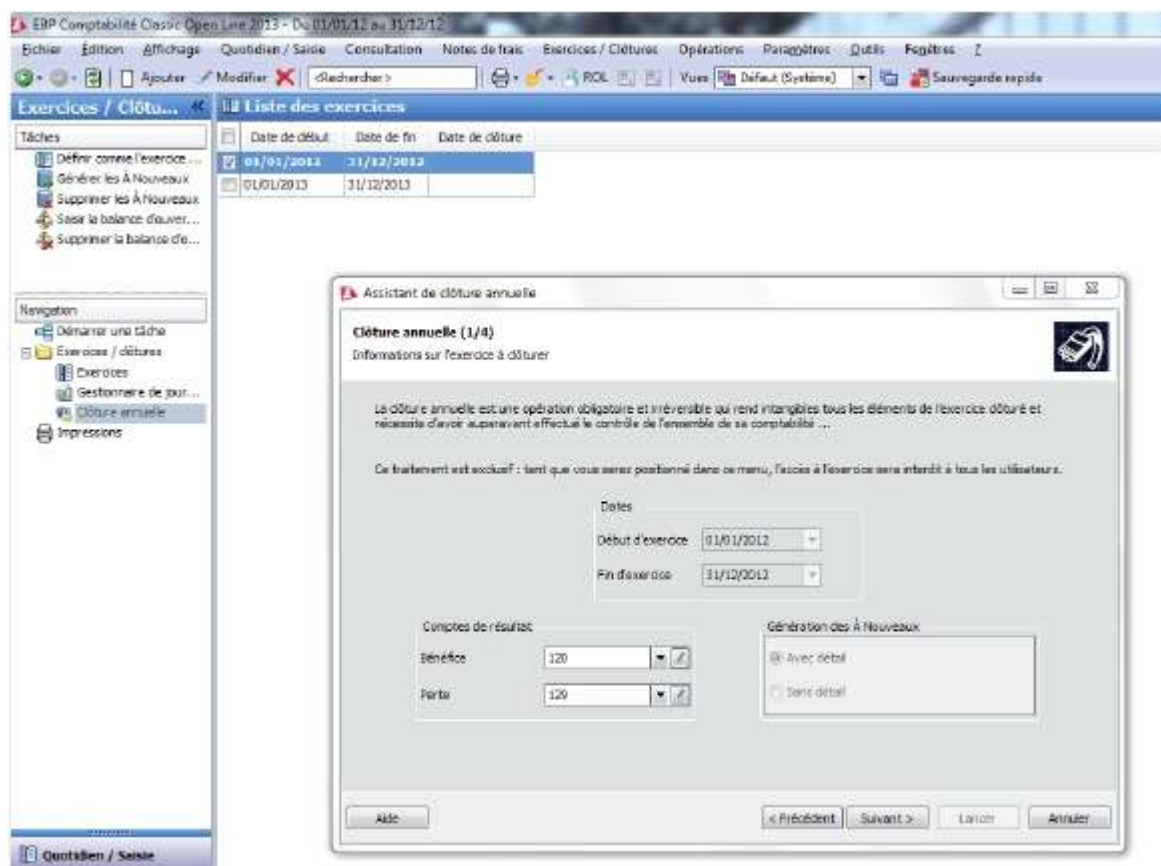


Figure 92 : La clôture

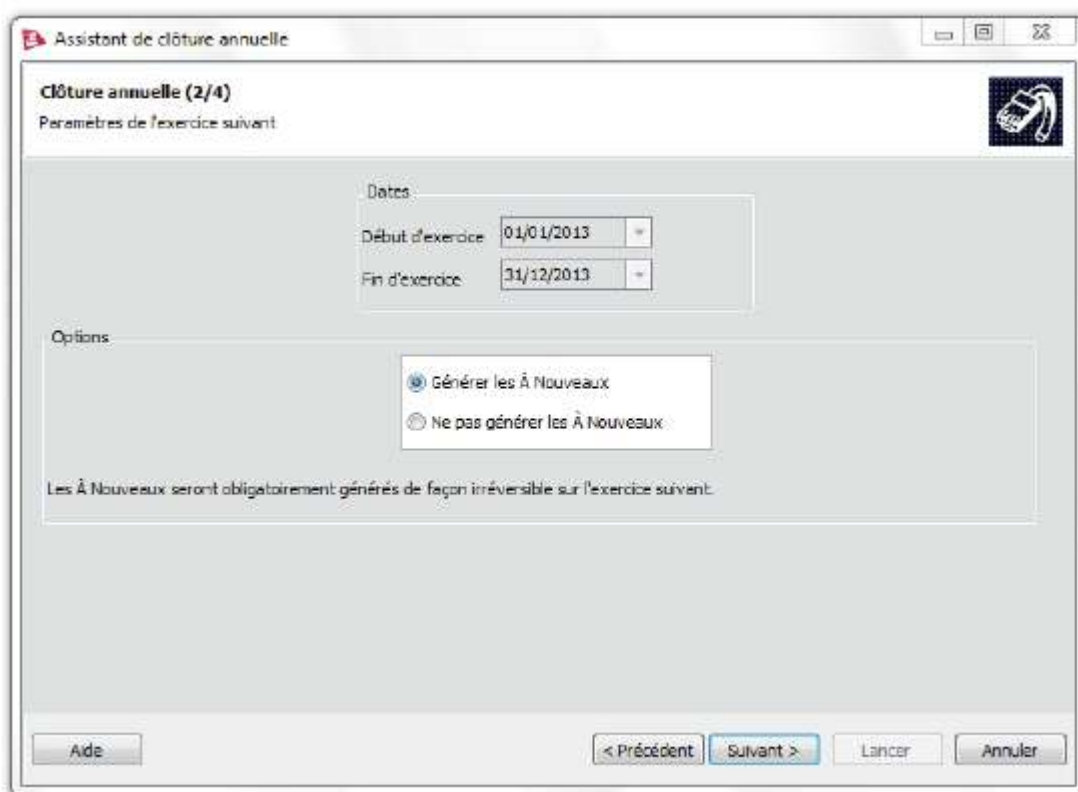


Figure 93 : La clôture (suite)

II.2.4.3.3. L'annexe

L'annexe complète et commente l'information fournie par le bilan et le compte de résultat. L'information doit être comprise par le plus grand nombre, elle doit être significative, claire et succincte. [98]

I. Cadre général

SITUATIONS ET MOUVEMENTS ^(b)	A	B	C	D
RUBRIQUES ^(a)	VALEUR BRUTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE ^(c)
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
TOTAL				

(a) A développer si nécessaire selon la nomenclature des postes du bilan. Lorsqu'il existe des frais d'établissement, ils font l'objet d'une ligne séparée.

(b) Les entités subdivisent les colonnes pour autant que de besoin [cf. ci-dessous développement des colonnes B (augmentations) et C (diminutions)].

(c) La valeur brute à la clôture de l'exercice est la somme algébrique des colonnes précédentes ($A + B - C = D$).

II. Aménagement du cadre général

1 - Développement de la colonne B (augmentations) →

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations

2 - Développement de la colonne C (diminutions) →

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service

Figure 94 : Détails de l'annexe [99]

I. Cadre général

RUBRIQUES (a)	SITUATIONS ET MOUVEMENTS (b)			
	A	B	C	D
	AMORTISSEMENTS CUMULES AU DÉBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS : DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS D'AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS CUMULES À LA FIN DE L'EXERCICE (c)
Immobilisations incorporelles.....				
Immobilisations corporelles.....				
Immobilisations financières.....				
TOTAL				

(a) A développer si nécessaire selon la même nomenclature que celle du tableau des immobilisations.

(b) Les entités subdivisent les colonnes pour autant que de besoin [cf. ci-dessous développement des colonnes B (augmentations) et C (diminutions)].

(c) Les amortissements cumulés à la fin de l'exercice sont égaux à la somme algébrique des colonnes précédentes ($A + B - C = D$).

II. Aménagement du cadre général

1 - Développement de la colonne B
(augmentations) →

Dotations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles

Figure 95 : Détail de l'annexe suite [100]

-Contenu de l'annexe :

- informations sur les règles et les méthodes :

L'objet de ces informations est de préciser, de justifier et d'indiquer l'incidence des dérogations à l'application d'une prescription comptable, du choix d'une méthode plutôt qu'une autre, d'un changement de méthode .

- compléments d'informations :

L'annexe fournit des compléments d'informations sur le bilan et le compte de résultat. Ces informations sont nécessaires à l'obtention d'une image fidèle et à l'analyse financière . on trouve notamment l'état de l'actif immobilisé, l'état des amortissements et des dépréciations, l'état des provisions et l'état des échéances des créances et des dettes. [101]

CONCLUSION

Dans un contexte économique difficile, le pharmacien ne peut plus faire fi de ce qui touche à la gestion de son officine. La connaissance des techniques de comptabilité doit être développée afin d'orienter les choix économiques, stratégiques et humains.

L'implication du titulaire dans les opérations comptables quotidiennes permet un suivi de l'évolution de l'entreprise à travers l'ensemble des investissements, des achats et des ventes répertoriés dans le logiciel comptable ainsi que dans les documents de synthèse (bilan, compte de résultat, annexe). L'importance des travaux de fin d'exercice est évidente car un bilan déposé engage la responsabilité du pharmacien vis à vis de l'État et des tiers.

Ces données peuvent être analysées et décortiquées à l'échelle de la pharmacie ainsi qu'à celle des différentes officines de France et tout ceci selon différents critères.

Des organismes, tel que Fiducial[®], se chargent de récupérer les données de différentes pharmacies ce qui leur permet d'établir un ensemble de statistiques publiées chaque année.



Figure 96 : Exemple de statistiques 1 [102]

EXERCICE 2010		L'évolution de six postes du compte de résultat								
		Exercices 2008, 2009 et 2010								
		Officines rurales			Officines urbaines			Total		
		2010	2009	2008	2010	2009	2008	2010	2009	2008
Loyers										
En pourcentage du CA HT		1,04 %	1,01 %	0,92 %	1,30 %	1,27 %	1,17 %	1,19 %	1,17 %	1,06 %
Moyenne en euros		14 971	14 331	13 594	18 998	18 258	16 928	17 377	16 733	15 444
Primes d'assurance										
En pourcentage du CA HT		0,18 %	0,17 %	0,18 %	0,20 %	0,19 %	0,19 %	0,19 %	0,18 %	0,18 %
Moyenne en euros		2 582	2 405	2 624	2 862	2 667	2 741	2 761	2 562	2 599
Frais postaux et télécommunication										
En pourcentage du CA HT		0,17 %	0,17 %	0,17 %	0,19 %	0,19 %	0,19 %	0,18 %	0,18 %	0,18 %
Moyenne en euros		2 513	2 395	2 429	2 756	2 753	2 777	2 658	2 609	2 529
Services bancaires										
En pourcentage du CA HT		0,11 %	0,12 %	0,09 %	0,14 %	0,13 %	0,14 %	0,13 %	0,12 %	0,11 %
Moyenne en euros		1 589	1 640	1 329	2 118	1 874	1 957	1 905	1 781	1 610
Cotisation économique territoriale										
En pourcentage du CA HT		0,13 %	0,25 %	0,22 %	0,17 %	0,31 %	0,29 %	0,15 %	0,28 %	0,26 %
Moyenne en euros		1 868	3 513	3 143	2 492	4 435	4 150	2 242	4 064	3 692
Loi madelin										
En pourcentage du CA HT		0,37 %	0,42 %	0,39 %	0,36 %	0,32 %	0,32 %	0,37 %	0,36 %	0,35 %
Moyenne en euros		5 365	6 035	5 587	5 308	4 518	4 617	5 331	5 145	5 055

Figure 97 : Exemple de statistique 2 [103]

Grâce à l'ensemble de ces données, les pharmaciens ont donc aujourd'hui, s'ils le veulent, la possibilité de gérer leur entreprise de façon optimale. Ceci permet d'anticiper les différentes contraintes économiques et sociales liées à l'évolution du métier tout en répondant de façon adaptée à la demande de prise en charge du patient.

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : L'Abacus (Copy of a Roman abacus) [2].....	12
Figure 2 : Portrait de Luca Pacioli (De Barbari.J ,1495) [4].....	13
Figure 3 : Image fidèle de l'entreprise (Disle et al, 2007) [9].....	15
Figure 4 : Relations de l'officine avec ses différents partenaires.....	18
Figure 5 : Aide à la prise de décisions.....	19
Figure 6 : Le PCG (Grandguillot, 2012) [22].....	22
Figure 7 : Le plan de compte (Grandguillot, 2012) [24].....	24
Figure 8 : Comptes de bilan [26].....	27
Figure 9 : Le bilan patrimonial ou financier [29].....	29
Figure 10 : Passif du bilan financier [30].....	30
Figure 11 : Actif du bilan financier [31].....	32
Figure 12 : Le bilan fonctionnel [32].....	32
Figure 13 : Les charges (Engels, Kletz, 2007, 32) [35].....	36
Figure 14 : Les comptes de produits (Engels, Kletz, 2007, 32) [37].....	38
Figure 15 : Détermination du résultat.....	40
Figure 16 : Le résultat [39].....	40
Figure 17 : Compte de bilan et compte de résultat (Grandguillot, 2012) [40].....	41
Figure 18 : L'image du flux.....	43
Figure 19 : Compte en T.....	45
Figure 20 : Présentation d'un extrait de journal informatique de banque.....	46
Figure 21 : Exemple de flux	46
Figure 22 : Suite de l'exemple du flux.....	46
Figure 23 : L'enregistrement comptable (Duprez, Vanhalwyn, 2006) [49].....	48
Figure 24 : Le journal (Grandguillot, 2012) [52].....	49
Figure 25 : La balance.....	51
Figure 26 : Vision globale de l'enregistrement comptable (Grandguillot, 2012) [59].....	54
Figure 27 : L'exercice.....	56
Figure 28 : Ligne directrice de l'exemple.....	57
Figure 29 : Mentions obligatoires sur la facture (Grandguillot, 2012) [60].....	58
Figure 30 : Facture du cas «Bristol».....	59
Figure 31 : Paramétrage du journal d'achat (EBP Compta, 2009) [62].....	61
Figure 32 : Taux de TVA EBP Compta.....	64
Figure 33 : Paramétrage Taux de TVA (EBP Compta, 2009) [65].....	65
Figure 34 : Comptes fournisseurs EBP Compta.....	66
Figure 35 : Création d'un compte fournisseur (EBP Compta, 2009) [66].....	67
Figure 36 : Le compte «Bristol» sur EBP Compta.....	68

Figure 37 : Paramétrage du compte bristol.....	69
Figure 38 : Évolution du solde.....	69
Figure 39 : Les soldes du compte «Bristol».....	70
Figure 40 : Détail de la facture «Bristol».....	70
Figure 41 : Enregistrement de la facture «Bristol» dans le journal d'achat.....	72
Figure 42 : Consultation du compte fournisseur «Bristol».....	74
Figure 43 : Création du journal de banque sur EBP Compta [67].....	75
Figure 44 : Enregistrement du règlement de la facture «Bristol» dans le journal de banque...77	
Figure 45 : Le lettrage du compte (EBP Compta, 2009) [68].....	78
Figure 46 : Schéma récapitulatif de l'enregistrement comptable [70].....	80
Figure 47 : L'enregistrement du cas «bristol» dans le grand livre.....	81
Figure 48 : La balance.....	82
Figure 49 : Facture «Gallia».....	83
Figure 50 : Extrait de la facture «Gallia».....	84
Figure 51 : Enregistrement de la facture «Gallia» dans le journal d'achat sur EBP.....	85
Figure 52 : Facture RFA.....	86
Figure 53 : Net financier, net commercial [72].....	88
Figure 54 : Enregistrement de la facture RFA.....	90
Figure 55 : Facture «Orange».....	91
Figure 56 : Enregistrement de la facture Orange sur EBP.....	93
Figure 57 : Facture OCP.....	95
Figure 58 : Extrait de la facture «OCP».....	96
Figure 59 : Extrait de la facture «OCP» suite.....	96
Figure 60 : Extrait de la facture «OCP» suite 2.....	96
Figure 61 : Enregistrement de la facture OCP.....	98
Figure 62 : Enregistrement des immobilisations dans EBP compta.....	100
Figure 63 : Les immobilisations dans le Plan comptable.....	101
Figure 64 : Décomposition des salaires.....	102
Figure 65 : Charges salariales et patronales [76].....	103
Figure 66 : Synthèse fin de journée.....	107
Figure 67 : Remise de chèques.....	109
Figure 68 : Enregistrement du chiffre d'affaire «chèques».....	111
Figure 69 : Enregistrement du chiffre d'affaire «cartes bancaires».....	114
Figure 70 : Relevé bancaire «tiers payant».....	117
Figure 71 : Enregistrement des règlements «Tiers payant».....	118
Figure 72 : Le journal de caisse.....	122
Figure 73 : Relevé bancaire avec remise des espèces.....	123
Figure 74 : Remise en banque.....	124

Figure 75 : Déclaration de TVA [80].....	128
Figure 76 : Déclaration de TVA suite [81].....	129
Figure 77 : La fin d'exercice.....	131
Figure 78 : L'inventaire [84].....	133
Figure 79 : Les variations des stocks dans le plan comptable.....	134
Figure 80 : Classification des stocks dans le plan comptable.....	135
Figure 81 : Enregistrement du premier exemple d'amortissement dans EBP Compta.....	141
Figure 82 : Les comptes d'amortissements.....	142
Figure 83 : Les comptes d'amortissement (suite).....	142
Figure 84 : Compte de résultat en tableau [90].....	144
Figure 85 : Compte de résultat en tableau (suite) [91].....	145
Figure 86 : Compte de résultat en liste [92].....	146
Figure 87 : Compte de résultat en liste [93].....	147
Figure 88 : Lien entre le résultat et le bilan [94].....	148
Figure 89 : Le bilan en tableau [95].....	149
Figure 90 : Le bilan en tableau [96].....	150
Figure 91 : Le bilan en liste [97].....	151
Figure 92 : La clôture.....	153
Figure 93 : La clôture (suite).....	153
Figure 94 : Détails de l'annexe [99].....	154
Figure 95 : Détail de l'annexe suite [100].....	155
Figure 96 : Exemple de statistiques 1 [102].....	157
Figure 97 : Exemple de statistique 2 [103].....	158

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Enregistrement théorique d'une facture d'achat.....	60
Tableau 2 : Enregistrement théorique de la facture «bristol».....	71
Tableau 3 : Règlement théorique de la facture «bristol».....	76
Tableau 4 : Enregistrement de la facture «Gallia» dans le journal d'achat.....	84
Tableau 5 : Enregistrement comme une diminution des achats	89
Tableau 6 : Enregistrement comme une vente.....	89
Tableau 7 : Enregistrement théorique de la facture «Orange».....	92
Tableau 8 : Enregistrement théorique de la facture «OCP».....	97
Tableau 9 : Enregistrement théorique des immobilisations.....	100
Tableau 10 : Enregistrement des salaires.....	104
Tableau 11 : Règlement des salaires.....	104
Tableau 12 : Enregistrement des charges sociales.....	105
Tableau 13 : Règlement des charges sociales.....	105
Tableaux 14 et 15 : Enregistrement et Règlement théorique d'une vente.....	106
Tableau 16 : Enregistrement théorique pour les chèques.....	108
Tableau 17 : Enregistrement théorique après dépôt des chèques.....	109
Tableau 18 : Enregistrement des chèques en pratique.....	110
Tableaux 19 et 20 : Enregistrement théorique des cartes bleues.....	112
Tableau 21 : Enregistrement pratique des cartes bleues.....	113
Tableaux 22 et 23 : Enregistrement théorique du tiers payant et Enregistrement du tiers payant au moment du remboursement.....	115
Tableau 24 : Enregistrement en pratique du tiers payant.....	116
Tableau 25 : Enregistrement théorique des ventes en espèces	119
Tableau 26 : Enregistrement de la TVA liée aux ventes.....	120
Tableau 27 : Enregistrement de l'encaissement.....	120
Tableau 28 : Enregistrement en pratique des ventes en espèces.....	120
Tableau 29 : Enregistrement des dépôts d'espèces.....	121
Tableau 30 : Enregistrement des dépôts d'espèces suite.....	121
Tableaux 31 et 32 : Déclaration de TVA cas n°1.....	126
Tableau 33 : Déclaration de TVA cas n°2.....	127
Tableau 34 : Déclaration de TVA cas n°2 suite.....	127
Tableaux 35 et 36 : Annulation du stock initial et Constatation du stock final.....	136
Tableau 37 : Durée d'immobilisation.....	138
Tableau 38 : Exemple d'amortissement.....	139
Tableau 39 : Exemple d'amortissement (suite).....	140
Tableau 40 : Enregistrement du premier exemple d'amortissement.....	141
Tableau 41 : Enregistrement des A nouveaux.....	152

BIBLIOGRAPHIE

- [1] - VERHILLE.R, "Brève histoire de la comptabilité", 2011,
<http://www.atelierpaulfabra.org/PuRev20110626Verhille>, consulté le 12/08/12
- [2] - Abacus (copy of roman abacus),
http://en.wikipedia.org/wiki/Roman_abacus, consulté le 12/08/12
- [3] - ENGEL.F,KLETZ.F, "Comptabilité générale",
Mines Paris les Presse, 2007, Paris p8
- [4] - DE BARBARI.J, "Portrait de Luca Pacioli", 1495,
<http://www.georgehart.com/virtual-polyhedra/pacioli.html>, extrait le 10/09/12
- [5] - SAUVAGEOT.G, "Précis de comptabilité",
Editions NATHAN,2004, Lassay-les-Châteaux p7
- [6] - FAURE.A, "La comptabilité c'est simple",
Editions CHIRON, 2007, Paris p21
- [7] - PLAN COMPTABLE GÉNÉRAL,
"Règlement n°99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable,
version applicable au 14 décembre 2007",
http://www.anc.gouv.fr/sections/normes_privees/plans_comptables/plancomptable
Chapitre II article 120-1
- [8] - Code de commerce,
«Code de commerce 2012, version consolidée du 28 octobre 2012,»
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000005634379> article L23-14
- [9] - DISLE.C et al, "DCG9 Introduction à la comptabilité, Manuel et applications",
Editions DUNOD, 2007, Paris 5 p5
- [10] - PLAN COMPTABLE GÉNÉRAL,
«Règlement n°99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable,
version applicable au 14 décembre 2007»
http://www.anc.gouv.fr/sections/normes_privees/plans_comptables/plancomptable
Chapite II article 120-2
- [11] - PLAN COMPTABLE GÉNÉRAL,
«Règlement n°99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable,
version applicable au 14 décembre 2007»
http://www.anc.gouv.fr/sections/normes_privees/plans_comptables/plancomptable
Chapite II article 123-20
- [12] - FACON.J-M, KOMAREV.I ,
«Comptabilité générale, De l'obligation légale à l'outil de gestion»,
Editions ELLIPSES, 2011, Paris p69
- [13] - SAUVAGEOT.G, "Précis de comptabilité"
Editions NATHAN, 2004, Lassay-les-Châteaux p69
- [14] - MARTEL.L,PUS.S ,
"Comptabilité et gestion d'officine", Editions FIDUCIAIRE, 1990, Levallois-Perret p47

- [15] - PLAN COMPTABLE GÉNÉRAL,
«Règlement n°99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable, version applicable au 14 décembre 2007»
http://www.anc.gouv.fr/sections/normes_privées/plans_comptables/plancomptable
Chapite II article 120-4
- [16] - Code de commerce,
«Code de commerce 2012, version consolidée du 28 octobre 2012»
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000005634379>
article L123-23
- [17] - Code général des impôts,
«Code général des impôts version en vigueur au 8 novembre 2012»
<http://www.legifrance.gouv.fr> article 38 quarter annexe III
- [18] - COLLETTE.C, RICHARD.J
«Comptabilité générale, système français et normes IFRS»
Editions DUNOD, 2008, Paris p66
- [19] - GRANDGUILLOT.B et F,
«Comptabilité Générale Principes généraux, Opérations courantes, opérations de fin d'exercice», Edition Gualino, 2012, Paris p52
- [20] - BATSCHE.L ,«La comptabilité facile»,
Edition MARABOUT,2003,Allemagne p64
- [21] - GRANDGUILLOT.B et F,
«Comptabilité Générale Principes généraux, Opérations courantes, opérations de fin d'exercice», Edition Gualino, 2012, Paris p52
- [22] - DISLE.C et al,
«DCG9 Introduction à la comptabilité, Manuel et applications»
Editions DUNOD, 2007, Paris 5 p25
- (23) - PLAN COMPTABLE GÉNÉRAL,
«Règlement n°99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable, version applicable au 14 décembre 2007»
http://www.anc.gouv.fr/sections/normes_privées/plans_comptables/plancomptable article 410-5
- [24] - GRANDGUILLOT.B et F,
«Comptabilité Générale Principes généraux, Opérations courantes, opérations de fin d'exercice», Edition Gualino, 2012, Paris p58
- [25] - MASEO.R et al,
«Comptabilité financière, comptabilité générale 12ème edition»,
Editions DUNOD, 2010, Paris p58
- [26] - Comptes de bilan,
<http://geronim.free.fr/compta/plan.htm>
- [27] - PLAN COMPTABLE GÉNÉRAL,
«Règlement n°99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable, version applicable au 14 décembre 2007»
http://www.anc.gouv.fr/sections/normes_privées/plans_comptables/plancomptable article 211.1

- [28] - PLAN COMPTABLE GÉNÉRAL,
«Règlement n°99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable, version applicable au 14 décembre 2007»
[http://www.anc.gouv.fr/sections/normes_privées/plans_comptables/plancomptable article 212.1](http://www.anc.gouv.fr/sections/normes_privées/plans_comptables/plancomptable_article_212.1)
- [29] - Le bilan patrimonial ou financier,
<http://geronim.free.fr/compta/plan.htm>
- [30] - Le passif du bilan financier,
<http://geronim.free.fr/compta/plan.htm>
- [31] - Actif du bilan financier,
<http://geronim.free.fr/compta/plan.htm>
- [32] - Le bilan fonctionnel,
<http://geronim.free.fr/compta/plan.htm>
- [33] - <http://geronim.free.fr/compta/plan.htm>
- [34] - GRANDGUILLLOT.B et F,
«Comptabilité Générale Principes généraux, Opérations courantes, opérations de fin d'exercice», Edition Gualino, 2012, Paris p41
- [35] - ENGEL.F,KLETZ.F,
«Comptabilité générale»,Mines Paris les Presse, 2007, Paris p32
- [36] - <http://geronim.free.fr/compta/plan.htm>
- [37] - ENGEL.F,KLETZ.F,
«Comptabilité générale», Mines Paris les Presse, 2007, Paris p32
- [38] - <http://geronim.free.fr/compta/plan.htm>
- [39] - Le résultat,
<http://geronim.free.fr/compta/plan.htm>
- [40] - GRANDGUILLLOT.B et F,
«Comptabilité Générale Principes généraux, Opérations courantes, opérations de fin d'exercice», Edition Gualino, 2012, Paris p59
- [41] - DISLE.C et al,
«DCG9 Introduction à la comptabilité, Manuel et applications»,
Editions DUNOD, 2007, Paris 5 p52-54
- [42] - GRIFFITHS.S,
"Comptabilité financière", Editions VUIBERT, 2006, Paris
- [43] - MASEO.R et al,
«Comptabilité financière, comptabilité générale 11ème edition»,
Editions DUNOD, 2007, Paris p18
- [44] - DISLE.C et al,
«DCG9 Introduction à la comptabilité, Manuel et applications»,
Editions DUNOD, 2007, Paris 5 p54-57

- [45]- MASEO.R et al,
«Comptabilité financière, comptabilité générale 11ème édition»,
Editions DUNOD, 2007, Paris p18
- [46] - PLAN COMPTABLE GÉNÉRAL,
"Règlement n°99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable, version applicable au 14 décembre 2007",http://www.anc.gouv.fr/sections/normes_privées/plans_comptables/plancomptable article 420.3
- [47] - PLAN COMPTABLE GÉNÉRAL,
"Règlement n°99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable, version applicable au 14 décembre 2007",http://www.anc.gouv.fr/sections/normes_privées/plans_comptables/plancomptable article 420.1)
- [48] - PLAN COMPTABLE GÉNÉRAL,
"Règlement n°99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable, version applicable au 14 décembre 2007",http://www.anc.gouv.fr/sections/normes_privées/plans_comptables/plancomptable article 410.6
- [49] - DUPREZ.G, VANHALWYN.N,
"Comprendre et réussir sa comptabilité", Editions du PUIITS FLEURI, 2006, Héricy
- [50] - DISLE.C et al,
«DCG9 Introduction à la comptabilité, Manuel et applications»,
Editions DUNOD, 2007, Paris 5 p61
- [51] - GRANDGUILLLOT.B et F,
«Comptabilité Générale Principes généraux, Opérations courantes, operations de fin d'exercice», Edition Gualino, 2012, Paris p73
- [52] - GRANDGUILLLOT.B et F,
«Comptabilité Générale Principes généraux, Opérations courantes, operations de fin d'exercice», Edition Gualino, 2012, Paris p48
- [53] - DISLE.C et al,
«DCG9 Introduction à la comptabilité, Manuel et applications»,
Editions DUNOD, 2007, Paris 5 p62
- [54] - DUPREZ.G, VANHALWYN.N,
«Comprendre et réussir sa comptabilité», Editions du PUIITS FLEURI, 2006, Héricy p45
- [55] - GRANDGUILLLOT.B et F,
«Comptabilité Générale Principes généraux, Opérations courantes, operations de fin d'exercice», Edition Gualino , 2012, Paris p74
- [56] - GRANDGUILLLOT.B et F,
«Comptabilité Générale Principes généraux, Opérations courantes, operations de fin d'exercice», Edition Gualino, 2012, Paris p84
- [57] - DISLE.C et al,
«DCG9 Introduction à la comptabilité, Manuel et applications»,
Editions DUNOD, 2007, Paris 5 p489
- [58] - DUPREZ.G, VANHALWYN.N,
«Comprendre et réussir sa comptabilité», Editions du PUIITS FLEURI, 2006, Héricy p42

- [59] - GRANDGUILLOT.B et F,
"Comptabilité Générale Principes généraux, Opérations courantes, operations de fin d'exercice",Edition Gualino, 2012, Paris p76
- [60] - GRANDGUILLOT.B et F,
"Comptabilité Générale Principes généraux, Opérations courantes, operations de fin d'exercice", Edition Gualino, 2012, Paris p101
- [61] - EBP Compta,
"Guide d'installation et d'initiation", EBP informatique, 2009, Rambouillet p34
- [62] - EBP Compta,
"Guide d'installation et d'initiation", EBP informatique, 2009, Rambouillet p34
- [63] - BATSCHE.L,
"La comptabilité facile", Edition MARABOUT, 2003, Allemagne p103
- [64] - Direction générale des finances publiques,
"Bulletin officiel des impôts n°14 du 10 février 2012", impots.gouv.fr, 2012
- [65]- EBP Compta,
"Guide d'installation et d'initiation", EBP informatique; 2009; Rambouillet p29
- [66] - EBP Compta,
"Guide d'installation et d'initiation", EBP informatique, 2009, Rambouillet p31-32
- [67] - EBP Compta,
"Guide d'installation et d'initiation", EBP informatique, 2009, Rambouillet p36
- [68] - EBP Compta,
"Guide d'installation et d'initiation", EBP informatique; 2009, Rambouillet p50
- [69] - GRANDGUILLOT.B et F,
"Comptabilité Générale Principes généraux, Opérations courantes, operations de fin d'exercice", Edition Gualino, 2012, Paris p73
- [70] - <http://www.maxicours.com/se/fiche/1/3/215331.html>
consulté le 12/09/2012
- [71] - GRANDGUILLOT.B et F,
"Comptabilité Générale Principes généraux, Opérations courantes, operations de fin d'exercice", Edition Gualino, 2012, Paris p103
- [72] - <http://corinne.zambotto.free.fr/cours/CFE/FICHES/FicheCFE02.pdf>
consulté le 07/08/2012
- [73] - DEFFAINS-CRAPSKY.C,
"Comptabilité générale", Editions BREAL, 2009, Clamecy p102
- [74] - NIKITIN.M,REGENT.M-O,
«Introduction à la comptabilité 3ème édition», Armand Colin Edition; 2007, Paris p 108
- [75] - CASSIO.L,SIEGWART.J-L,
«Comptabilité financière», Edition Nathan, 2010, Paris p132

- [76] - GRANDGUILLOT.B et F,
 «Comptabilité Générale Principes généraux, Opérations courantes, opérations de fin d'exercice», Edition Gualino, 2012, Paris p92
- [77] - CASSIO.L,SIEGWART.J-L,
 «Comptabilité financière», Edition Nathan, 2010, Paris p134
- [78] - DISLE.C et al,
 «DCG9 Introduction à la comptabilité, Manuel et applications»
 Editions DUNOD, 2007, Paris 5 p178
- [79] - COSTE.J,
 «Guide des principales écritures comptables»,
 Editions LE MONDE DE L'ENTREPRISE, 2005, Cagnes sur Mer p5
- [80] - http://www.impots.gouv.fr/portal/deploiement/p1/fichedescriptiveformulaire_546/fichedescriptiveformulaire_546.pdf
- [81] - http://www.impots.gouv.fr/portal/deploiement/p1/fichedescriptiveformulaire_8107/fichedescriptiveformulaire_8107.pdf
- [82] - CASSIO.L,SIEGWART.J-L, «Comptabilité financière», Edition Nathan, 2010, Paris p220
- [83] - CASSIO.L,SIEGWART.J-L, «Comptabilité financière»,Edition Nathan, 2010, Paris p223
- [84] - CASSIO.L,SIEGWART.J-L, «Comptabilité financière», Edition Nathan, 2010, Paris p226
- [85] - CHARRIER.H,DE GRYSSE.S,
 «Les outils fondamentaux de la Gestion», Editions GUALINO, 2004, Paris p43
- [86] - DISLE.C et al,
 «DCG9 Introduction à la comptabilité, Manuel et applications»
 Editions DUNOD, 2007, Paris 5 p250
- [87] - GRANDGUILLOT.B et F,
 «Comptabilité Générale Principes généraux, Opérations courantes, opérations de fin d'exercice», Edition Gualino, 2012,Paris p240
- [88] - COSTE.J,
 «Guide des principales écritures comptables»,
 Editions LE MONDE DE L'ENTREPRISE, 2005, Cagnes sur Mer p102
- [89] - MAKAYA.W,
 «Comptabilité générale de l'entreprise, système comptable OHADA»,
 Publibook, 2009, Paris p137
- [90] - <http://www.compta-online.com/plan-comptable-general.php?do=show&titreid=19&no-cache=1&no-cacheID=212#212>
- [91] - <http://www.compta-online.com/plan-comptable-general.php?do=show&titreid=19&no-cache=1&no-cacheID=212#212>
- [92] - <http://www.compta-online.com/plan-comptable-general.php?do=show&titreid=19&no-cache=1&no-cacheID=213#213>

[93] - <http://www.compta-online.com/plan-comptable-general.php?do=show&titreid=19&nocache=1&nocacheID=223#223>

[94] - GRANDGUILLOT.B et F,
"Comptabilité Générale Principes généraux, Opérations courantes, opérations de fin d'exercice", Edition Gualino, 2012, Paris p88

[95] - <http://www.compta-online.com/plan-comptable-general.php?do=show&titreid=19&nocache=1&nocacheID=211#211>

[96] - <http://www.compta-online.com/plan-comptable-general.php?do=show&titreid=19&nocache=1&nocacheID=211#211>

[97] - <http://www.compta-online.com/plan-comptable-general.php?do=show&titreid=19&nocache=1&nocacheID=221#221>

[98] - SAUVAGEOT.G,
"Précis de comptabilité", Editions NATHAN, 2004, Lassay-les-Châteaux p78

[99] - <http://www.compta-online.com/plan-comptable-general.php?do=show&nocache=1&nocacheID=328&titreid=19>

[100] - <http://www.compta-online.com/plan-comptable-general.php?do=show&titreid=19&nocache=1&nocacheID=331#331>

[101] - DEFFAINS-CRAPSKY.C,
"Comptabilité générale", Editions BREAL, 2009, Clamecy p35

[102] - Fiducial,
"Le cahier Fiducial du pharmacien 2011", Fiducial, 2011, PARIS

[103] - Fiducial,
"Le cahier Fiducial du pharmacien 2011", Fiducial, 2011, PARIS

Nom - Prénoms : Stanislas ATTIA

Titre de la thèse :

LA COMPTABILITÉ OFFICINALE : INTRODUCTION ET MISE EN PRATIQUE

Résumé de la thèse :

Dans un contexte économique particulier, le pharmacien d'officine se doit d'être de plus en plus rigoureux dans la gestion humaine et financière de son entreprise.

Pour cela, il doit acquérir les compétences minimales requises en comptabilité lui permettant de comprendre le cheminement logique partant de l'enregistrement d'une simple facture et allant jusqu'à l'obtention du résultat et du bilan.

Cette thèse est donc une introduction à la comptabilité, illustrée d'exemples liés au monde de l'officine.

MOTS CLÉS

COMPTABILITÉ - OFFICINALE - ENREGISTREMENT - FACTURE - BILAN - RÉSULTAT

JURY

PRÉSIDENT : Mme Sylvie PIESARD, P.U. de Chimie Thérapeutique
Faculté de pharmacie de Nantes

ASSESSEURS : Mme Pascale ROUSSEAU, MAST - Service de Pharmacologie
et Pharmacocinétique
Faculté de pharmacie de Nantes
M. Michel TOUZÉ, Pharmacien d'officine
